



MÉMOIRE

Pour obtenir le diplôme de

MASTER DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE NOUVELLE – PARIS 3

Master 2 Recherche

Mention : Études internationales et européennes

Spécialité : Études latino-américaines

Option : *Science politique*

Présenté par

Cyrielle MAISON

Dirigé par

Marie-Laure GEOFFRAY

Maîtresse de conférences en science politique à l'IHEAL

Accompagnement de défenseur·e·s des droits humains et réseaux de solidarités transnationaux. Étude de cas des Brigades de Paix Internationales au Guatemala.

Le 23 janvier 2018

Institut des Hautes Études de l'Amérique latine
28 rue Saint-Guillaume 75007 Paris

Entonces, ya vamos para el tercer despojo de nuestras tierras pues y como siempre dijimos que en la región Q'eqchi' pues, siempre hemos defendido la tierra y pues, seguiremos defendiéndola. Pero el problema es de que ya hay muchas personas que han dejado secuelas en nuestros corazones, en nuestra mente, porque hay muchos que han ido a la cárcel, hay muchos que ya murieron por la defensa de la madre tierra porque nosotros solo lo que queremos es vivir. Porque nosotros sabemos que todos somos hermanos aquí en la tierra, y sabemos que sin el bosque, sin el río, sin el agua y sin el sol, pues podemos morir.

Alors voilà, c'est la troisième dépossession de nos terres et comme toujours, nous nous sommes rappelés que dans la région Q'eqchi', nous avons toujours défendu la terre et nous continuerons à la défendre. Mais le problème c'est qu'il y a beaucoup de personnes qui ont laissé des séquelles dans nos cœurs, dans notre esprit, parce qu'il y en a beaucoup qui sont allés en prison, il y en a beaucoup qui sont morts pour défendre la Terre Mère, parce que la seule chose que nous voulons c'est vivre. Parce que nous savons que nous sommes tous des frères ici sur Terre. Et nous savons que sans la forêt, sans le fleuve, sans l'eau et sans le soleil, et bien, nous pouvons mourir.

Sandra Calel, le 5 juin 2017, Santa Cruz Verapaz, Guatemala.

Remerciements

Je tiens particulièrement à remercier ma famille pour leur soutien inconditionnel. À mes petits-frères Mathis et Jonas et mes *abuelos*¹ en France métropolitaine et en Martinique. Un grand merci à mes parents, Evelyne et Pascal, pour la relecture attentive de ce travail. À Fortunat qui a toujours trouvé les mots justes pour m'encourager durant mon terrain de recherche et tout au long de la rédaction de ce mémoire.

Je dois beaucoup aux défenseuses et défenseurs des droits humains que j'ai rencontré·e·s à Paris et au Guatemala. Je tiens particulièrement à leur rendre hommage pour leur travail sans relâche pour la défense de nos droits à tous. Un grand merci à Kim et à tous les volontaires des Brigades de Paix Internationales au Honduras et au Guatemala. À Tania, Jonathan, Rosa, Rudy et Javier, mes chers amis guatémaltèques.

À mes ami·e·s et aux enseignant·e·s-chercheur·e·s de l'Institut des Hautes Études de l'Amérique Latine pour le partage de leurs connaissances et de leur passion pour l'Amérique latine. Enfin, je tiens à remercier ma directrice de recherche, Marie-Laure Geoffray, pour sa patience et son soutien dans toutes les étapes de ce travail.

¹ Au Guatemala, le terme « *abuelos* » qui peut être traduit en français par « grands-parents », fait référence aux ancêtres en général.

Sommaire

Sigles utilisés	5
Introduction.....	6
CHAPITRE 1 - Les volontaires internationaux : une sociologie des engagements dans un environnement dangereux	26
I. Les volontaires internationaux : qui sont-ils ?.....	26
II. Les principes de non-violence et non-ingérence comme moyens de justification de l'intervention	36
III. Les volontaires internationaux : un engagement périlleux	48
CHAPITRE 2 - L'intervention civile de paix : accompagner les défenseur·e·s des droits humains guatémaltèques menacé·e·s	62
I. Défendre les droits humains, une activité à haut risque	62
II. L'accompagnement de défenseur·e·s des droits humains : une présence internationale dans un contexte local.....	73
III. Faire face aux manquements de l'État guatémaltèque	84
CHAPITRE 3 - Défenseur·e·s locaux et volontaires internationaux : une coalition transnationale pour la défense des droits humains	93
I. L'accompagnement politique et informatif : le rôle des acteurs internationaux et du partage des informations.....	93
II. L'accompagnement : une intervention extérieure non-violente	104
III. La contestation locale devient internationale : le rôle de la coalition transnationale formée par les PBI et les défenseur·e·s	115
Conclusion	125
Bibliographie	130
Table des matières.....	143
Table des illustrations	144
Table des encadrés	145
Annexes.....	146
Table des annexes.....	148

Sigles utilizados

ACOGUATE : *Coordinación de Acompañamiento Internacional en Guatemala*

CONAVIGUA : *Coordinadora Nacional de Viudas de Guatemala*

COPREDEH : *Comisión Presidencial Coordinadora de la Política del Ejecutivo en materia de Derechos Humanos*

CPK : *Consejo de Pueblos K'iche's*

CPR : *Comunidades de Población en Resistencia*

DDH : *Défenseur·e·s des droits humains*

ICP : *Intervention civile de paix (En anglais, UCP : Unarmed Civilian Peacekeeping)*

INAB : *Instituto Nacional de Bosques*

LGBTI : *Lesbienne, gay, bisexuel·le, transgenre (ou transsexuel·le) et intersexe*

MAE : *Ministère des Affaires étrangères*

OACNUDH : *Oficina del Alto Comisionado de las Naciones Unidas para los Derechos Humanos en Guatemala*

OASIS : *Organización de Apoyo a una Sexualidad Integral frente al Sida*

ONG : *Organisation non gouvernementale*

ONU : *Organisation des Nations unies*

PBI : *Peace Brigades International*

PDH : *Procuraduría de Derechos Humanos*

SEAE : *Service européen pour l'action extérieure*

UDEFEGUA : *Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos en Guatemala*

UVOC : *Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas*

Introduction

Mercredi 15 mars 2017, Paris. En tant que bénévole au sein des Brigades de Paix Internationales dans la capitale française, je² suis conviée à une réunion informelle dans l'appartement loué pour l'arrivée de deux défenseurs des droits humains. À mon arrivée, je rencontre Marcos Ramírez Vargas, qui est assis et parle avec les autres bénévoles. Le sujet de conversation qui anime le débat est celui de l'extractivisme, ces activités risquées pour l'environnement et les populations autochtones³. Pendant quatre jours, j'accompagnerai Kim Aumonier, coordinatrice du bureau français des PBI, ainsi que Marcos et Berenice Celeita, une défenseure⁴ des droits humains colombienne. Durant leur tournée de plaidoyer, ils ont répondu à des interviews avec des journalistes, ils ont participé à des conférences et ont témoigné de la situation des droits humains au Guatemala et en Colombie avec les personnels du Barreau de Paris et du Ministère des Affaires étrangères.

Trois mois plus tard, le samedi 10 juin 2017, je me rends à la communauté Primavera del Ixcán au Guatemala. Après une journée de bus pour accéder à la ville principale de l'Ixcán, Playa Grande, j'attends patiemment un pick-up pendant plusieurs heures. Enfin arrivé, le chauffeur m'indique que je peux m'asseoir à côté de lui, Marcos lui a parlé d'une française qui viendrait les visiter. Entre deux appels téléphoniques de retardataires, il crie « ¡Primavera, Primavera! » à chaque coin de rue pour prévenir les habitants de son passage. Il ne vient que deux fois par jours, alors il n'est pas question d'oublier quelqu'un ici. Une femme, habillée des traditionnels *huipil* et *corte*⁵, me demande si nous pouvons partager le siège avant. Elle est épuisée et ne tiendra pas debout à l'arrière durant les deux heures de trajet qu'il reste à parcourir. La main posée affectueusement sur ma cuisse, elle me raconte l'histoire des habitants de la communauté. Nous voici enfin arrivés, des enfants courent après moi et m'appellent

² L'utilisation du pronom personnel « je » est une décision personnelle, prenant en compte ma propre subjectivité, il sera utilisé au cours de ce mémoire lorsque j'évoquerai mon terrain de recherche et mes observations.

³ Au cours de ce travail, je privilégierai le terme autochtone. Comme l'explique Irène Bellier, le mot « indigène », pourtant utilisé en anglais comme en espagnol (*indigenous/indígena*), a une connotation différente dans le contexte français. En effet, il rappelle le « statut désignant les populations soumises », comme dans le cas de l'Algérie. BELLIER, Irène. « Autochtone. » *EspacesTemps.net*, 2009.

⁴ J'utiliserai le mot défenseure, pour désigner les femmes défenseuses des droits humains. Je suis consciente que cette règle n'est pas d'usage en France, j'utilise donc la règle valable au Québec.

⁵ Blouse et jupe traditionnelles.

« ¡Acompañante, acompañante⁶! », leurs parents me sourient, tous les adultes me saluent et me souhaitent la bienvenue⁷.

L'histoire de la communauté commence à partir des années 1960, décennie durant laquelle des familles, venant de plusieurs départements du pays, sont parties vers le nord du Guatemala dans le département El Quiché, à la frontière avec le Mexique, à la recherche de terres fertiles. Au début des années 1980 prend place le conflit armé interne durant lequel près de 200 000 guatémaltèques perdirent la vie. Durant douze années, des hommes, des femmes et des enfants ont vécu cachés dans les montagnes. Ils ont tenté tant bien que mal de survivre face aux dangers de la forêt et des attaques constantes des militaires qui les soupçonnaient d'être des guérilleros. Ce n'est qu'en 1994, que les Comunidades de Población en Resistencia (CPR) Ixcán décidèrent de quitter la montagne, accompagnées par des volontaires internationaux qui prirent soin d'assurer leur sécurité, sans armes. En 1995, ils s'installent à la ferme San Isidro, près du fleuve Chixoy. En 1996, année de la signature des Accords de paix, ils créent la communauté Primavera del Ixcán⁸, printemps de l'Ixcán en français.



Illustration 1 : Entrée de la Comunidad Primavera del Ixcán⁹.

⁶ Accompagnatrice en français.

⁷ Carnet de terrain, le 6 juin 2017, à la Comunidad Primavera del Ixcán.

⁸ LA COMUNIDAD PRIMAVERA DEL IXCÁN. « Historia de la Comunidad. » *Coasevir*, [S.d.]

⁹ Nous pouvons lire sur le panneau rouge : « *La vida es lucha, y se lucha siempre* », « La vie est une lutte et on lutte, toujours ». Photographie prise par l'auteure, le 7 juin 2007 à la Comunidad Primavera del Ixcán.

Cette histoire est une introduction au sujet de ce mémoire, l'intervention civile de paix. L'ICP, comme nous le verrons plus en détails, est une méthode d'intervention non armée dans un pays tiers où a lieu un conflit local. La communauté Primavera del Ixcán a été accompagnée par des volontaires internationaux avant, pendant et après la signature des Accords de paix. L'accueil chaleureux des habitants de la communauté et l'utilisation du mot « accompagnatrice » pour m'interpeller montre l'impact qu'ont pu avoir les volontaires venant de différents pays sur cette population. Bien qu'ils ne soient plus accompagnés actuellement, ils sont les témoins des atrocités qui ont eu lieu au Guatemala dans les années 1980.

Les violences directes, structurelles et culturelles : sources historiques et répercussions actuelles

Johan Galtung, spécialiste des études sur la paix, distingue trois types de violences. Selon lui, la violence *personnelle* ou *directe* est celle où l'acteur qui commet la violence est facilement identifiable. Il existe ensuite la violence *structurelle* ou *indirecte*, qui provient des systèmes sociaux, économiques et politiques¹⁰. Enfin, il définit la violence *culturelle* par les « aspects de la culture, la sphère symbolique de notre existence [...] qui peuvent être utilisés pour justifier ou légitimer la violence directe ou structurelle¹¹. » En faisant une distinction entre la violence directe et la violence structurelle, Johan Galtung offre une nouvelle définition de la paix, qui peut être vue comme « négative » ou « positive ». Ainsi, l'absence de violence directe ne veut pas dire qu'il n'y a pas de violence, car celle-ci peut se trouver dans les systèmes sociaux, économiques ou politiques du pays. La paix est alors « négative ». La paix « positive », elle, est caractérisée par une situation où il n'y a pas de violence directe, ni structurelle. Au Guatemala, les violences directes, structurelles et culturelles ont traversées l'histoire du pays et sont toujours présentes aujourd'hui.

L'histoire politique du Guatemala est marquée par une succession de gouvernements peu enclins à respecter les droits humains. Cependant, une période d'optimisme et de démocratisation, appelée la « Révolution d'octobre » a duré dix années, de 1944 à 1954. Après

¹⁰ GALTUNG, Johan. « Violence, Peace, and Peace Research. » *Journal of Peace Research*, 1969, vol. 6, n°3, p. 170.

¹¹ *Those aspects of culture, the symbolic sphere of our existence [...] that can be used to justify or legitimize direct or structural violence.* GALTUNG, Johan. « Cultural Violence. » *Journal of Peace Research*, 1990, vol. 27, n°3, p. 291.

un coup d'État monté de toutes pièces par les États-Unis, le pays assistait à nouveau à l'arrivée au pouvoir de gouvernements autoritaires¹². En 1960, dans le contexte de la Guerre froide, et comme dans d'autres pays d'Amérique latine, un conflit armé interne prend place. Lors d'un entretien réalisé en juin 2017 dans la région du Petén avec un ex-guérillero. Celui-ci m'expliquait que « les Forces Rebelles du Guatemala sont apparues en 1962, à cause des injustices au Guatemala et de la répression militaire. Il n'y avait pas d'espaces de participation. À cause de tout cela, le mouvement révolutionnaire est apparu au Guatemala¹³. » Selon la Comisión por el Esclarecimiento Histórico, les causes du conflit armé interne seraient les suivantes : (1) la structure agraire et l'exclusion économique ; (2) le racisme, la subordination et l'exclusion de l'autochtone ; (3) la dictature et l'autoritarisme¹⁴. Curieusement, celles-ci correspondent aux trois systèmes -économique, social et politique- qui selon Galtung seraient à l'origine de la violence structurelle.

En 1982, le coup d'État et l'arrivée de Rios Montt au pouvoir marquent les années les plus noires et les plus sanglantes du pays, avec la décision du gouvernement d'orchestrer une politique de la « terre brûlée ». La population autochtone était considérée comme complice des guérillas, près de 600 villages furent « effacés de la carte ». Les habitants ont été sauvagement violés, torturés et assassinés, c'est un génocide qui prit place¹⁵. Au total, près de 200 000 guatémaltèques furent assassinés ou portés disparus, 83 % d'entre eux étaient Mayas. Selon le rapport « Guatemala, memoria del silencio » de la Comisión por el Esclarecimiento Histórico, 93 % des violations des droits humains furent perpétrées par le gouvernement¹⁶. Ce n'est qu'avec l'Accord de paix, soutenu par l'Organisation des Nations Unies et signé en 1996, qu'un terme est mis à ces trente-six années de guerre civile.

¹² Voir CULLATHER, Nick. *Secret History. The CIA's Classified Account of Its Operations in Guatemala, 1952-1954*. Stanford : Stanford University Press, 2006, 240 p. ; GÁLVEZ BORRELL, Víctor. *Política y conflicto armado: cambios y crisis del régimen político en Guatemala (1954-1982)*. Guatemala: Editorial de ciencias sociales, 2008, 182 p. et ; SCHLESINGER, Stephen et KINZER, Stephen. *Bitter Fruit. The Story of the American Coup in Guatemala*. Harvard: David Rockefeller Center for Latin American Studies, 2005, 330 p.

¹³ « El FAR surgió en el año 1962, a raíz de las injusticias en Guatemala y de la represión militar. No había espacios de participación. Debido a eso surgió el movimiento revolucionario en Guatemala. » Entretien avec Miguel Angel 10 juin 2017

¹⁴ COMISIÓN PARA EL ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO. *Guatemala, memoria del silencio*. Guatemala : Oficina de Servicios para Proyectos de las Naciones Unidas, 1999, p. 77-97.

¹⁵ Témoignage d'un survivant du génocide : TECÚ OSORIO, Jesús. *Memoir of the Río Negro Massacres*. Guatemala : Editorial Maya' Wuj, 2012, 200 p.

¹⁶ COMISIÓN PARA EL ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO. *Guatemala, memoria del silencio... op. cit.*, p. 324.

La violence culturelle est pourtant toujours une préoccupation actuelle. L'État ne respecte pas les populations Mayas qui subissent des violations de leurs droits dans un contexte d'exclusion, de pauvreté et de discrimination historique et structurelle. Ils sont nombreux à être obligés de quitter leurs terres pour laisser place au développement d'activités extractives par des entreprises nationales et internationales¹⁷. D'après Katherine Aguirre Tobón, de nombreuses raisons expliquent la persistance de la violence dans ce contexte de post-conflit. L'instabilité politique et socioéconomique, la continuité de la puissance militaire et la faiblesse de l'État seraient à l'origine de l'impunité et de la corruption dans les institutions guatémaltèques. Elle dénonce également les relations entre des membres des institutions de sécurité du pays et de groupes criminels organisés¹⁸. Ainsi, les taux d'homicides au Guatemala sont en augmentation constante et sont plus élevés que durant le conflit armé interne, comme le montre le tableau suivant réalisé par l'auteur.

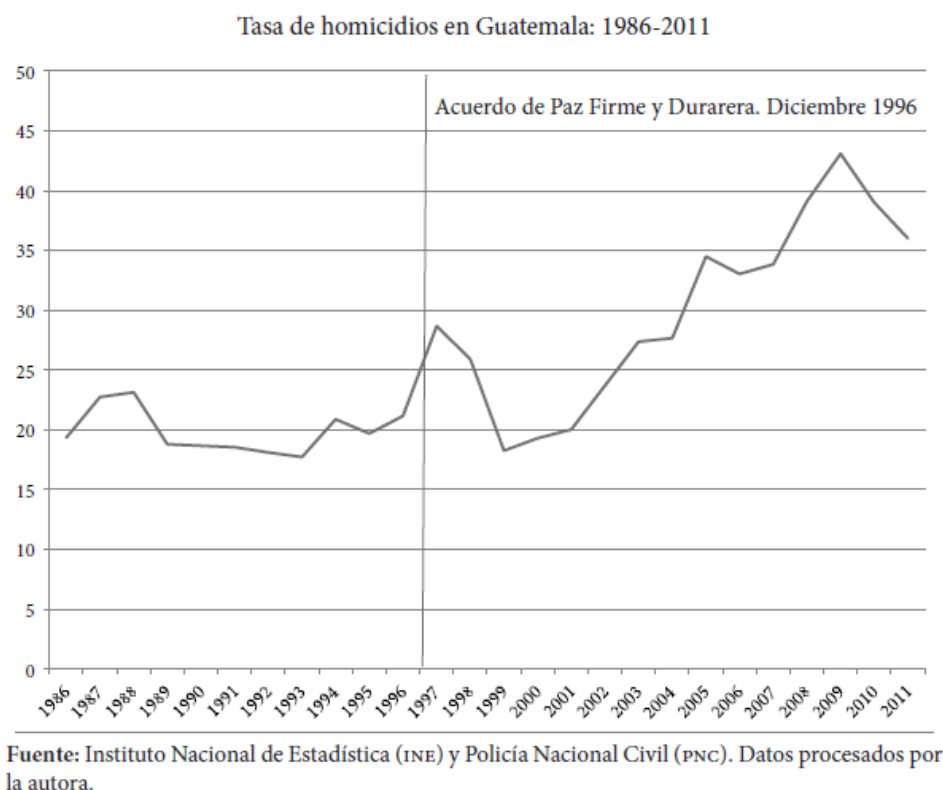


Figure 1 : Taux d'homicides au Guatemala : 1986-2011¹⁹.

¹⁷ AMNESTY INTERNATIONAL. *Rapport 2016/2017. La situation des droits humains dans le monde*. Londres : Amnesty International, 2017, p. 32.

¹⁸ AGUIRRE TOBÓN, Katherine. « Analizando la violencia después del conflicto: el caso de Guatemala en un estudio sub-nacional. » *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, 2014, vol. 59, n° 220, p. 227.

¹⁹ *Ibid.*, p. 199.

Celles et ceux qui osent défendre les droits humains sont également victimes de répressions. Dans un rapport publié en 2015, la Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos en Guatemala (UDEFEFUGA) dénonce « la diffamation, criminalisation et persécution²⁰ » dont ils sont victimes. En 2013, 657 cas d'agressions ont été enregistrés dont 18 assassinats et 19 tentatives d'assassinats. Pour l'UDEFEFUGA, cette augmentation des menaces serait due aux avancées en justice transitionnelle qui ont eu lieu cette année-là. En effet, la moitié des agressions étaient dirigées contre des défenseur·e·s de « la vérité et la justice ». Les défenseur·e·s des droits des autochtones, de l'environnement, du droit à la terre et des ressources naturelles seraient le deuxième groupe le plus touché. En plus de recevoir des attaques directes contre leur personne, ils subissent également les effets des campagnes de diffamation diffusées dans les médias guatémaltèques²¹.

L'intervention civile de paix

L'intervention civile de paix est un terme récent, il semblerait que Lisa Schirch soit la première à l'avoir utilisé, en 1995, lorsqu'elle présenta une étude sur les activités d'équipes travaillant pour la paix²². Comparé à d'autres thématiques de recherche dans les études sur la paix et le conflit, l'ICP est peu étudiée. Dans la littérature en anglais, nous pouvons citer les travaux de Coy, Schirch, Mahony et Eguren. En Allemagne, Furnari, Julian et Schweitzer recensent très peu de recherches sur ce sujet²³, c'est également le cas en France. La définition proposée par Jean-Marie Muller, un des quelques spécialistes français de la non-violence, est la suivante :

[L'ICP est] une intervention non armée, sur le terrain d'un conflit local, de missions extérieures, mandatées par une organisation, gouvernementale ou non-gouvernementale, venant accomplir des actions d'observation,

²⁰ *Difamación, criminalización y persecución*. UDEFEGUA. Guatemala. "Más pequeños que David": La lucha de los defensores y defensoras de Derechos humanos. Guatemala : OMCT, 2015, p. 22.

²¹ Ce qui est préoccupant car : « la diffamation est une stratégie utilisée pour délégitimer et disqualifier les propositions des organisations sociales, des peuples autochtones, des avocats et des organisations qui les représentent. A son tour, cette délégitimisation ouvre la porte à des agressions comme la criminalisation, la menace et l'attaque physique. » *La difamación es una estrategia utilizada para deslegitimar y descalificar las propuestas de las organizaciones sociales, los pueblos indígenas y los abogados y organizaciones que le representan. A su vez, esta deslegitimación abre la puerta a agresiones como la criminalización, la amenaza y el ataque físico*. UDEFEGUA. Guatemala... *op. cit.*, p. 22-23.

²² FURNARI, Ellen, JULIAN, Rachel et SCHWEITZER, Christine. « Unarmed Civilian Peacekeeping: Effectively Protecting Civilians Without Threat of Violence. » *Bund für Soziale Verteidigung*, 2016, n° 52, p. 5.

²³ *Ibid.*, p. 17-18.

*d'information, d'interposition, de médiation et de coopération en vue de prévenir ou faire cesser la violence, de veiller au respect des droits de l'homme, de promouvoir les valeurs de la démocratie et de la citoyenneté et de créer les conditions d'une solution politique du conflit qui reconnaisse et garantisse les droits fondamentaux de chacune des parties en présence et leur permette de définir les règles d'une coexistence pacifique*²⁴.

L'ICP implique un changement de paradigme dans la réponse à un conflit violent. Ainsi, au lieu d'imposer une intervention militaire ou humanitaire, c'est une réponse non-violente qui est privilégiée. Celle-ci s'inspire des théories du *peacekeeping*, *peacebuilding* et *peacemaking* et de diverses expériences non-violentes telles que celles entreprises par Gandhi en Inde. Selon Cécile Dubernet :

*La non-violence n'est pas une négation de la violence, c'est, au contraire, une autre manière de penser un conflit et d'agir pour le résoudre. Elle n'est pas non plus une attitude passive de soumission mais bien une posture proactive résolument orientée vers la recherche et la proposition de solutions alternatives à la violence*²⁵.

L'accompagnement international a trois objectifs : dissuader les attaquants qui voudraient s'en prendre aux défenseur·e·s des droits humains, leur apporter un appui moral et enfin, diffuser des informations quant aux menaces et possibles attaques contre des défenseur·e·s aux niveaux national et international. Comme l'explique Etienne Roy-Grégoire, « évidemment, les trois objectifs sont inter reliés. S'il n'y avait pas d'effets dissuasifs, même si c'est difficile à mesurer dans plusieurs cas, l'appui moral ne serait pas le même. Et tout ça ne serait pas possible si on ne pouvait pas diffuser l'information et provoquer des réactions en cas d'attaques²⁶. » Dans le livre *Unarmed Bodyguard*²⁷, Liam Mahony et Luis Enrique Eguren offrent une approche théorique pour tenter d'expliquer pourquoi les acteurs armés seraient dissuadés d'agir. Si ces derniers voient des volontaires internationaux accompagner des défenseur·e·s des droits humains, il semblerait qu'ils réfléchiraient à deux fois avant de mener une action violente. Suivant cette même logique, Patrick Coy²⁸, explique que la position des

²⁴ MULLER, Jean-Marie. *Dictionnaire de la non-violence*. Paris : Éditions du Relié, 2005, p. 185.

²⁵ DUBERNET, Cécile. *Manuel de formation à l'intervention civile de paix*. [S.l.] [S.d.], p. 4.

²⁶ ROY GRÉGOIRE, Etienne. Interview dans : BERGERON, Nicolas. *En toute solidarité. L'accompagnement international au Guatemala* [CD-ROM]. Québec : Productions réalités cachées, 2006.

²⁷ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards. International Accompaniment for the Protection of Human Rights*. West Hartford : Kumarian Press, 1997, 300 p.

²⁸ COY, Patrick. « The Privilege Problematic in International Nonviolent Accompaniment's Early Decades. Peace Brigades International Confronts the Use of Racism. » *Journal of Religion, Conflict, and Peace*, 2011, vol. 4, n° 2.

accompagnants, qu'il décrit comme étant une position de « privilège », permet de dissuader les attaquants. D'après lui,

l'accompagnement international repose sur l'idée que la présence d'une escorte internationale non-armée, aux côtés d'activistes locaux est dissuasive dans certaines situations. On note que la violence ou le non-respect des libertés, en présence d'étrangers, induit souvent avec des coûts politiques plus importants pour les attaquants²⁹.

Ainsi, pour créer les meilleures conditions d'accompagnement possibles, les volontaires préviennent les autorités de leur présence. Dans son article, « *Relationships are critical for peacekeeping* », Ellen Furnari explique que la construction des relations, qu'elles soient « coercitives » ou « coopératives », est la clé du succès du maintien de la paix³⁰. Ces relations vont au-delà de la volonté d'avoir une sorte d'influence sur les acteurs armés. Leur but principal serait de créer un contexte où les défenseur·e·s des droits humains se sentent suffisamment en sécurité pour pouvoir continuer leurs activités. Dans la mesure du possible, cela aiderait également à mettre fin au conflit et créer une atmosphère de confiance, plutôt que de méfiance, entre ces acteurs.

Les Brigades de Paix Internationales et leurs principes d'actions

Les Brigades de Paix Internationales est une organisation non gouvernementale créée en 1981 par plusieurs personnes ayant déjà participé à des actions non-violentes. Leur souhait commun était de créer une organisation internationale composée de personnes non-armées, étrangères au conflit local³¹. Les PBI sont les premiers à mettre en pratique la méthode de l'ICP³². Leur devise est « *Making Space for Peace* », faire de la place pour la paix via l'accompagnement de défenseur·e·s des droits humains :

Les défenseur·e·s des droits humains sont au cœur de ce que nous faisons à PBI. Nous offrons une protection, un support et une reconnaissance aux défenseur·e·s des droits humains locaux qui travaillent dans des endroits où

²⁹ *International protective accompaniment rests on the idea that the presence of unarmed international escorts alongside local activists is a deterrent in certain situations since violence or freedom restrictions directed toward, or in the presence of, foreign nationals often results in higher political costs for the transgressors. Ibid.*

³⁰ FURNARI, Ellen « Relationships Are Critical for Peacekeeping. » *Peace Review*, 2015, vol. 27, n° 1, p. 25.

³¹ PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *PBI's History*. [S.d.]

³² FURNARI, Ellen, OLDENHUIS, Huibert et JULIAN, Rachel. « Securing Space for Local Peacebuilding: the Role of International and National Civilian Peacekeepers. » *Peacebuilding*, 2015, vol. 3, n° 3, p. 4-5.

*ont lieu une répression et un conflit et qui ont demandé notre aide. [...] Nous évitons de nous imposer, d'interférer ou d'être directement impliqué dans le travail des personnes que nous accompagnons. Notre travail est efficace car il suit une approche intégrée, combinant une présence aux côtés des défenseur-e-s des droits humains sur le terrain avec un vaste réseau de support international*³³.

En effet, les PBI mettent un point d'honneur à respecter le principe de non-ingérence, essentiel car « il rappelle que la priorité doit être donnée aux acteurs locaux qui sont les forces principales de transformation et de résolution des conflits. Les intervenants de l'ICP ne viennent pas avec des solutions; d'ailleurs ils ne viennent que sur demande³⁴ ».

Les PBI mettent en avant quatre principes d'actions :

- La non-violence. Les PBI pensent que la violence n'est pas la meilleure solution pour résoudre un conflit. De ce fait, elles ont développé des stratégies non-violentes et elles accompagnent uniquement les personnes ou organisations qui utilisent des moyens non-violents pour la défense des droits humains³⁵.
- Le caractère international. Les PBI ont une vision globale de la paix et souhaiteraient une diminution des conflits et de la violence partout dans le monde malgré qu'elles travaillent à une échelle réduite, dans quelques cas concrets³⁶.
- L'impartialité. « Est impartial l'intervenant qui, tout en respectant les différents acteurs, rappelle la règle de droit sur le terrain [...] qui est inscrite dans les constitutions des différents pays d'intervention³⁷. »
- L'horizontalité. La structure de l'organisation suit un fonctionnement horizontal et les prises de décision sont faites par consensus³⁸. Une décision prise sans consensus serait vue comme une forme violente de communication³⁹.

³³ *We provide protection, support and recognition to local human rights defenders who work in areas of repression and conflict and have requested our support. We believe that lasting transformation of conflicts cannot come from outside, but must be based on the capacity and desires of local people. We avoid imposing, interfering or getting directly involved in the work of the people we accompany. Our work is effective because we take an integrated approach, combining a presence alongside human rights defenders on the ground with an extensive network of international support.* PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *About PBI*. [S.d.]

³⁴ DUBERNET, Cécile. *Manuel de formation... op. cit.*, p. 9.

³⁵ CHECA HIDALGO, Diego. « Noviolencia en zonas de conflicto. Brigadas Internacionales de Paz. » *Convergencia, Revista de Ciencias Sociales*, 2008, n° 48, p. 143.

³⁶ *Idem*.

³⁷ DUBERNET, Cécile. *Manuel de formation... op. cit.*, p. 9.

³⁸ CHECA HIDALGO, Diego. « Noviolencia en zonas de conflicto... op. cit. », p. 144. Et COY, Patrick. *Consensus Decision Making, Northern Ireland and Indigenous Movements*. Kidlington : Elsevier Science, 2003, p. 92.

³⁹ Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

Au premier abord, il semblerait que ces principes d’actions seraient le gage d’un travail d’accompagnement respectueux des acteurs locaux. Ces principes motiveraient les volontaires à s’engager avec les PBI et à dédier une année de leur vie à un travail sur le terrain dans des conditions dangereuses. Nous en discuterons plus amplement tout au long de ce travail.

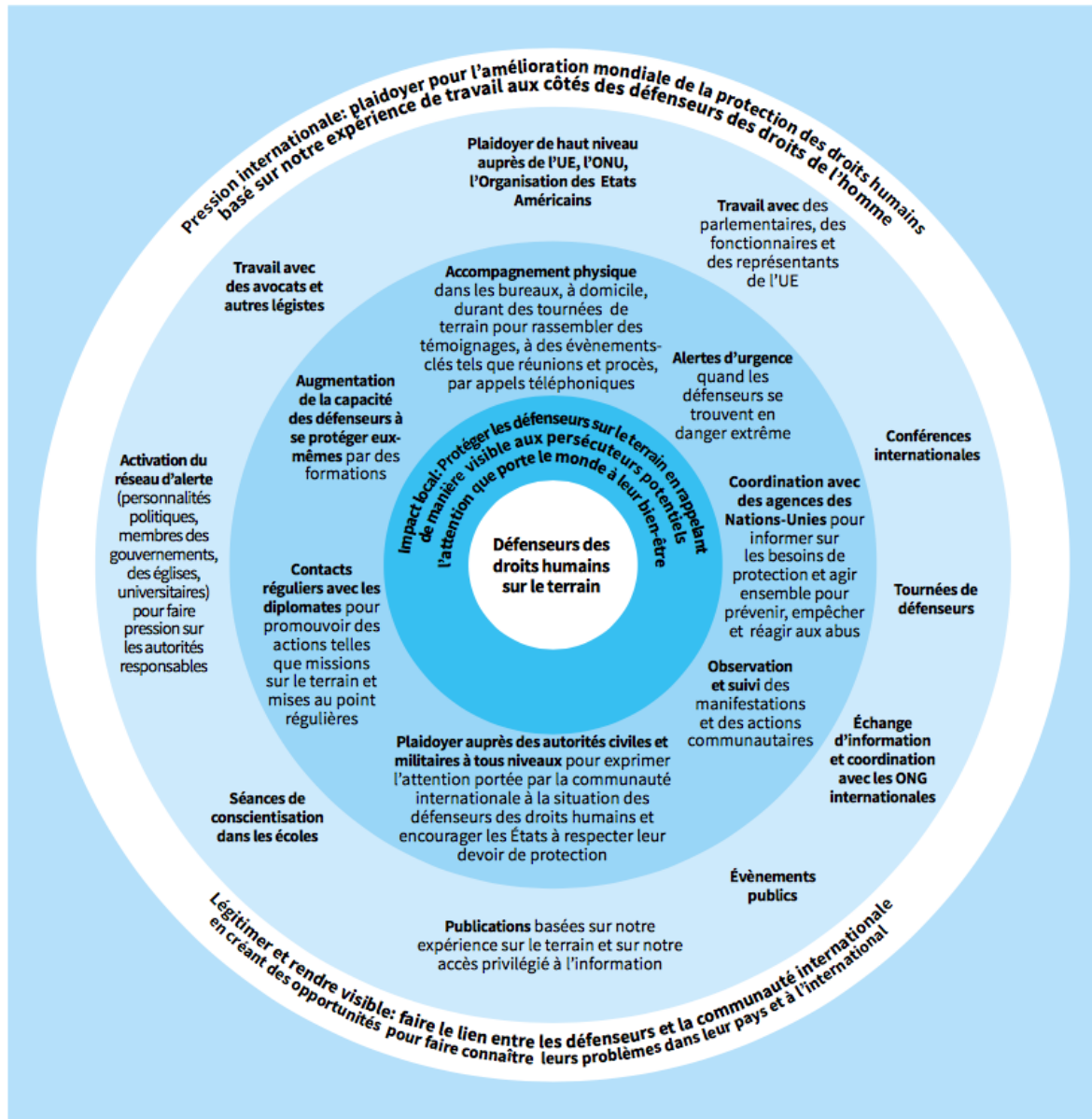


Illustration 2 : « Ce que fait PBI⁴⁰. »

Depuis 1981, les PBI sont intervenues dans les pays suivants : Nicaragua (1983) ; Guatemala (1983-1999 ; 2003-auj.) ; Salvador (1987-1992) ; Sri Lanka (1989-1998) ; Amérique

⁴⁰ PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, Rapport annuel 2015. Londres : Peace Brigades International, [S.d.], p. 3.

du nord (1992-1999) ; Colombie (1994-auj.) ; Haïti (1992-2001) ; Mexique (1998-auj.) ; Indonésie (2000-2011) ; Népal (2005-2014 ; aujourd'hui *via* Nepal Monitor) ; Kenya (2013-auj.) ; Honduras (2013-auj.) ; Indonésie (2014-auj.)⁴¹ Le Guatemala le pays dans lequel leur présence a été la plus longue. Sur le terrain de 1983 à 1999 puis de 2003 à aujourd'hui, cela fait un total de trente années d'accompagnement sur place. Les autres projets les plus longs sont la Colombie, avec vingt-trois ans de présence, et le Mexique, où se trouvent les PBI depuis dix-neuf années. Les projets les plus importants se trouvent dans ces trois pays. En moyenne, il y avait seize volontaires en Colombie, dix au Mexique et huit au Guatemala. Il y en avait cinq au Honduras, trois au Kenya et trois en Indonésie d'après le dernier rapport annuel de l'organisation publié en 2015⁴².

Le contexte d'intervention des Brigades de Paix Internationales au Guatemala

La mise en place de l'ICP au Guatemala est un cas d'étude intéressant, car d'après Liam Mahony et Luis Enrique Eguren, « [le pays] a l'histoire la plus longue d'accompagnement. L'étendue et la variété des efforts d'accompagnement là-bas sont à la source de nombreuses leçons⁴³. » Dans un contexte de violences accrues, la communauté internationale a les yeux rivés sur l'Amérique centrale⁴⁴. « Le Guatemala où les Brigades de Paix Internationales sont arrivées en 1983 est une terre de grande beauté et de grande souffrance –des forêts tropicales luxuriantes et des volcans imposants, où sont dispersés les corps de 100 000 victimes de la violence étatique⁴⁵. » Les PBI accompagnent alors les personnes qui ont perdu leurs proches⁴⁶. Leurs premiers accompagnés étaient le Grupo de Apoyo Mutuo à partir de sa création, Amílcar Méndez Urizar lorsqu'il fonda en 1988 le Conseil pour les communautés ethniques, ainsi que

⁴¹ PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *PBI's History*. [S.d.]

⁴² PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, *Rapport annuel 2015... op. cit.*, p. 6.

⁴³ *Guatemala has the longest available accompaniment history. The extent and variety of accompaniment efforts there provide a wealth of lessons.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards... op. cit.*, p. 5.

⁴⁴ *Idem.*

⁴⁵ *The Guatemala that Peace Brigades International entered in 1983 was a land of great beauty and great suffering –lush rain forests and towering volcanoes, scattered with the bodies of 100,000 victims of state violence.* *Ibid.*, p. 11.

⁴⁶ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping. Preventing Violence and Making Space for Democracy*. Uppsala : Life & Peace Institute, 2006, p. 19.

Rigoberta Menchú et les Communautés de Populations en Résistance⁴⁷. Les PBI restent au Guatemala pendant la signature des Accords de paix. En 1999, elles décident de clore leur présence dans le pays car la situation semblait être apaisée mais au cours des années 2000, elles reçoivent de nombreuses demandes d'accompagnement de la part de défenseur·e·s guatémaltèques. Après une étude sur le terrain, elles se rendent compte que la situation a empiré. En avril 2002, les PBI décident de rouvrir un projet au Guatemala et elles sont de nouveau sur place en avril 2003.

Les PBI Guatemala distinguent les personnes et organisations accompagnées et les groupent selon trois thématiques principales :

- La lutte contre l'impunité ;
- la problématique de l'accès à la terre ;
- et les impacts négatifs de la globalisation sur les droits humains.

Dans un entretien, Kim-Mai, une ancienne volontaire, expliquait qui sont les défenseur·e·s et les organisations accompagnées par les PBI au Guatemala. Dans la capitale, les PBI accompagnent Jorge Luis Morales, avocat de l'UVOC à son bureau et lors de ses déplacements et rendez-vous. Les PBI visitent deux fois par semaine la Coordination Nationale des Veuves du Guatemala (CONAVIGUA) qui travaillent sur la question de la lutte contre l'impunité et recherchent les corps des personnes disparues. Edgar Pérez Archila, l'avocat qui est à l'origine des premières comparutions pour génocide au Guatemala, bénéficie également d'un accompagnement à son domicile et son bureau. Près de la capitale se trouvent les communautés en résistance pacifique La Puya qui luttent contre l'extraction de l'or. Les PBI vont les visiter une fois par semaine et ont assisté à des jugements contre des défenseur·e·s au tribunal. Dans l'est du pays, dans le département de Chiquimula, se trouve la Coordination centrale paysanne Chortí Nuevo Día. Les PBI y voyagent souvent pour aller à leur bureau ou durant les assemblées organisées dans les communautés autochtones où ils sensibilisent les personnes sur les effets des projets hydro-électriques dans la région. Les PBI ont également observé des jugements et des procès et les accompagnaient notamment lors de marches ou lorsqu'une personne est emprisonnée. Dans le département de l'Alta Verapaz, les PBI accompagnent l'UVOC durant les marches et manifestations ou lors de trajets ou réunions avec des autorités. Les PBI sont

⁴⁷ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment for the Protection of Human Rights: Scenarios, Objectives, and Strategies*. Fairfax : Institute for Conflict Analysis and Resolution, George Mason University, 1996, p. 5-6.

également présentes auprès de l'association de femmes autochtones AMISMAXAJ. Dans le département El Quiché, l'ONG accompagne plusieurs membres du Consejo de Pueblos K'iche's, notamment lors de procès, dans des cas de criminalisation⁴⁸. Tous les accompagnés sont répertoriés sur la carte suivante :

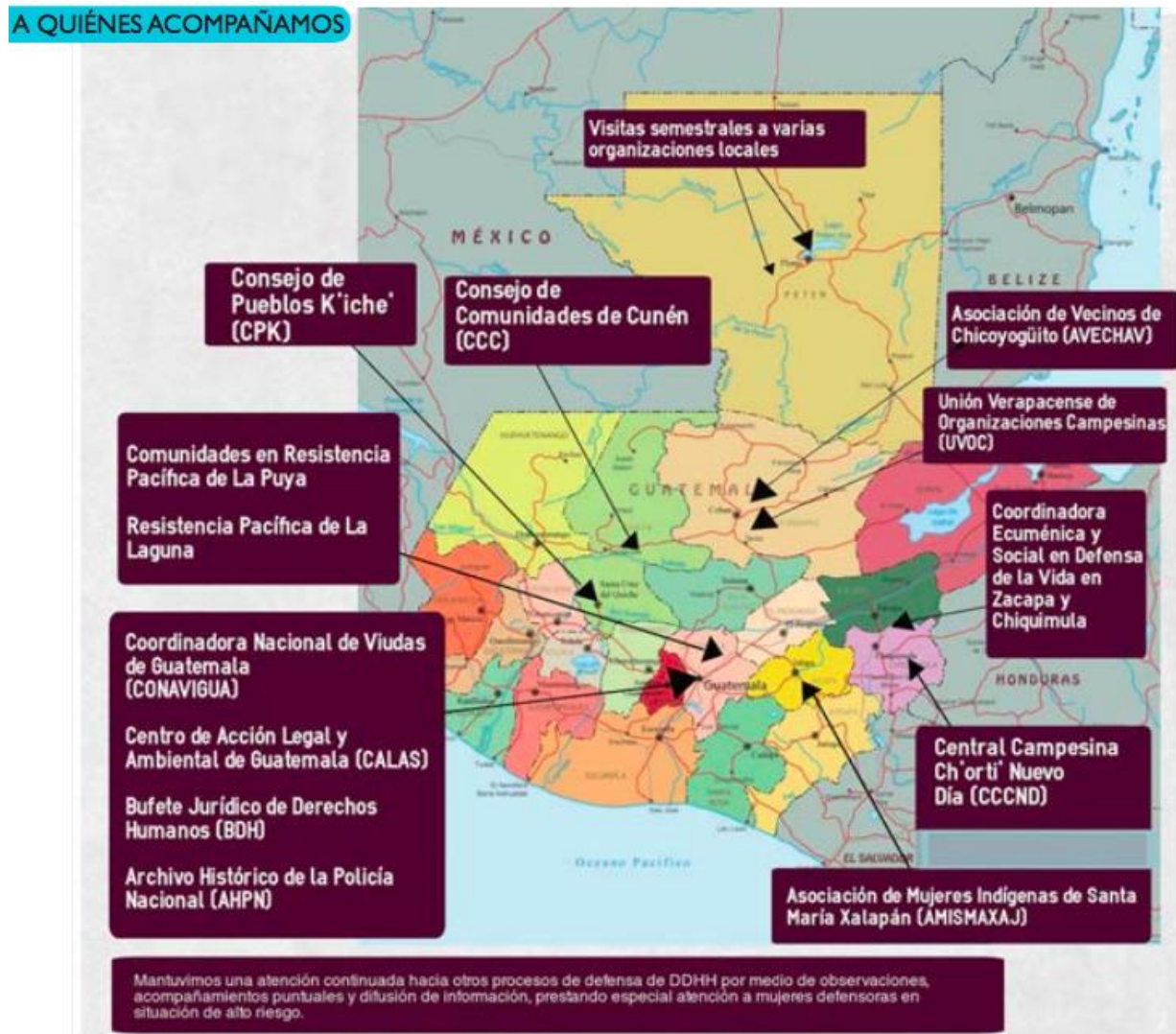


Illustration 3 : Les accompagnés des PBI Guatemala⁴⁹.

Méthodologie d'enquête et difficultés de terrain

Passionnée par les droits humains, je savais quelle serait la thématique principale de ma recherche dans le cadre de mon master. Étant bénévole avec les PBI à Paris depuis septembre

⁴⁸ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁴⁹ PBI GUATEMALA. *Informe anual 2016*. Guatemala : PBI Guatemala, 2017, p. 12-13.

2015, j'ai pensé que leur organisation était peu connue et que partir rencontrer l'ONG dans d'autres pays en Amérique latine pourrait être un terrain passionnant. J'étais consciente toutefois que je ferais face à des difficultés pour me « détacher » de cette organisation et que je devrais apprendre à analyser mon sujet avec un « regard extérieur ». Mon activité comme bénévole au sein de l'ONG a sans doute facilité la prise de contact avec les PBI Guatemala. Je leur ai expliqué mon parcours et mon projet de recherche. Après une prise de décision par consensus, ils m'ont informé quelques jours plus tard qu'ils acceptaient de me recevoir.

Avant de partir en Amérique centrale, j'ai fait une observation participante lors d'une formation d'un week-end sur l'intervention civile de paix à Paris en décembre 2016. La formation, destinée aux personnes intéressées pour partir sur le terrain en tant que volontaire, m'a permise de mieux comprendre ce qu'est l'ICP et ce que font les PBI dans les divers pays où elles sont présentes. J'ai fait quelques entretiens informels et semi-directifs lorsque j'étais encore en France. Quelques jours avant mon départ, j'ai réalisé une autre observation participante lors d'une tournée de plaidoyer d'un défenseur Guatémaltèque et d'une défenseure Colombienne en mars 2017. J'ai assisté aux conférences qu'ils ont données à l'IHEAL et au siège d'Amnesty International France, je les ai accompagnés durant une interview avec la journaliste Véronique Gaymard, et lors d'une réunion avec plusieurs personnes du Ministère des Affaires étrangères.

Une fois en Amérique latine, j'ai visité et réalisé des entretiens informels à la maison/bureau des PBI Honduras à Tegucigalpa fin mars 2017 puis je me trouvais au Guatemala d'avril à juin 2017. Avant de me rendre au Guatemala, j'espérais assister à des accompagnements mais cela n'a pas été possible pour des questions de sécurité. Mon terrain a commencé très lentement, je devais attendre que les PBI demandent à chaque personne leur accord pour me rencontrer, puis qu'elles me transmettent leurs informations de contact. A partir du mois de mai et principalement durant le mois de juin, j'ai pu réaliser huit entretiens semi-directifs avec des défenseur·e·s. Je n'ai réalisé que trois entretiens semi-directifs avec des volontaires au Guatemala malgré mes multiples requêtes. C'est par hasard que j'ai rencontré Stephanie lorsque je me suis rendue à la Cooperativa Nuevo Horizonte dans le Petén. Elle a ensuite convaincu deux personnes de son équipe de s'entretenir avec moi. Je ne saurai jamais la raison pour laquelle si peu de volontaires étaient intéressés pour me parler. Serait-ce par manque de temps ou par peur de dire quelque chose qui les compromettrait ? De tous les contacts des défenseur·e·s que l'on m'a transmis, tous ont répondu positivement à ma demande, excepté un

représentant d'une organisation qui n'a jamais répondu à mes appels. De retour en France en juillet 2017, il était indispensable de réaliser d'autres entretiens, malgré la distance. J'ai alors organisé des entretiens semi-directifs avec quatre anciens volontaires et deux représentantes des PBI par Skype.

Comme expliquent Stéphane Beaud et Florence Weber, dans leur *Guide de l'enquête de terrain*, « vous ne sortez pas inchangé, voire indemne, d'une enquête. Vous pouvez en être transformé : vous verrez ensuite les choses et les personnes autrement⁵⁰. » Ayant vécu dans plusieurs pays, notamment en Amérique latine, j'avais déjà eu plusieurs expériences de « dépaysement social⁵¹ ». Mais je n'étais pas préparée à vivre ces trois mois et demi de terrain de recherche au Guatemala. Les auteurs rajoutent que « les obstacles que vous allez rencontrer sur le terrain sont sociaux et mentaux⁵² », et je ne peux qu'être d'accord avec eux. J'avais pourtant entendu des témoignages et visité des communautés qui vivent au quotidien les ravages du conflit armé interne colombien mais mon terrain de recherche a été plus difficile que ce que j'imaginai. Comment retenir ses larmes lorsque l'on vous raconte comment une personne a survécu à un génocide ? Comment réagir lorsque vous vous trouvez face à une défenseuse ou un défenseur des droits humains qui vous explique en détails les menaces reçues et celles qu'ils reçoivent toujours ? Je me suis parfois sentie démunie face à leur détresse⁵³. Tous me remerciaient de faire ma recherche sur le Guatemala car selon eux, personne ne s'intéresserait à un autre pays, et encore moins au leur.

Je suis consciente du problème que « ces environnements de violence et d'insécurité remettent en question les canons de la méthode ainsi que la neutralité du chercheur⁵⁴ », comme l'explique Rocha « les émotions qui saisissent le chercheur peuvent créer une proximité avec le terrain et les sujets, ce qui peut s'avérer être un biais⁵⁵ ». J'ai trouvé difficile sur place de

⁵⁰ BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte, 2010 (4^{ème} éd.), p. 13.

⁵¹ *Idem*.

⁵² *Ibid.*, p. 14.

⁵³ Détresse physique et psychologique. On m'a parfois demandé de l'aide économique ou de mettre en place des projets. Bien que c'était le contraire dans la communauté Primavera del Ixcán, où j'ai été hébergée et nourrie gracieusement. « Quand j'ai proposé de les remercier, ils ont refusé. Ils m'ont expliqué qu'ils étaient reconnaissants de tout ce qu'à fait la communauté internationale. Alors que la famille était dans une pauvreté extrême. » Carnet de terrain, le 7 juin 2017, à la Comunidad Primavera del Ixcán.

⁵⁴ BOUMAZA, Magali et CAMPANA Aurélie. « Enquêter en milieu "difficile". Introduction. » *Revue française de science politique*, 2007, vol. 57, n° 1, p. 7.

⁵⁵ ROCHA, Armando. *Observation internationale des droits humains au Chiapas : Comment les observateurs voient-ils leur travail dans les communautés indigènes ?* Mémoire de master. Genève : Université de Genève, 2010, p. 33.

prendre du recul, c'est durant les longs mois de rédaction que j'ai pu progressivement me détacher des enquêtés et oublier ma position en tant que membre actif des Brigades de Paix Internationales⁵⁶. Tout comme Christophe Broqua dans son étude sur Act Up Paris, mes opinions politiques et mes intérêts me rapprochaient des enquêtés·e·s⁵⁷. Ma posture en tant que femme, étrangère et étudiante était un avantage. Durant les entretiens, je n'ai pas ressenti de différences de traitement pour le fait d'être une femme. Cela me rapprochait des enquêtées, notamment Florentina, défenseure des droits humains dans le Quiché qui s'est beaucoup confiée sur sa situation personnelle⁵⁸. Comme l'explique Daniel Bizeul être jeune étudiante, « permet d'apparaître ouvert (large d'esprit), modeste (disponible pour apprendre) et innocent (exempt de mauvaises intentions). Cette perception peut susciter chez autrui des réactions favorables à un travail de recherche⁵⁹. »



Illustration 4 : Miguel Angel et l'auteure, au musée de la Cooperativa Nuevo Horizonte⁶⁰.

⁵⁶ Comme Coy qui était lui-même volontaire avec les PBI durant son enquête. COY, Patrick. « Shared Risks and Research Dilemmas on a Peace Brigades International Team in Sri Lanka. » *Journal of Contemporary Ethnography*, 2001, vol. 30, n° 5, p. 587.

⁵⁷ BROQUA, Christophe. « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. » *Genèses*, 2009, vol. 2, n° 75, p. 109-124.

⁵⁸ MAISON, Cyrielle. « Être une femme défenseure au Guatemala. » *Présence internationale n° 106*. Paris : Brigades de Paix Internationales, 2017, p. 6.

⁵⁹ BIZEUL, Daniel. « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance en cause. » *Revue française de sociologie*, 1998, vol. 39, n° 4, p. 751-787.

⁶⁰ Miguel Angel était comme « paralysé » face à mon dictaphone lors de l'entretien semi-directif. Par contre, il s'est beaucoup confié lorsqu'il me montra le musée que les habitants de la Cooperativa Nuevo Horizonte ont créé. Accablés par la chaleur, nous sommes restés assis par terre pendant plus d'une heure. J'ai appris bien plus sur le

L'insécurité était un sujet de conversation et de préoccupation récurrente. J'ai rencontré Silvia Weber le lendemain de mon arrivée au Guatemala, elle m'expliqua les règles de sécurité à adopter. Elle me recommanda de crypter mes e-mails et de m'envoyer à moi-même mes notes et transcriptions cryptées également. Elle m'a demandé quelles étaient les personnes et les organisations que je souhaitais rencontrer et m'a vivement recommandé de ne pas enregistrer toute information qui mettrait la sécurité de la personne ou la mienne en danger.

Enquêter en terrain difficile et, plus encore, en terrain dangereux nécessite en effet la mise en place de stratégies d'adaptation et leur renouvellement constant. Les relations établies avec les membres du groupe étudié ou la population environnante peuvent permettre de minimiser les dangers et les risques⁶¹.

Certaines recherches en terrain difficile requièrent en effet de prendre en considération les risques potentiels encourus par les enquêtés : le respect de l'anonymat n'en est qu'un aspect ; une sélection des informations publiables peut s'avérer nécessaire, tout comme la mise en place de stratégies visant à éviter que les notes de terrain ne tombent en de mauvaises mains⁶².

A chaque début d'entretien, je ressentais de la méfiance de la part des défenseur·e·s, malgré le fait qu'ils avaient tous été contactés préalablement par les PBI et qu'ils avaient donné leur accord pour me rencontrer. Lors des entretiens avec les défenseur·e·s, elles et ils me donnaient toujours des rendez-vous en extérieur, à la place principale du village ou à une station de bus avant de m'emmener à leur domicile ou leur bureau⁶³. Pour tous les entretiens, la tension descendait très rapidement et je pense que ma position en tant que femme étudiante étrangère y a contribué⁶⁴. De par la mauvaise « réputation » des défenseur·e·s des droits humains, on m'a aussi strictement dit de ne pas parler de mon étude, je racontais alors aux personnes que je rencontrais que je faisais une étude sur la culture maya.

conflit armé interne et son histoire en tant qu'ancien guérillero durant ce moment-là que pendant l'entretien. Photographie de Francisco Hernando Vanegas Toro, le 10 juin 2017 à la Cooperativa Nuevo Horizonte.

⁶¹ BOUMAZA, Magali et CAMPANA Aurélie. « Enquêter en milieu "difficile" ... *op. cit.*, p. 14.

⁶² *Ibid.*, p. 16.

⁶³ Un entretien dans un café ou un restaurant était impensable pour la sécurité de la ou du défenseur.e et pour ma propre sécurité.

⁶⁴ J'ai été surprise d'entendre à la fin d'un entretien avec Ruben, à Santa Cruz Quiché, qu'il n'avait pas confiance du fait que je parlais espagnol avec un accent latino-américain, il se demandait si j'étais bien la française dont on lui avait parlé.

Je ressentais quelques fois de la peur à cause de tous les moments où on m'avait dit de faire attention. Je voyageais rapidement de ville en ville car cela me rassurait. J'étais trop visible de par mon apparence physique dans des villages où il n'y a pas ou presque pas d'étrangers. On me voyait également parfois marcher avec les défenseur·e·s. A Santa Cruz Verapaz, je ne me suis pas sentie en sécurité quand Carlos m'a dit qu'il ne pouvait sortir à pieds dans le village. Outre l'insécurité liée à mon sujet d'étude, j'ai vécu les problèmes malheureusement communs en Amérique centrale (dont un éboulement de terre sur la route lors d'un trajet de Playa Grande del Ixcán à Cobán et un tremblement de terre quelques jours avant mon retour en France). J'ai aussi été victime d'intimidations de la part de policiers à la frontière entre le Honduras et le Salvador⁶⁵. Malheureusement, ma position en tant que jeune femme étrangère a attiré toute leur attention dans un bus où j'étais la seule personne non-centroaméricaine. Plus de peur que de mal, je resterai tout de même traumatisée de cette expérience. Le machisme omniprésent dans le pays était parfois difficile à gérer à la capitale mais aussi dans les régions plus reculées. J'étais source de curiosité dans les bus locaux que j'empruntais régulièrement. Malgré tout cela, mon terrain de recherche a été une expérience enrichissante et j'espère qu'il contribuera à mieux connaître les principes de l'intervention civile de paix dans le contexte du Guatemala⁶⁶.

Problématique et hypothèses de recherche

Dans cette étude, nous chercherons à comprendre a) ce qui motive les volontaires à réaliser un travail difficile physiquement et psychologiquement, b) pour quelles raisons les défenseur·e·s font appel à l'accompagnement physique des Brigades de Paix Internationales, c) dans quelle mesure l'accompagnement politique et informatif permet de mobiliser les réseaux de solidarité transnationaux et d) comment les Brigades de Paix Internationales cherchent à utiliser ces réseaux pour influencer les normes et politiques des États et des Organisations internationales sur les droits humains.

L'intérêt particulier de la recherche proposée est de comprendre comment fonctionne une ONG pour les droits humains réalisant un travail d'accompagnement non-violent de

⁶⁵ Consciente du danger et de l'interdiction de m'y rendre dans le cadre de mon terrain de recherche, je suis partie au Honduras dans le cadre d'un voyage personnel pour y rencontrer des volontaires.

⁶⁶ MAISON, Cyrielle. Présentation lors de la conférence *Partir en terrain de recherche : conseils pour enquêter en milieux difficiles* avec CALDERONI, Giulia, GIRALDO, Santiago et LEBEAUPIN, Léa. Le 19 octobre 2017, à l'IHEAL, Paris.

défenseur·e·s des droits humains et faisant partie de réseaux de solidarités transnationaux. Car, en effet :

Promouvoir l'étude des réseaux transnationaux pour les droits humains ainsi que d'autres types d'acteurs non étatiques nécessite de dépasser la dichotomie entre les principes et les intérêts et implique une enquête sur la dynamique interne des ONG participantes. Les dirigeants, les conseils d'administration, le personnel et, parfois, les membres, interprètent et façonnent continuellement le mandat ainsi que les intérêts de l'organisation. À quelques exceptions près [...] ces processus internes sont largement absents des études sur l'activisme transnational⁶⁷.

D'après Hans Peter Schmitz, « les arguments les plus forts quant au pouvoir de mobilisation pour les droits humains se trouvent dans les études de cas qui retracent les interactions entre les militants transnationaux, les alliés domestiques et les organismes gouvernementaux⁶⁸. » L'étude des PBI au Guatemala permettrait de comprendre les interactions entre ces trois groupes d'acteurs, les volontaires internationaux, les défenseur·e·s des droits humains locaux et les États et Organisations internationales.

Dans cette étude, la définition des TAN, *Advocacy Network Theory*, proposée par Margaret Keck et Kathryn Sikkink est croisée avec les écrits de Sidney Tarrow sur le mouvement transnational de controverse. Les PBI auraient bénéficié de l'augmentation des préoccupations pour la justice, la paix et l'environnement⁶⁹. La combinaison de la défense des droits humains et du travail pour la paix catégorise l'ONG dans le groupe de ceux qui « défendent une multitude de causes⁷⁰ ». Cependant, je n'ai pu m'empêcher de noter que, dans la majorité de la littérature sur les PBI, c'est le corps de volontaires qui est étudié. Ils sont décrits comme ceux qui protègent les défenseur·e·s, le terme « accompagner » sera alors privilégié dans ce mémoire pour montrer que les deux sont des « partenaires égaux dans une lutte commune pour l'expansion des droits et des libertés dans le monde⁷¹ ». En effet, comme l'explique Julie Stewart, il existe une sorte de partage entre les activistes locaux et les activistes

⁶⁷ *Advancing the study of transnational human rights networks as well as other types of non-state actors requires a move beyond the principles/interests dichotomy and entails an inquiry into the internal dynamics of participant NGOs. Leaders, boards, staff, and sometimes a membership continuously interpret and shape the mandate as well as the interests of the organization. With a few exceptions [...] such internal processes are largely absent from studies on transnational activism.* SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks: Significance and Challenges. » 2010, p. 23.

⁶⁸ *The strongest arguments for the power of human rights mobilization are found in case studies that trace interactions between transnational activists, domestic allies, and government agencies.* *Ibid.*, p. 13.

⁶⁹ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism*. Cambridge : Cambridge University Press, 2005, p. 45.

⁷⁰ *Ibid.*, p. 44.

⁷¹ “[...] equal partners in a joint struggle for the expansion of rights and freedoms around the world.” *Ibid.*, p. 4.

internationaux. Les premiers -de par leur connaissance du contexte local ainsi que leurs expériences- ont des éléments d'information qui peuvent devenir des ressources indispensables, notamment lorsqu'ils délivrent des témoignages qui, selon l'auteure, donnent de la légitimité aux réseaux transnationaux. Ces derniers, eux, ont accès à des « sources de pouvoir institutionnalisées ». L'échange au cours du travail entre activistes locaux et internationaux montre que l'un ne peut « réussir » sans l'autre, ils sont interdépendants⁷².

Ainsi, nous formulons les hypothèses suivantes. Les volontaires, ces « *rooted cosmopolitans* » de diverses nationalités, seraient motivé·e·s par une envie de « faire une différence dans le monde » et par la croyance en des valeurs prônées par les PBI, telles que la non-violence et la non-ingérence. Ce serait ces mêmes valeurs qui convaindraient les défenseur·e·s menacé·e·s à faire appel aux PBI. Ils bénéficieraient alors d'un accompagnement physique par des personnes non-armées qui respectent leur indépendance et leur offre un soutien moral. Les accompagnements politique et informatif permettraient l'émergence de réseaux de solidarités transnationaux avec des membres de la société civile mais aussi des gouvernements et organisations internationales. Le partage d'informations de première main et de témoignages alimenterait ces réseaux de solidarité et donnerait de la légitimité aux PBI. De plus, les PBI utiliseraient à leur tour ces réseaux pour faire un travail de plaidoyer et tenter d'influencer les normes et politiques des États et des organisations internationales. Le premier chapitre est donc consacré à l'étude des volontaires internationaux et de leur travail. Le deuxième chapitre traite la situation des défenseur·e·s des droits humains au Guatemala et les accompagnements que leur offrent les PBI. Enfin, le troisième chapitre aborde les théories expliquant le fonctionnement des coalitions transnationales et des réseaux de solidarités transnationaux, et leur application dans le cas d'étude choisi.

⁷² STEWART, Julie. 2004. « When Local Troubles Become Transnational: the Transformation of a Guatemalan Indigenous Rights Movement. » *Mobilization: An International Journal*, vol. 9, n° 3, p. 262.

CHAPITRE 1 - Les volontaires internationaux : une sociologie des engagements dans un environnement dangereux

I. Les volontaires internationaux : qui sont-ils ?

A) Un long processus de sélection et une formation approfondie pour un terrain dangereux

En sélectionnant les membres de l'équipe, les groupes considèrent avec attention les motivations personnelles de chaque individu pour déterminer s'ils pourront s'adapter aux types d'épreuves auxquelles ils devront faire face et s'ils sont préparés aux dangers que l'intervention civile de paix comporte⁷³.

Dans le fonctionnement des Brigades de Paix Internationales chaque pays « projet », où se trouve une équipe, doit prendre en charge l'organisation des appels à candidatures pour les personnes qui les rejoindront potentiellement sur le terrain. Elles auront le statut de volontaire, car comme le mentionnent Keck et Sikkink, la majorité des organisations non-gouvernementales ne peuvent se permettre d'avoir des employés dans divers pays pour des raisons financières. Alors que la plupart des organisations envoient des personnes pour des missions exploratoires ou reçoivent des informations de la part de groupes locaux⁷⁴, le travail des PBI diffère du fait qu'elles ont leurs propres volontaires qui restent dans un même pays pour une durée d'un an à dix-huit mois.

Commence alors un long processus de sélection. L'appel des PBI diffère de l'envoi de candidatures pour un emploi « classique ». Il n'est pas demandé aux candidats d'envoyer un *curriculum vitae* ou une lettre de motivation. En effet, ils doivent répondre à un formulaire très long avec de nombreuses questions sur leur expérience. Il est demandé, entre autres, si la personne a déjà vécu en groupe, avec des personnes d'autres nationalités ou de cultures

⁷³ *In selecting team members, groups carefully consider the personal motivations of each individual to determine if they are suitable for the type of hardships they may face and are prepared to face the danger that civilian peacekeeping entails.* SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 83.

⁷⁴ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics.* Ithaca : Cornell University Press, 1998, p. 22.

différentes. D'autres questions portent sur la manière dont le candidat réagit face à une situation conflictuelle ou comment il gère le stress.

Les connaissances du candidat sur les principes de non-violence et de non-ingérence sont également testées. Il doit aussi répondre à des questions sur le contexte politique du pays dans lequel il souhaite partir⁷⁵. Enfin, il doit joindre à son dossier de candidature trois lettres de recommandations. Comme l'explique Camille Bossé, lors d'un entretien, « peu importe ce que la personne a fait avant et d'où elle vient, ce qui est important c'est ce qu'elle est et ce qu'elle a compris de ce projet-là⁷⁶. » Commence alors une première sélection des candidats qui sont invités à réaliser un entretien par Skype avec un membre du comité de projet. D'après Camille, le type de personnalité et l'habilité à gérer des conflits sont des critères importants de sélection⁷⁷. Les candidats reçoivent ensuite toutes les deux semaines des cahiers d'auto-formation, quatre dossiers d'une cinquantaine de pages, qu'ils doivent lire attentivement. Il leur est demandé de rédiger un mini-essai à la fin de chaque cahier⁷⁸.

Après cette nouvelle étape de sélection, les candidats retenus sont invités à participer à l'« *encuentro final* », la « rencontre finale », une semaine de formation et d'échange avec les autres candidats. Ils réalisent divers exercices, notamment des jeux de rôle basés sur des expériences vécues par des anciens volontaires. Le but étant de voir comment chacun réagirait face à une situation stressante, similaire à ce qui pourrait se passer sur le terrain. Cela permet également de déterminer comment une personne interagit en groupe. De nombreuses théories, sur lesquelles est fondé le travail des PBI, sont également expliquées aux participants. C'est au terme de cette semaine, qu'une dernière sélection prend place⁷⁹. D'après l'expérience de Camille qui souhaite partir en Colombie, sur vingt participants, trois n'ont pas été sélectionnés⁸⁰. Les personnes sélectionnées attendent ensuite que le projet les appelle à les rejoindre :

Ils t'incorporent au projet mais tu n'es même pas sûre de partir dans les mois à venir, ça peut être un an après. Enfin c'est vraiment, du coup, ça prend beaucoup, beaucoup, de temps. Il faut être motivée, pour un poste où tu n'es pas non plus payée quoi. Enfin... Donc, ouais, ils testent vraiment la motivation des gens⁸¹.

⁷⁵ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁷⁶ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

⁷⁷ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

⁷⁸ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁷⁹ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁸⁰ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

⁸¹ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.



Illustration 5 : Processus de sélection et de formation de PBI Guatemala en 2016⁸².

Dans son livre dédié à l'intervention civile de paix, Lisa Schirch détermine les caractéristiques « personnelles » des personnes qui partent sur le terrain. Pour chaque organisation étudiée par l'auteure, les traits de caractères souhaités chez les candidats sont similaires. L'esprit d'initiative, la flexibilité et l'adaptabilité sont des qualités fréquemment demandées aux candidats. Ils doivent également être capables de rester motivés, même lorsque les conditions de travail sont difficiles et stressantes. Il existe aussi un minimum d'âge à respecter⁸³. Les PBI disent clairement qu'elles favorisent les candidats de plus de 25 ans pour des questions de maturité et de sécurité. Les personnes doivent aussi croire et respecter certains principes, tels que la non-violence, l'impartialité et le dialogue entre toutes les parties du conflit. Il est demandé aux candidats de connaître le pays ou la région où ils souhaitent être volontaires. Ils doivent également savoir parler la langue locale. Dans le contexte des PBI, les volontaires doivent parler espagnol pour partir dans un des projets latino-américains ou anglais pour ceux qui souhaitent aller au Kenya. Liam Mahony explique que si le volontaire ne sait pas parler la langue du pays, il ne peut alors comprendre « les nuances d'une situation »⁸⁴, ce qui paraît pourtant indispensable dans des situations où les volontaires sont amenés à être en contact avec divers acteurs engagés dans un conflit. Enfin, le respect des différences culturelles est important, d'où la valorisation d'expériences académiques ou professionnelles à l'étranger⁸⁵.

⁸² Processus de sélection et de formation de PBI Guatemala en 2016. 25.01.2016 -> 31 candidatures. Entretien Skype -> 23 entretiens. Phase d'autoformation -> 14 personnes invitées. Semaine de formation et de sélection : 29.05.2016 au 4.06.2016 -> 13 participants. Entrées -> août, octobre 2016, janvier, mars, mai 2017. Traduction de l'auteure. PBI GUATEMALA. *Informe anual 2016... op. cit.*, p. 28-29.

⁸³ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 83-84.

⁸⁴ MAHONY, Liam. *Proactive Presence. Field Strategies for Civilian Protection*. Genève : Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue, 2006, p. 59.

⁸⁵ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 83.

Pour pouvoir travailler dans des pays où les conditions de vie sont souvent difficiles, la condition physique peut également être un critère, en effet les volontaires sont amenés à voyager dans des conditions pénibles. Il faut également qu'ils soient psychologiquement et émotionnellement stables, car ils risquent d'être confrontés à des situations compliquées. Dans un article, Tony Corbalis narre l'expérience d'une ancienne volontaire avec les PBI Guatemala qui se trouvait dans la jungle guatémaltèque pour assister à l'exhumation d'une fosse commune. Ce n'est pas la visite des ruines d'un village qui la marqua le plus mais elle fut profondément choquée par des restes carbonisés d'une botte en caoutchouc⁸⁶. Ce genre d'expérience est marquant. De plus, les volontaires doivent veiller à ne pas diffuser des informations confidentielles ou des rumeurs, ce qui affaiblirait la confiance que les locaux ont à leur égard. L'humilité et le respect de la confidentialité sont des éléments cruciaux pour le bon déroulement d'un accompagnement⁸⁷. Les volontaires sont prévenus des difficultés auxquelles ils devront faire face, ce que rappelle Kim-Mai :

Il y avait une partie où ils nous disaient justement qu'il fallait faire super gaffe. Déjà, d'une part, il y a la sécurité quotidienne, l'insécurité quotidienne plutôt. Le fait que tu peux te faire braquer dans la rue et tout ça. Donc ça, il y a des règles de sécurité par rapport à ça. Et après il y a des règles de sécurité par rapport au travail que tu fais. Et au fait que, à PBI, tu es en possession de données très, très, sensibles. Tu travailles avec des gens qui font l'objet de menaces très, très, graves. Ça c'est aussi, comment est-ce que tu te comportes, qu'est-ce que tu dois faire avec ces données, ne pas faire confiance à n'importe qui. Ça c'est vraiment quelque chose de très important et on en avait parlé dans la semaine effectivement⁸⁸.

Camille Bossé expliquait notamment le protocole de sécurité à appliquer :

Mais moi j'avais interviewé Manon et Sylvain, les deux volontaires qui étaient revenus du Honduras et sur les questions de sécurité ils m'avaient dit que c'était très strict. Le protocole sécurité était très fort au Honduras, mais... ils n'avaient pas peur, ils n'ont pas senti qu'ils étaient en danger, par contre c'est vrai que c'est lourd de respecter le protocole. C'est à dire que tu ne peux jamais marcher, à pied dans la rue, et ça c'est un peu lourd. [...] Je pense qu'à ville de Guatemala c'est un peu pareil⁸⁹.

⁸⁶ CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International. » *Peace, Conflict and Development: An Interdisciplinary Journal*, 2002, vol. 1.

⁸⁷ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 83-84.

⁸⁸ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁸⁹ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

La question de l'insécurité revenait régulièrement lors des entretiens réalisés avec des ancien·ne·s ou actuel·le·s volontaires. Marco Baumgartner, ancien volontaire au Guatemala, me racontait avec humour les questions qu'il posa à son nouvel employeur à son arrivée Liban : « “On peut se promener la nuit ?” “Oui bien sûr, dans la plupart du pays.” “Et on peut dire nos noms par téléphone ?” Et ils me regardaient, du genre, “toi, d'où viens-tu ?”⁹⁰ » Lors d'un entretien, Corsin Blumenthal, ancien volontaire au Guatemala, énumérait quelques-unes des règles de sécurité que l'équipe doit suivre. Par exemple, à la maison/bureau des PBI, les volontaires doivent regarder la caméra avant d'ouvrir la porte. Les volontaires ne peuvent sortir seuls après 19h. Après 21h, ils ne peuvent sortir que s'ils prennent un taxi de confiance. D'ailleurs, ils appellent un seul et même chauffeur pour toutes leurs sorties dans le cadre de leur travail. En effet, il leur est interdit d'héler un taxi dans la rue⁹¹.

Les volontaires doivent également prendre toutes leurs précautions avec leurs communications. Ils n'ont à leur disposition que de vieux téléphones qui ne peuvent se connecter à internet, par question de sécurité. Ils doivent éviter de divulguer tout type d'informations à des personnes qu'ils ne connaissent pas. Ils doivent également être vigilants et ne pas mentionner des noms de personnes ou de lieux, sauf en cas d'urgence⁹². Dans leur bureau, ils veillent à ne pas parler trop fort, à couvrir les ordinateurs et à brûler les papiers contenant des informations importantes. Marco explique que « nous avons des informations réellement très importantes. Alors, parce qu'il y a des gens qui ont un intérêt pour avoir cette information. Et cela pourrait être très grave pour les défenseur·e·s des droits humains⁹³. »

Durant les accompagnements, les volontaires sont obligatoirement par groupe de deux personnes et ils portent constamment leur gilet. Ils ont également en permanence avec eux une carte des PBI qui mentionne que l'organisation est bien enregistrée et que sa présence sur le pays est tout à fait légale. De par leur engagement pour le respect de la non-violence, ils ne doivent pas être en compagnie de personnes armées. Au vu de l'insécurité sur les routes du pays, il leur est interdit de voyager de nuit⁹⁴. Les nouveaux arrivés font leurs premiers

⁹⁰ « Se puede caminar por la noche? » “¡Sí, claro! En la mayoría del país se puede.” “¿Y se puede decir sus nombres por teléfono?” Y me miraban, “¿tú de dónde vienes?” » Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

⁹¹ Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

⁹² Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

⁹³ *Porque nosotros tenemos información realmente muy importante. Entonces, porque hay gente que tiene interés por tener esa información. Y eso podría ser muy grave para los defensores de los Derechos humanos.* Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

⁹⁴ Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

accompagnements avec une personne plus expérimentée qui connaît les lieux. Si une situation est considérée comme étant dangereuse, les volontaires sur le terrain peuvent demander un accompagnement téléphonique à ceux qui se trouvent au bureau à la capitale. Ainsi, ils peuvent les appeler toutes les heures pour s'assurer que tout se passe bien⁹⁵.

Outre la prise en compte de tous ces éléments pour la sécurité des volontaires et des personnes qu'ils accompagnent. L'équipe doit également être attentive au genre des volontaires qui réalisent des accompagnements physiques ou politiques, et ce, pour plusieurs raisons comme l'explique Marco :

Parce que normalement, durant les accompagnements, un autre facteur que nous prenions en compte était d'équilibre de genre. Parce que normalement dans l'équipe, il y avait plus de femmes, comme huit femmes et quatre hommes, au début, et après il y avait encore moins d'hommes. Ainsi, en général, on essayait un homme et une femme, une volontaire et un volontaire. Des fois c'est mieux d'envoyer deux femmes, surtout si on traite des cas de violences sexuelles, de violences domestiques. [...] À moi aussi elles m'ont raconté des choses parce que je faisais partie des PBI. Mais bien sûr, elles auraient plus parlé si c'était une femme volontaire. Je comprends totalement...

Durant les réunions aussi, des fois, c'est ridicule ! Même avec des ambassadeurs, on a dû réfléchir si on envoyait deux femmes ou si c'est mieux une femme et un homme. Parce qu'un ambassadeur ne se comportait pas professionnellement. [...] Deux femmes sont arrivées là-bas et tout ce qu'elles ont entendu c'était « ah, deux femmes si jolies et si belles. Que faites-vous dans ce pays si dangereux ? Vous savez comment rentrer à la maison ? Si vous voulez je peux vous héberger⁹⁶. »

Le long processus de sélection des volontaires serait alors justifié par les conditions d'insécurité dans les pays « projet » des PBI. Les volontaires ne sont pas à l'abri de quelconque problème, que ce soit durant leur temps libre ou durant un accompagnement. Ainsi que ce soit pour leur sécurité personnelle, tout comme celle des défenseur·e·s des droits humains, la

⁹⁵ Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

⁹⁶ *Porque normalmente, en los acompañamientos, otro factor que tomamos en cuenta era el equilibrio de género. Pero normalmente en el equipo eran más mujeres, como ocho mujeres y cuatro chicos, al principio y después aún menos chicos. Entonces, pero en general, intentar un chico y una chica, una voluntaria y un voluntario. A veces también es mejor mandar dos chicas, sobre todo si se trata de casos de violencia sexual, de violencia doméstica. [...] A mí también me contaron cosas pero es porque formo parte, formaba parte de PBI. Pero claro, a una compañera hubieran contado más. Entiendo completamente...*

En las reuniones también, a veces, ¡ridículo! Incluso con embajadores, tuvimos que pensar si queríamos mandar a dos chicas o mejor si es chica y chico. Porque un embajador se comportaba como, nada profesional. [...] Entonces llegaron allá dos chicas y todo lo que escucharon era "ah, dos chicas tan guapas, y tan lindas. ¿Qué hacen en este país muy peligroso? ¿Saben cómo regresar a casa? Sino yo les puedo dar salón." Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

sélection est une étape importante car « il y a beaucoup de règles de sécurité. Mais, honnêtement il se passe des choses [...] Elles te font réfléchir au fait que c'est un pays où il y a beaucoup de violence⁹⁷. » Après avoir décrit le processus de sélection des volontaires, nous allons voir qui sont ces volontaires, d'où viennent-ils et quel est leur parcours et leur motivations.

B) Les caractéristiques sociales des volontaires internationaux

Communément, les volontaires des nations les plus riches voient l'accompagnement comme un moyen de compenser la contribution de leur propre société aux injustices économiques et aux violations des droits humains dans le reste du monde⁹⁸.

Dans son livre, Sidney Tarrow propose une analyse des activistes, ces cosmopolites, comme il les appelle, qui savent tirer profit des opportunités qui s'ouvrent à eux afin d'entreprendre des activités à une échelle transnationale. Ces cosmopolites ont fait des études supérieures, sont connectés, parlent plusieurs langues et voyagent plus souvent que leurs compatriotes. Ils appartiennent à des réseaux d'intérêts et de valeurs qu'ils partagent avec d'autres personnes semblables⁹⁹. Dans cette étude, les douze personnes interrogées ont toutes un profil socioprofessionnel similaire. Elles ont réalisé des études supérieures (au niveau Master) et la majorité d'entre elles avaient déjà eu plusieurs expériences associatives ou professionnelles -dans le domaine des droits humains, de la coopération ou même de l'environnement- avant de partir comme volontaire, notamment à l'étranger. Lorsque la question sur leur motivation était posée au cours des entretiens, toutes répondaient que c'était l'envie d'aider l'autre qui les motive, même s'ils ne sont qu' « un grain de sable pour améliorer la situation des droits humains¹⁰⁰. » Liam Mahony et Luis Enrique Eguren ont également cherché à comprendre d'où venait la motivation des volontaires et ils se sont inspirés de l'étude d'Eva Fogelman sur les personnes qui ont sauvé des juifs durant l'holocauste. Selon eux, il y aurait alors deux groupes de volontaires, le premier serait composé de ceux qui ont des

⁹⁷ *Hay muchas reglas de seguridad. Pero, honestamente también pasan cosas. [...] Te hacen pensar que es un país en donde hay mucha violencia.* Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

⁹⁸ *Frequently, volunteers from wealthier nations see accompaniment as a way to offset their own society's contribution to economic injustices and human rights abuses in the third world.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards... op. cit.*, p. 51.

⁹⁹ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, *op. cit.*, p. 35, 42, 43.

¹⁰⁰ *[...] un granito de arena para mejorar la situación de los Derechos humanos.* Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

motivations morales, religieuses ou humanitaires et le deuxième groupe serait formé par ceux qui agissent pour des motivations politiques¹⁰¹.

Au sein des PBI, la grande majorité des volontaires viennent d'Europe (de l'Ouest). Les pays européens les plus représentés sont l'Espagne, puis Allemagne. Il y a peu de volontaires venant du Canada et des États-Unis. Les personnes originaires d'Amérique Latine sont principalement de nationalité Chilienne, Mexicaine et Colombienne. Entre 2013 et 2017 au Guatemala, aucun volontaire ne venait de l'Asie ou de l'Océanie (à part une personne avec la double nationalité Australienne)¹⁰². Dans un entretien Tamara Castro Pousa, une ancienne volontaire Espagnole, m'expliquait qu' « actuellement je ne sais pas quelle est la nationalité la plus représentée... je crois que c'est quelque chose de plutôt dynamique qui change avec les équipes. De mon temps, la majorité des personnes étaient Espagnoles, mais je ne crois pas que ce soit toujours comme ça¹⁰³. » Cette surreprésentation de volontaires européens est sans doute due au fait que les volontaires viennent de pays riches. Comme l'explique Tarrow dans son livre, l'activisme transnational est géographiquement déséquilibré, ce qui « indique que l'importance des structures domestiques continue à être un tremplin pour l'activisme¹⁰⁴ ». Je m'étonnais moi-même de rencontrer un volontaire Colombien lors de ma visite à la maison/bureau des PBI Honduras à Tegucigalpa, comme je le décris dans mon carnet de terrain :

Je suis surprise de voir un latino-américain dans l'équipe, nous parlons du fait que cela puisse être un problème. En effet, des personnes (pas les accompagnés directement mais des gens de leur entourage) lui ont demandé s'il pouvait leur donner de la drogue. Il me raconte l'histoire où il était dans une voiture, conduite par un Hondurien, avec un volontaire Mexicain et qu'ils se sont fait arrêter par la police dans une ville près de la frontière nicaraguayenne. « Heureusement le policier ne m'a rien demandé donc il n'a pas entendu mon accent », me dit-il. « Sinon, un Mexicain et un Colombien dans une voiture avec un Hondurien, tu imagines¹⁰⁵ ?! »

L'âge des personnes interrogées variait entre 24 et 39 ans, même si la grande majorité avait entre 26 et 29 ans. Les PBI ne cachent pas leur volonté d'engager des volontaires qui ont

¹⁰¹ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards... op. cit.*, p. 51.

¹⁰² Voir Annexe n°1.

¹⁰³ *Pues actualmente no sé cuál es la nacionalidad más representada...creo que eso es algo bastante dinámico que cambia con los equipos. En mi tiempo la mayoría de las personas proveníamos del Estado español, pero no creo que siempre sea esta la tendencia.* Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

¹⁰⁴ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, *op. cit.*, p. 44.

¹⁰⁵ Cette intervention de volontaires, pour la majorité européens, fut critiquée, nous parlerons plus en détails du « mythe de l'homme blanc » dans la partie II, sous-partie B). Carnet de terrain, le 30 mars 2017 à Tegucigalpa.

idéalement plus de 25 ans pour des raisons de maturité, au vu de la complexité du travail demandé et des conditions de vie difficiles. Marco est l'exception qui confirme la règle :

Tu te réfères aux 25 ans, non ? Voyons, moi. Oui, idéalement tu dois avoir 25 ans. Mais, moi j'avais 24 ans. Mais je crois qu'au final cela dépend un peu de la personne. Je crois que quelqu'un de 23 ans peut déjà avoir eu des expériences qui peuvent lui servir. Ou peut-être, je ne sais pas, je ne veux pas dire que j'étais plus mature. Je veux dire que peut-être cela influe un peu. Peut-être qu'ils demanderont d'attendre une année de plus. Mais en général c'est plus flexible que sur le papier¹⁰⁶.

La répartition des femmes et des hommes volontaires au sein des PBI montre une plus grande proportion de femmes. En effet, en 2015, les PBI comptaient 267 volontaires et bénévoles dans les douze groupes nationaux et 86 volontaires. Au total, 65 % d'entre eux étaient des femmes et 35 % des hommes, soit 229 femmes et 124 hommes¹⁰⁷. D'après les données collectées dans les publications des PBI Guatemala, de 2013 à 2017, il y avait chaque année entre quatre et six hommes et entre onze et seize femmes¹⁰⁸. Comment expliquer le fait qu'il y ait plus de femmes que d'hommes dans un environnement pourtant dangereux ? Est-ce que la non-violence attirerait plus les femmes ? Dans un entretien Tamara, tente d'expliquer cela :

Je ne crois pas ce soit exclusif à PBI, en général le secteur tertiaire (services sociaux, ONG...) est pour sa majorité formé de femmes, quel que soit le pays du monde. Nous pourrions entrer dans un plus grand débat mais d'après moi, en résumant, je crois que c'est une question de genre et de féminisation de certains secteurs professionnels (soins, éducation, services sociaux...) De plus, dans tous les secteurs, tu vas pratiquement toujours voir plus de femmes volontaires que d'hommes, de nouveau c'est des questions de genre... En général, les femmes nous vivons plus de précarité de l'emploi que les hommes, nos salaires sont plus bas que ceux de nos collègues et historiquement nous sommes habituées à développer beaucoup de choses de manière gratuite et à avoir moins d'opportunités professionnelles. De plus, je crois que les femmes, comme collectif traditionnellement discriminé et persécuté, d'une certaine manière nous sommes capables de mieux sentir l'oppression ou l'injustice car nous en souffrons tous les jours. C'est pour cela, je crois, que nous gonflons les listes de volontaires sociales dans n'importe quel pays du monde (où les femmes peuvent participer bien sûr)¹⁰⁹.

¹⁰⁶ ¿Te refieres a 25, no? A ver yo. Si, idealmente tienes que tener 25. Pero, a ver, yo todavía tenía 24. Pero al final depende un poco de la persona. Yo creo, a lo mejor, alguien con 23 ya ha tenido experiencias que le puede servir mucho. O tal vez, no sé, no quiero decir que era más maduro. Quiero decir que tal vez lo que has hecho influye un poco. Puede ser que pidan que esperas un año más. Pero en general es más flexible que en el papel. Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁰⁷ PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, Rapport annuel 2015... op. cit., p. 14.

¹⁰⁸ Diverses publications des PBI Guatemala (voir Bibliographie).

¹⁰⁹ Creo que no es algo exclusivo de PBI, en general el tercer sector (servicios sociales, ONG...) está en su mayoría conformado por mujeres en casi cualquier país del mundo. Podríamos entrar en un debate más extenso pero en mi opinión y resumiendo creo que es una cuestión de género y de feminización de ciertas áreas laborales (cuidados, educación, servicios sociales...) Además en todos los sectores prácticamente siempre vas a encontrar

Peu d'études ont été réalisées pour essayer de comprendre et d'expliquer ce phénomène. Dans le contexte espagnol, Nuria Tovar Velázquez et Inés García Albert ont analysé des données de plusieurs ONG et ont trouvé pour résultat que 66 % des personnes étaient des femmes et 34 % des hommes. Selon elles, le désintérêt de la population des jeunes pour les institutions expliquerait cet attrait pour les ONG. Une autre variable explicative est celle de la réalité socioprofessionnelle, en effet, les jeunes et en particulier les jeunes femmes souffrent d'un taux de chômage plus élevé que la moyenne. La majorité des femmes volontaires ont entre 25 et 35 ans, elles ont un haut niveau d'études, sont en dernière année ou récemment diplômée et en situation de chômage. Cependant, pour les auteures, le facteur socio-économique n'est pas suffisant pour expliquer ce phénomène. D'après elles, les femmes et les hommes sont éduqués différemment. Les activités réservées aux filles consistent à faire attention aux autres, elles remplissent une sorte de fonction sociale « d'aide » à autrui, contrairement aux hommes¹¹⁰.

L'étude de Tovar et García n'explique cependant pas ce qui motive les volontaires femmes à prendre des risques dans des pays dangereux où la violence est quotidienne. Selwyn Becker et Alice Eagly définissent l'héroïsme comme étant « des actions faites pour aider les autres, malgré la possibilité qu'elles puissent mener la personne aidante à être blessée ou tuée¹¹¹. » Les auteurs trouvent que les théories existantes en psychologie se contredisent et que rien ne prouve que les hommes prennent plus de risques que les femmes. Certaines théories argumentent que les femmes développent un sens plus aiguë que les hommes pour prendre soin des autres. Alors que d'autres démontrent que femmes et hommes ont des réponses émotionnelles similaires. Dans un article, Becker et Eagly étudient trois cas d'actions altruistes. Leurs résultats sont les suivants : celles et ceux qui ont sauvé des personnes durant l'holocauste étaient tout autant des femmes que des hommes ; plus de femmes que d'hommes donnent un rein ; plus de

a más mujeres voluntarias que a hombres, de nuevo cuestiones de género... En general las mujeres vivimos más precariedad laboral que los hombres, nuestros salarios son más bajos que lo de nuestros colegas e históricamente estamos acostumbradas a desarrollar muchas tareas de manera gratuita y a tener menos oportunidades en el ámbito laboral. Además creo que las mujeres, como colectivo tradicionalmente discriminado y perseguido, de alguna manera somos capaces de sentir como más propia la opresión o la injusticia en tanto que la padecemos cada día, por eso creo también engrosamos las listas de voluntariado social en cualquier país del mundo (en que las mujeres podemos participar claro). Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

¹¹⁰ TOVAR VELÁZQUEZ, Nuria et GARCÍA ALBERT, Inés. « Género y voluntariado. » *Estudios de Juventud*, 1999, n° 45, p. 144-148.

¹¹¹ *Heroism consists of actions undertaken to help others, despite the possibility that they may result in the helper's death or injury.* BECKER Selwyn et EAGLY, Alice. « The Heroism of Women and Men. » *American Psychologist*, 2004, vol. 59, n° 3, p. 163.

femmes que d'hommes s'engagent avec les Peace Corps ou partent à l'étranger avec Médecins du monde¹¹². Ce qui est également le cas avec les Brigades de Paix Internationales.

Les volontaires internationaux, avant de partir sur le terrain, doivent passer par plusieurs étapes de sélection, ce qui semble justifié au vu des conditions de travail difficiles une fois sur place. Les volontaires sont en grande majorité européens, ont entre 25 et 30 ans et sont en grande partie des femmes. Nous allons désormais nous intéresser plus particulièrement aux stratégies qu'emploient les PBI et les volontaires pour justifier leur présence au Guatemala.

II. Les principes de non-violence et non-ingérence comme moyens de justification de l'intervention

A) L'intervention civile de paix ou les stratégies employées pour justifier leur présence

Les missions d'intervention civile de paix sont moins susceptibles de violer les principes de la souveraineté car leur effectifs sont généralement réduits, elles ne possèdent aucun pouvoir officiel et elles ne sont pas armées¹¹³.

L'intervention civile de paix est une méthode qui consiste à « envoyer » des volontaires internationaux dans un pays tiers, de par son appellation c'est une *intervention* de personnes non locales. Cela pose alors la question de la justification de la présence de l'organisation dans ce pays. En effet, comme l'expliquent Liam Mahony et Luis Enrique Eguren, l'accompagnement peut-être ressenti comme étant une sorte d'intrusion de par la présence physique d'étrangers. Cela pourrait être vu comme remettant en cause la souveraineté du pays. Ils ajoutent également que, malgré que les organisations soient non violentes et ne prennent pas parti directement dans le conflit, elles peuvent être perçues comme aidant les acteurs en

¹¹² *Ibid.*, p. 165-173.

¹¹³ *Civilian peacekeeping missions are less likely to violate the principles of sovereignty, because their numbers are usually fewer, they hold no official power, and they are unarmed.* SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping...* *op. cit.*, p. 68.

opposition à l'État¹¹⁴. Cependant, d'après Mahony et Eguren, les problèmes de respect ou non de la souveraineté d'un pays tiers sont plus ressentis dans le cas de missions organisées par les Nations Unies ou par une organisation gouvernementale. Les organisations non-gouvernementales auraient ainsi plus de liberté « de mouvement » dans des contextes où un État refuse l'intervention de personnes tierces. Ils donnent l'exemple des forces observatrices des Nations Unies –MINUGUA- au Guatemala, qui n'ont pas réussi à se déployer avant un certain stade des négociations. Alors que durant ce temps-là, les PBI ont réussi à rester dans le pays et à maintenir leur présence à leur petite échelle. Ce fut le cas également au Salvador avec l'ONUSAL, qui put se mettre en place bien après la présence des PBI dans le pays¹¹⁵.

Comme l'explique Eguren, quel que soit le type d'organisation mettant en place une intervention civile de paix, celle-ci a besoin d'un certain degré d'acceptation par les personnes locales, surtout celles impliquées dans le conflit. Selon lui, il y aurait deux différents consentements. Le premier est explicite et il consiste, par exemple, en une autorisation officielle et la délivrance d'un visa aux personnes qui souhaitent se rendre sur le terrain. Le deuxième est implicite. Si les personnes attendent un bénéfice de cette présence internationale, leur « degré » de consentement sera élevé. Au contraire, il sera bas s'ils ne craignent pas les répercussions politiques. Alors, « la balance entre les coûts politiques de l'expulsion des intervenants, et laisser ce dernier faire son travail, va définir la liberté d'action des intervenants¹¹⁶. » Mahony et Eguren racontent que les réfugiés Guatémaltèques -durant les négociations entre les réfugiés et l'État, quant à leur demande de pouvoir revenir dans le pays sans craintes- avaient essuyé le refus du gouvernement. Alors qu'ils souhaitaient bénéficier d'un accompagnement international, le gouvernement guatémaltèque l'a refusé, peut-être par crainte d'éventuelles critiques que les volontaires pourraient émettre et diffuser à l'international. Ce sont en fait les membres du corps diplomatique, engagés dans le processus de négociation, qui ont réussi à convaincre le gouvernement. Leur argument ? Le Guatemala recevrait bien plus de critiques pour avoir refusé le droit aux réfugiés d'être accompagnés que par l'accompagnement en lui-même¹¹⁷.

¹¹⁴ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 4.

¹¹⁵ *Idem*.

¹¹⁶ *The balance between the political costs of expelling the intervenors and letting the latter do their work will define the intervenors' freedom of action.* EGUREN, Luis Enrique. « Who Should Go Where? Examples from Peace Brigades International. » In : REYCHLER, Luc et PAFFENHOLZ, Thania. *Peacebuilding: A Field Guide*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2001, p. 30.

¹¹⁷ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 22.

La relation entre une mission d'intervention civile de paix et l'État n'est jamais très claire. Dans le cas mexicain, les PBI assurent que le gouvernement reconnaît leur travail car leurs actions se basent sur le principe de la non-violence, de la non-ingérence, de l'impartialité et en respect des lois du pays¹¹⁸. Liam Mahony explique que l'État peut en effet tolérer une mission, sans que cela ne l'empêche pour autant de menacer les volontaires ou de refuser de coopérer. Ainsi, selon l'auteur :

Plutôt que de laisser un tel harcèlement paralyser ou faire taire la mission, elle doit répondre à toutes les accusations, grandes et petites, avec une réponse claire et parfois forte. Il peut être nécessaire de réitérer publiquement sa neutralité et son impartialité, attirer l'attention sur les dégâts que les accusations peuvent causer et même utiliser le soutien international et diplomatique si besoin pour demander à être respecté¹¹⁹.

Pourtant, des volontaires des Brigades de Paix Internationales ont été victimes d'accusations, de menaces et même d'expulsions, d'attaques au couteau et d'attaques à la bombe¹²⁰. Mahony et Eguren racontent que, en 1989, deux grenades furent jetées dans le jardin de la maison des PBI Guatemala. Par chance, l'équipe était en train de dîner à l'extérieur¹²¹. Ceci était la preuve que quelqu'un voulait qu'ils quittent le pays. María Serra, volontaire avec les PBI, leur a dit que « après je pense qu'il fallait qu'ils réalisent : si tu les poignardes et qu'ils ne partent toujours pas... Eh bien, soit tu dois les tuer ou soit tu dois accepter qu'ils restent¹²². » Les PBI ont fait appel à leurs divers contacts, dans la diplomatie et la presse, nationale et internationale. Dans un rapport classé secret jusqu'en 1996 par le Département de renseignement pour la défense américain, il est mentionné que les bombardements ont été opérés par des forces spéciales de la Direction générale de l'armée du Guatemala¹²³. Des aides économiques des États-Unis pour le Guatemala ont failli être retirés à cause des attaques menées contre des citoyens américains. L'équipe n'a pas été victime d'attaques depuis¹²⁴. Les volontaires subissent pourtant de la diffamation, jusqu'à récemment. Comme Kim-Mai, une volontaire suisse, qui fut victime de

¹¹⁸ BRIGADAS INTERNACIONALES DE PAZ. « La protección de los defensores y el acompañamiento de Brigadas Internacionales de Paz en Guerrero. » *El Cotidiano*, 2008, vol. 23, n° 150, p. 116.

¹¹⁹ *Rather than let such harassment paralyse or silence it, however, a mission needs to meet every accusation, large and small, with a clear and sometimes strong response. It may need to reiterate publicly its neutrality and impartiality, call attention to the damage that accusations against it can cause, and even use international and diplomatic support if necessary to demand due respect.* MAHONY, Liam. *Proactive Presence...*, op. cit., p. 53.

¹²⁰ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment...* op. cit., p. 2-4.

¹²¹ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards...* op. cit., p. 108.

¹²² *Ibid.*, p. 111.

¹²³ *Ibid.*, p.114.

¹²⁴ Ce cas est un exemple qui confirmerait la théorie de la dissuasion qui sera expliquée plus en détails. *Ibid.*, p. 112.

diffamation en 2014 après avoir accompagné une manifestation non-violente qui a dégénéré suite à l'intervention des forces de l'ordre :

Après cet accompagnement violent, en fait... L'entreprise qui promouvait les hydroélectriques... elles ont comme une sorte de newsletter mensuelle. Et sur la newsletter mensuelle suivante, en fait, ils avaient mis une photo de moi en disant « cette asiatique qui est toujours là, avec le leader de l'organisation, qui était la leader de la manifestation violente ». C'était de la diffamation¹²⁵.

Les volontaires négocient leur présence dans un pays de par leur position comme internationaux. Cependant, comme il a été décrit précédemment, les volontaires des PBI sont majoritairement des personnes venant de pays européens. Comment peuvent-ils alors faire face aux critiques de « l'Homme blanc » qui part « prêcher » la bonne parole ailleurs ? Dans le cas africain, Hans Peter Schmitz met en garde les activistes transnationaux quant aux pratiques que les gouvernements répressifs pourraient mettre en place. Notamment, ils pourraient dénoncer les interventions extérieures comme étant des pratiques coloniales et une violation de leur souveraineté¹²⁶. Ceci fut un problème pour l'organisation. Patrick Coy, dans un article sur ce qu'il appelle « la problématique du privilège » revient sur la thématique controversée du privilège blanc occidental dans l'accompagnement durant les premières quinze années d'existence des PBI :

George était un vétéran de multiples équipes des PBI lorsque j'ai assisté à une conférence qu'il a donnée au début des années 1990 au sujet du travail d'accompagnement des PBI. A la suite de sa présentation, on lui a demandé : « Ok. Je comprends que vous avez protégé certaines de ces personnes que vous avez accompagnées. Mais s'il y a de la violence tout autour de vous, qui va vous protéger ? » George portait une chemise à manches courtes. Immédiatement, il a soulevé son bras et l'a montré au groupe et avec son autre main, il a pincé un morceau de peau pâle pour la mettre en évidence et il a dit simplement « Ma peau blanche »¹²⁷.

¹²⁵ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

¹²⁶ SCHMITZ, Hans Peter. *Transnational Mobilization and Domestic Regime Change. Africa in Comparative Perspective*. New York : Palgrave Macmillan, 2006, p. 3.

¹²⁷ George was a veteran of multiple PBI teams when I attended a talk he gave in the early 1990s about PBI's accompaniment work. Following his presentation he was asked, "OK. So I understand that you protected some of these people you accompanied. But if there is violence all around, who is going to protect you?" George was wearing a short-sleeved shirt. Without missing a beat he raised the bare underbelly of his forearm to the group, and with his other hand he pinched a gathering of the pale skin there to highlight it and said simply, "My white skin." COY, Patrick. « The Privilege Problematic... op. cit.

D'après Coy, les PBI comptent sur le pouvoir économique et politique de leurs propres gouvernements pour l'utiliser contre les personnes qui menacent les défenseur·e·s des droits humains. Ainsi, les PBI suivraient alors « une approche utilitariste pour rationaliser l'utilisation par l'organisation des inégalités structurelles qui sont intrinsèques à l'aide étrangère et les arrangements économiques internationaux¹²⁸. » Pour mesurer ses propos, Patrick Coy explique que :

Je pense qu'une des caractéristiques des PBI c'est que nous sommes là-bas pour aider ; nous n'y allons pas pour organiser quoi que ce soit... Et cela demande une certaine humilité. Vous savez, une des choses sur le racisme c'est que les personnes blanches sont au centre et tout tourne autour d'elles. Dans un accompagnement, ce n'est pas comme ça que ça marche. L'escorte est l'ombre, tu es l'ombre de quelqu'un... Nous ne participons ou ne disons pas aux gens ce que leur programme doit être¹²⁹ [...]

Cependant, dans des pays où le racisme est commun, des volontaires venant de pays non européens ont été victimes de différence de traitement par les autorités locales à cause de la couleur de leur peau ou de leurs origines. Coy prend l'exemple de Niren Hiro, d'origine indienne, ayant vécu au Japon. Ancien volontaire avec les PBI au Sri Lanka, il était traité différemment par la police et les militaires. Contrairement à ses collègues, il a subi du harcèlement, entre autres¹³⁰. Un autre exemple est celui d'une volontaire, Rodriguez Diaz, de nationalité Colombienne, qui était avec une volontaire Canadienne, lorsqu'elles furent arrêtées par la police au Salvador en 1989. Rodriguez Diaz a été frappée et torturée et détenue plus longtemps que sa collègue. Les PBI ont utilisé leur réseau d'alerte pour les deux volontaires, des centaines de téléfax et fax ont été envoyés à l'Ambassade des États-Unis et à l'armée du Salvador pour demander leur libération. Ce système fonctionna plus rapidement pour la Canadienne. Schirch argumente cependant que la volontaire Colombienne fut, finalement, également libérée grâce à son affiliation avec les PBI et le fait qu'elle était en compagnie d'une volontaire Canadienne¹³¹.

¹²⁸ *This strategic thinking within PBI takes a utilitarian approach to rationalize the organization's use of structural inequalities that are embedded in foreign aid and international economic arrangements.* COY, Patrick. « The Privilege Problematic... *op. cit.*

¹²⁹ *I think one of the characteristics about PBI is that we're there in a support role; we don't go to organize anything... And that requires a certain humility. You know, one of the things about racism is that the white people are in the center and everything revolves around them. In accompaniment, that's not the way it works. The escort is the shadow, you're somebody's shadow... We are not participating and telling people what their program should be [...]* *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 52.

Lisa Schirch explique que l'identité des volontaires est un élément important et sous-estimé quant à l'impact qu'elle a sur le succès ou non d'une intervention civile de paix. Selon l'auteure, il y aurait moins de violences lorsque les personnes mettent en avant quelques aspects de leur identité. Ainsi, selon le contexte du conflit, des volontaires avec différentes identités seraient plus au moins « efficaces ». Elle liste alors plusieurs éléments et note l'importance de marqueurs symboliques, tels que des tee-shirts colorés qui permettraient de différencier les volontaires du reste des personnes présentes. Elle explique que les femmes peuvent avoir des impacts différents selon le contexte du pays. Dans certains contextes, les « *insiders* » permettraient de gagner en crédibilité et de créer des connexions entre les parties du conflit. Dans d'autres contextes, les « *outsiders* », les blancs ou les personnes en possessions de passeports « occidentaux » peuvent être plus influents. Les groupes armés craindraient alors des éventuelles répercussions. Être en possession d'un passeport étranger permettrait aux volontaires de rencontrer les représentants du gouvernement, qui peuvent ne pas être ouverts à communiquer avec les activistes locaux¹³².



Illustration 6 : Deux volontaires des PBI Guatemala portent les gilets rouges de l'organisation¹³³.

¹³² *Ibid.*, p. 49-53.

¹³³ Page Facebook des PBI Guatemala, 2017.

Lors d'un entretien que Schirch a réalisé avec Tim Wallis, ancien directeur des PBI, ce dernier explique que les équipes de volontaires devraient être ethniquement diverses pour montrer que le monde entier se préoccupe de résoudre les conflits violents¹³⁴. Dans un article traitant de l'accompagnement international au Guatemala, Etienne Roy Grégoire et Karen Hamilton citent Gada Mahrouse. L'auteure argumente que les accompagnateurs doivent toujours penser à leur réflexivité. L'accompagnement doit se défaire des pensées libérales et raciales, les organisations doivent expliciter leur démarche comme étant anticoloniale, anti-impériale et anti-patriarcale pour être cohérentes avec leur mandat¹³⁵. Ainsi, les volontaires doivent également veiller à ne pas utiliser un « ton impérialiste » dans leur travail¹³⁶.

Le travail des Brigades de Paix Internationale ne pourrait avoir lieu sans l'acceptation de leur présence par le gouvernement du pays. Les auteurs argumentent que leur méthode, basée sur la non-violence et la non-ingérence, serait une des raisons de l'acceptation des PBI dans les pays où elles sont présentes. Rentrent tout de même en compte les caractéristiques sociales de volontaires, qui sont en majorité des européens. Ainsi, les PBI tenteraient, coûte que coûte, de ne pas rentrer dans une logique d'intervention qui pourrait être qualifiée de néocoloniale.

B) Une application de la théorie de la dissuasion *via* l'établissement de relations avec divers acteurs locaux et nationaux

La dissuasion est « le résultat d'actions ou de processus qui incitent un adversaire à ne pas mener une action hostile. L'argumentation rationnelle, la morale, la coopération accrue, l'amélioration de la compréhension humaine, l'adoption de distraction par des politiques non-offensives et la dissuasion peuvent toutes être utilisées pour arriver à dissuader¹³⁷ ».

¹³⁴ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 54.

¹³⁵ MAHROUSE, Gada. *Conflicted Commitments: Race, Privilege, and Power in Transnational Solidarity Activism*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 2014. In : ROY GRÉGOIRE, Etienne et HAMILTON, Karen. « International Accompaniment, Reflexivity and the Intelligibility of Power in Post-Conflict Guatemala. » *Journal of Genocide Research*, 2016, vol. 18, n° 2-3, p. 192.

¹³⁶ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 42.

¹³⁷ *The result of acts or processes which induce an opponent not to carry out a contemplated hostile action. Rational argument, moral appeal, increased cooperation, improved human understanding, distraction adoption of nonoffensive policy and deterrence may all be used to achieve dissuasion.* SHARP, Gene. *Making Europe Unconquerable: the Potential of civilian-based deterrence and defence*. Cambridge : Harper & Row, 1985, 250 p. In : MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 17.

D'après Mahony et Eguren, il est possible de différencier la « dissuasion générale » de la « dissuasion immédiate ». La première désigne des actions aux échelles locale et internationale, qui dissuaderaient l'agresseur, en lui montrant les possibles conséquences négatives en cas de violations des droits humains. La deuxième, la « dissuasion immédiate », est celle qui a lieu lors des accompagnements, elle donne ainsi un message spécifique à l'agresseur, lui montrant que la personne qu'il souhaite attaquer est entourée de volontaires internationaux¹³⁸. Pour Ellen Furnari, le maintien de la paix *-peacekeeping* en anglais-fonctionne par l'influence que les personnes peuvent avoir sur divers acteurs, que ces derniers soient armés, qu'ils soient des représentants du gouvernement ou un groupe de personnes en général. Pour influencer ces acteurs, il faut entretenir une relation avec eux, et celle-ci peut être coercitive ou coopérative ou les deux. Ces relations sont donc des interactions, de courtes ou longues durées, durant lesquelles des actions ou des discours influencent les acteurs.

Pour maintenir la paix, il est indispensable de développer des relations avec les représentants du gouvernement, les acteurs armés, les leaders religieux ou même la population en général¹³⁹. Même des agresseurs n'ayant pas un rang élevé pourraient craindre des conséquences de leurs actions¹⁴⁰ si ces dernières ne sont pas approuvées par leurs supérieurs. Ainsi, « le fait d'avoir des témoins internationaux représente justement un facteur inattendu pour ces agents, qui vont avoir tendance à réprimer leur propre comportement¹⁴¹ ». Contrairement à d'autres missions d'intervention, les missions d'intervention civile de paix ne se préoccupent pas de la balance qui existerait entre construire de bonnes relations ou porter des armes pour leur propre sécurité. D'après les personnes interviewées par Furnari, leur sécurité dépendrait alors de l'acceptation des locaux. Leurs relations cordiales seraient dues à leur statut comme acteur non-armé et impartial¹⁴². Ainsi, comme nous le verrons plus en détails, l'établissement ou le maintien de relations avec divers acteurs étatiques et non-étatiques est essentiel. Les missions d'intervention civile de paix, suivant la logique de la théorie de la dissuasion, entretiennent également des relations avec les diplomates de leurs pays. Cela

¹³⁸ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 18.

¹³⁹ FURNARI, Ellen. « Relationships Are Critical... op. cit. », p. 25-26.

¹⁴⁰ SCHWEITZER, Christine. « Civilian Peacekeeping: How Civilian International Interventions at Grassroots Level Contribute to Human Security and Stability. » [S.l.] [S.d.], p. 159.

¹⁴¹ AUBERT, Émilie. *Construction de la paix et société civile : Le rôle de l'accompagnement international au Chiapas*. Mémoire de master. Genève : Institut des Hautes Études Internationales et du Développement, 2009, p. 16.

¹⁴² FURNARI, Ellen. « Relationships Are Critical... op. cit. », p. 27-28.

créerait une sorte de « pression protectrice pour les membres de l'équipe et les volontaires ainsi que les personnes et les endroits qu'ils protègent¹⁴³ ».

D'après Eguren, il est indispensable de respecter certaines conditions pour effectuer un accompagnement. Premièrement, les volontaires doivent montrer clairement quelles actions sont inacceptables. La théorie de la dissuasion est basée sur le fait que l'agresseur a connaissance des actions qui provoqueraient une réaction. Deuxièmement, l'agresseur doit être sûr que l'organisation est bel et bien engagée à dissuader l'agression. Troisièmement, l'organisation doit montrer qu'elle peut provoquer une réaction de la part de la communauté internationale. Sinon, elle ne sera pas crédible aux yeux de l'agresseur et ce dernier ne verrait alors pas quelles sont les limites de ses actions. Cela demande un réseau international conséquent d'individus, d'organisations et de représentants gouvernementaux et non-gouvernementaux, qui seraient à même de relayer toutes informations sur des violations des droits humains à l'encontre d'individus ou d'organisations accompagnés par les PBI¹⁴⁴. Quatrièmement, l'agresseur doit avoir considéré sérieusement les coûts d'une éventuelle attaque, qui seraient supérieurs aux bénéfices d'une telle action. Enfin, les volontaires doivent savoir qui est l'agresseur. Car « même l'hypothèse de la "responsabilité de l'État" nécessite des informations plus spécifiques -notamment sur les factions de l'appareil étatique qui seraient derrière l'attaque- afin de s'assurer de l'efficacité d'une réaction de la communauté internationale¹⁴⁵. »

Il serait utopiste de considérer que les volontaires pourraient être en bon terme avec tous les acteurs. Des limites existent, notamment les trafiquants de drogues ou des acteurs non-étatiques puissants. Les PBI réalisent ce qu'ils appellent « une carte de la situation » avant d'accepter un accompagnement. En effet, ils doivent contacter tous les acteurs sur le terrain et être sûrs que ces derniers acceptent leur présence et comprennent les conséquences de leurs actions si violations des droits humains. Comme l'explique Andrea, volontaire avec les PBI Guatemala, lors d'un entretien : « Durant le processus, il faut contrôler que durant cet accompagnement il soit possible de dissuader l'agresseur. Si c'est une région où les

¹⁴³ *These relationships can provide protective pressure for both UCP staff/volunteers and the people and places they protect.* FURNARI, Ellen, *et al.* « Unarmed Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 14.

¹⁴⁴ CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International... *op. cit.*

¹⁴⁵ *Even the assumption of "the state responsibility", which is correct, requires more specific information about which factions within the state apparatus are behind the attack, in order to improve the effectiveness of a reaction by the international community.* EGUREN, Luis Enrique. *Field Protection for Human Rights Defenders: Accompaniment by International Observers. A case study of Peace Brigades International.* 2002, p. 3.

narcotrafiquants sont les agresseurs les plus importants, cela n'a pas de sens¹⁴⁶. » Malgré cela, Amaya de Miguel Vallés, dans un rapport externe d'évaluation du projet des PBI au Guatemala, mentionne le fait que les liens entre les pouvoirs étatiques et non-étatiques sont visibles et peuvent tout de même valider la théorie de la dissuasion¹⁴⁷. Dans son mémoire sur l'accompagnement international au Chiapas, Émilie Aubert argumente que les paramilitaires agissent avec le soutien du gouvernement mexicain. Ils éviteraient alors toute action qui ferait que l'État les dénoncerait comme coupables, ils seraient alors « sensibles aux mêmes pressions que lui¹⁴⁸ ». Ainsi,

les équipes des Brigades de Paix Internationales rencontrent et établissent intentionnellement des relations avec des personnes à tous niveaux hiérarchiques à l'intérieur du gouvernement, de l'armée ou des groupes rebelles, pour qu'ils connaissent la mission et le but des PBI et soient plus à même de se sentir responsable des violations faites sous leur contrôle. Cela sert également à avertir les potentiels perpétrateurs des conséquences internationales s'ils ciblent des personnes ou des groupes de personnes accompagnées par les PBI¹⁴⁹.

Il faut savoir que les acteurs locaux, tels que la mairie et tout ça, généralement ce sont eux les répresseurs. Donc c'est eux qui veulent que ces projets se mettent en œuvre c'est eux qui vont diffamer les défenseurs et qui vont, voilà.... Nous on est plus les gens qui les gênent, plus qu'autre chose. Oui, effectivement, on va les voir avant. Chaque fois qu'on accepte un accompagnement avec une nouvelle organisation, on va faire un tour avec toutes les autorités, pour nous présenter et présenter notre travail. Où est-ce qu'on va être. Déjà, d'une part, lorsqu'on accompagne, qu'on accepte une demande d'une nouvelle organisation. On va faire un tour de toutes les autorités présentes, ça veut dire mairie, police, il y a le gouverneur au niveau départemental. Pour nous présenter, dire quelle organisation on va accompagner. Encore, à chaque fois lors de l'accompagnement même, si on voit des policiers, on va aller vers eux, on va se présenter et tout ça¹⁵⁰.

¹⁴⁶ *Pero el proceso, tiene que controlar si en este acompañamiento, se puede disuadir el agresor. [...] Si es una región donde narcos están el mayor agresor, no tiene sentido.* Entretien avec Andreas Lo Grasso, 20/06/2017.

¹⁴⁷ MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report: 2011 External Evaluation of the PBI Guatemala Project*. [S. l.], 2011, p. 13.

¹⁴⁸ AUBERT, Émilie. *Construction de la paix et société civile... op. cit.*, p. 50.

¹⁴⁹ *Peace Brigades International teams intentionally meet with and establish relationships with people at all levels in the hierarchy within government, military, and rebel groups, so that they are aware of PBI's mission and goals and are more likely to feel accountable for violations under their control. This also in effect serves to warn potential perpetrators of the international consequences of targeting individuals or groups accompanied by PBI.* MAHONY, Liam. « Side by Side: Protecting and encouraging threatened activists with unarmed international accompaniment. » *New Tactics in Human Rights*. Minneapolis : Center for Victims of Torture, 2004, p. 8-9. In : SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 46.

¹⁵⁰ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

Malgré les nombreuses demandes d'accompagnement par des organisations ou des personnes travaillant pour les droits humains, les PBI doivent être vigilantes à respecter la loi, sous peine d'être dénoncées. Dans un entretien, Jan, explique :

C'est comme la UVOC, la semaine dernière ils nous ont demandé « regardez, il y a une communauté et quelque chose va se passer là-bas. Nous demandons l'accompagnement à cette communauté qui se trouve près des mines à la vallée de Polochic en Alta Verapaz ». Eh bien, la question c'est que c'est une aire protégée mais il y a une communauté qui vit là-bas. Cela veut dire que c'est une terre en dispute. C'est un conflit territorial. C'est pour des raisons de légalité que nous ne pouvons pas y aller, parce que ce n'est pas clair si c'est la terre de la communauté ou si c'est une aire protégée et si nous allons là-bas avec nos tee-shirts, ce serait un délit. Ce n'est pas vraiment un très grand délit mais si nous faisons quelque chose que nous devrions ne pas faire¹⁵¹...

De plus, les acteurs étatiques ne sont également pas toujours aussi réceptifs qu'ils en ont l'air, comme l'expriment Corsin et Jan au cours de leurs entretiens respectifs :

Cela dépend un peu de l'institution. La Procuration a le devoir de protéger les droits humains, c'est plus facile de parler avec eux car ils connaissent déjà un peu la situation. En général, ils sont tous et toutes plutôt diplomatiques. C'est souvent, je crois, plus difficile si tu es dans une communauté, dans un village, pour parler avec un maire¹⁵².

Ah c'est que cela dépend de la personne. Il y a des gens très aimables et qui coopèrent. Ils veulent t'aider et te disent « tu peux m'appeler si besoin ». Mais ça c'est face à toi parce que finalement ils ne vont rien faire. Mais il y a d'autres personnes sympas comme la PDH dans le Quiché. Ils ont l'air d'avoir de bonnes intentions et veulent vraiment aider. Et d'autres fois il y a des gens mal polis et machistes, qui n'aiment pas les étrangers « qui viennent ici avec leur arrogance pour parler de la situation et tout ça ». Et ça c'est, il y a des tensions. Je suis parti parler avec la gouverneure de l'Alta Verapaz, et c'est une personne gentille. Et, oui, elle avait l'air sympa. « Ah c'est bien ce que vous faites ici, je suis très contente du travail que vous faites. Mais la seule chose c'est que je ne suis d'accord que vous accompagniez à la UVOC,

¹⁵¹ Como la UVOC, la semana pasada nos pidieron “ah mira, una comunidad y algo que va a pasar allí. Pedimos acompañamiento a esta comunidad que está cerca de las minas en valle de Polochic en Alta Verapaz”. Y ahí, bueno, la pregunta era bueno pero es área protegida así que... bueno... es área protegida pero hay una comunidad que vive allí. Eso ya quiere decir que eso es tierra en disputa, no. Es conflicto de territorialidad. Por eso que por razones de legalidad no podemos ir, porque no es claro si es tierra de la comunidad o si es área protegida y si estamos allí con nuestros chalecos somos bueno, hacemos un delito. No es un delito tan fuerte pero si hacemos algo que no podemos hacer... Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

¹⁵² Dependé un poco de la institución. La procuraduría, tienen el deber de cuidar a los Derechos humanos, es más fácil hablar con ellos porque ya conocen un poco la situación. Pero en general, todos y todas están bastante diplomáticos. Siempre creo que es más difícil si estas en una comunidad, en un pueblo, hablar con un alcalde. Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

parce que la UVOC, ils disent des mensonges, parce qu'ils ne connaissent pas la vérité¹⁵³. »

Parfois, ce sont les accompagnés qui émettent des inquiétudes du fait que les PBI doivent être en contact avec tous ces acteurs, comme dans le cas du COPINH au Honduras :

Un des problèmes, il me dit, c'est que le Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH) ne comprend pas que les PBI doivent être en contact avec les autorités locales (la police etc.) Quand les PBI se déplacent, ils informent par lettre les autorités de leur venue et du pourquoi de celle-ci. Ce qui peut prévenir les incidents... Hors pour eux, c'est un danger supplémentaire du fait que les autorités soient au courant d'où ils se trouvent et ce qu'ils font¹⁵⁴.

Les Brigades de Paix Internationales justifient leur présence sur le terrain de par leur position comme acteur non-armé et impartial. La théorie de la dissuasion leur permettrait de garantir leur sécurité. Ainsi, être en contact avec divers acteurs aux niveaux local, national et international est indispensable. Comme l'explique Marco dans un entretien :

Bien sûr, au final nous allons dans des endroits, parfois un peu dangereux. Et les gens ont des armes, alors c'est... La dissuasion fonctionne seulement parce qu'ils te connaissent. Pas seulement toi mais l'organisation et tout le réseau qui est derrière elle. Tout le réseau international qui au final permet de dissuader. Alors, c'est un peu jouer avec le coût politique et augmenter le coût politique à un haut niveau pour que l'agresseur n'ait pas d'intérêt à te faire du mal, au moins à nous. Nous disons toujours « nous pouvons accompagner quelqu'un seulement quand nous-même sommes en sécurité¹⁵⁵ ».

Suivant les logiques de la théorie de la dissuasion, les volontaires des PBI sont donc en contact avec de nombreux acteurs. Ils doivent prévenir les acteurs locaux de chaque projet

¹⁵³ *Ah es que depende de la persona. La gente puede ser muy, muy amable y muy cooperador. Te quieren ayudar y "cualquier cosa me puedes llamar". Pero eso es en tu cara pero al final no van a hacer nada. Pero hay personas buena onda como la de PDH de Quiché. Parece que tienen buenas intenciones que si quieren ayudar. Y otras veces hay gente que son grosero o machista, que no les gustan los extranjeros, "que vienen acá con su arrogancia de hablar de la situación y todo eso". Y ya. Y eso es, hay tensiones. Yo fui a hablar con la gobernadora de Alta Verapaz y si, era una persona muy linda. Y, si, pareció de buena onda. "Ha y que bien que están acá, estoy muy feliz del trabajo que hacen ustedes. Pero la única cosa es que no estoy de acuerdo que acompañan al UVOC, porque el UVOC, ellos dicen mentiras porque no saben la verdad."* Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

¹⁵⁴ Carnet de terrain, le 30 mars 2017, à Tegucigalpa.

¹⁵⁵ *Claro, al final nosotros vamos a lugares, a veces un poco peligrosos. Y la gente tiene armas, entonces es... La disuasión solo funciona porque te conocen. No solo a ti, porque al final tú... Bueno, al final a la organización y la red que está atrás. Toda la red internacional que al final, logra de tener una disuasión. Entonces, es un poco jugar con el costo político y aumentar el costo político a un nivel muy alto para que el agresor ya no tiene interés de causarte daño, por lo menos a nosotros. Nosotros siempre decíamos "nosotros solo podemos acompañar a alguien cuando nosotros mismos estamos seguro".* Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

d'accompagnement. C'est ainsi, qu'ils pensent pouvoir protéger les défenseur·e·s et eux-mêmes, même si les acteurs étatiques ne sont pas toujours réceptifs ou que les accompagnés émettent des craintes. Dans la partie suivante nous allons voir quel est le travail qu'effectuent les volontaires et les difficultés qu'ils peuvent rencontrer.

III. Les volontaires internationaux : un engagement périlleux

A) Une importante charge de travail : missions confiées et conditions de vie

Quant aux difficultés, il est clair qu'il y a des sentiments négatifs tels que la frustration, la colère, la culpabilité et un sentiment de ne pas faire assez. Il y a trop de travail¹⁵⁶.

Lorsque les volontaires arrivent au Guatemala, ils sont logés à la maison/bureau des Brigades de Paix Internationales. Ils doivent apprendre à cohabiter les uns avec les autres, Corsin voit plusieurs raisons à cela :

Eh bien, je ne peux pas vraiment te dire qu'elle est l'idée des Brigades de Paix. Ce que je pense et j'imagine, pour une part, c'est certain, c'est le volontariat. C'est assez important pour les PBI que l'on vit toutes et tous ensemble, ça fait partie de la philosophie des Brigades de Paix. De plus, comme nous somme une équipe, vivre ensemble aide beaucoup à connaître les autres personnes. Si tu travailles huit heures par jour, après la nuit tu ne vois pas les personnes. C'est difficile de connaître les personnes, donc cela aide de vivre ensemble. Parce que, c'est aussi très important d'avoir confiance en l'équipe et en les autres volontaires. Et puis, aussi, je crois que ça aide à avoir un esprit d'équipe. C'est important de faire partie d'une équipe et de travailler ensemble pour un meilleur résultat. Une autre raison peut être, est plus technique. Au final, nous avons le service téléphone 24 heures par jour. S'il y a une urgence, c'est important de pouvoir réagir très rapidement. Si on ne vit pas ensemble, on ne peut pas répondre à une urgence. Et normalement les urgences ont lieu la nuit. J'imagine que c'est aussi pour une question de sécurité¹⁵⁷.

¹⁵⁶ *Regarding the difficulties, it is clear that they cause negative feelings such as frustration, anger, guilt and a sensation of not doing enough. There is too much work to do.* MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report... op. cit.*, p. 32.

¹⁵⁷ *Bueno, de hecho no te puedo decir exactamente la idea de Brigadas de Paz. Lo que yo pienso e imagino, creo que una parte, seguro, es el voluntario. Que es bastante importante para PBI vivir juntos todos y todas, es parte de la filosofía de Brigadas de Paz. Además, como somos un equipo, vivir juntos ayuda mucho a conocer a las otras personas también. Si estás trabajando ocho horas al día, después de la noche no ves a las personas. Es difícil conocer las personas, bueno, vivir juntos ayuda en eso. Porque, bueno, es también bastante importante tener confianza en el trabajo de las y los otros voluntarios. Y bueno, además, creo que apoya también tener un espíritu de equipo. Es bastante importante de ser un equipo y trabajar juntos y juntas para hacer un trabajo mejor.*

Dans un contexte de travail stressant, la cohabitation peut cependant, parfois, poser problème ou il peut être difficile de faire des activités durant son temps libre. Marco et Nuria témoignent de ces difficultés au Guatemala et au Honduras respectivement :

Et bien sûr, la cohabitation. Très fréquemment, la cohabitation était le défi le plus grand pour beaucoup de personnes. Ca l'était peut-être aussi pour moi. Moi, honnêtement, je n'avais pas beaucoup de gros conflits avec d'autres personnes. Mais tu vis et travailles en permanence avec les mêmes gens, vingt-quatre heures par jour. Et aussi dans la ville de Guatemala, tu ne peux pas te promener la nuit. Tu sais, il n'y a pas beaucoup d'activités culturelles. Peut-être que tu n'as pas d'amis guatémaltèques¹⁵⁸ ...

Alors nous avons, comme tous les projets des PBI, le bureau et la maison ensemble. Nous avons aussi un petit jardin, un petit patio et tout. Si, c'est une prison, mais une prison avec de l'espace. Et heureusement, nous avons des protocoles au Honduras qui nous permettent de marcher dans la rue durant le jour. Pas dans tous les quartiers non plus, dans les quartiers où il y a des maras par exemple, c'est très dangereux. [...] Disons que les offres et les possibilités de faire quelque chose durant son temps libre, à Tegucigalpa c'est plutôt limité¹⁵⁹.

Dans l'entretien avec Stephanie, il en ressort qu'au contraire, elle, voit cela comme une expérience sociale inédite :

Moi par exemple, j'adore le travail avec les accompagnés et tout. [...] C'est très beau mais ce n'est pas ce que je valorise le plus de cette expérience avec les PBI. En fait, pour moi c'est bien plus l'expérimentation sociale que nous faisons. Vivre en horizontalité et avec le consensus, cohabiter avec autant de personnes, tu crées ici ta propre famille, la solidarité, toute l'affection qu'il y a ici. C'est beau¹⁶⁰ !

Bueno, otra parte puede ser también algo más técnico. Bueno, al final es que tenemos el servicio por teléfono 24 horas al día. Y si pasa una emergencia, es bastante importante poder reaccionar muy rápido. Si no vivimos juntos y juntas, no se puede responder a una emergencia. Normalmente las emergencias pasan de noche. Me imagino que también puede ser por cuestión de seguridad. Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

¹⁵⁸ *Y claro, la convivencia. Muchas veces la convivencia era el reto más grande para muchas personas. También tal vez para mí. Yo no tenía, honestamente, no tenía muchos conflictos grandes con otras personas. Pero tú siempre vives y trabajas con la misma gente, 24 horas al día. Y también en la ciudad de Guatemala, no puedes caminar en la noche. Sabes, no hay tantas actividades culturales. Tal vez no tienes amigos guatemaltecos...* Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁵⁹ *Bueno tenemos, como todos los proyectos de PBI, tenemos la oficina y la casa juntas. Nosotros tenemos también un pequeño jardín, un pequeño patio y todo esto. Sí, es una jaula, pero una jaula con espacio digamos. [...] Y bueno luego básicamente, felizmente, tenemos protocolos en Honduras que nos permiten ir caminando por la calle durante el día, cuando hay luz. En unos barrios tampoco, en barrios donde hay presencia de maras por ejemplo, hay mucho peligro. [...] Es solamente digamos las ofertas o las posibilidades de hacer cosas de su tiempo libre, en Tegucigalpa es bastante limitado.* Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

¹⁶⁰ *Yo por ejemplo, bueno, me encanta el trabajo con los acompañados y todo. [...] Y es muy lindo pero no es lo que más valoro de esa experiencia con PBI. De hecho, para mí es más bien nuestro experimento social que hacemos. Vivir en horizontalidad y consenso, convivir con tanta gente, con el equipo, crea ahí tu propia familia, la solidaridad, el montón de cariño que hay allí. Es súper lindo!* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

En ce qui concerne le travail quotidien à la maison/bureau des PBI, une ou un volontaire y reste toute la journée, pour faire ce que les PBI appellent « *la perma* », la permanence. Dès leur arrivée, les nouveaux apprennent « comment faire la “perma”, comment on répond, les règles de sécurité, il y a un atelier sur la communication sécurisée parce que nous devons savoir comment fonctionnent les mails cryptés et tout ça¹⁶¹. » La personne chargée de permanence a le téléphone pendant vingt-quatre heures et doit répondre aux e-mails. Elle doit répondre à toutes les communications et doit également ouvrir la porte si quelqu'un arrive¹⁶². Lorsque les volontaires restent au bureau :

Ce que nous faisons plus que tout c'est appeler. C'est que nous appelons, c'est que chaque personne a tant d'appels chaque semaine et il faut les faire. C'est seulement appeler les accompagnés pour savoir comment ça va. Des fois ils ont des choses à dire, des fois il demande que tu leur donnes un accompagnement téléphonique, il faut appeler chaque heure ou chaque quinze minutes, ou bien... chaque demi-heure, quinze minutes peut-être s'ils le demandent et se sentent en insécurité¹⁶³.

Durant les appels, nous voulons transmettre le moins d'informations possible, dire tout personnellement. Ainsi que, nous recevons pas mal de visites quand quelqu'un est à la capitale. Ici à la maison, il y a des réunions, parce que c'est un endroit sûr ici¹⁶⁴.

Le travail au bureau des PBI n'est pas de tout repos, comme le raconte Kim-Mai, « parce qu'il y avait eu, aussi, encore une fois, un cas d'expulsion. [...] J'ai été bloquée durant trois jours dans le bureau, en répondant au téléphone toutes les deux minutes littéralement. On a appelé toutes les autorités que je connaissais¹⁶⁵. » Avant de faire un accompagnement, et pour chaque personne ou organisation accompagnée, les volontaires doivent également réaliser une analyse de la situation, ce qu'ils appellent « analyse de risque ». Lorsqu'ils se rendent dans des endroits

¹⁶¹ *Y también aprendes como hacer la perma, como respondemos, reglas de seguridad, hay un taller sobre comunicación segura porque tenemos que saber cómo funciona correos cifrados y todo esto.* Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

¹⁶² Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

¹⁶³ *Lo que hacemos más que nada es llamar. Es que estamos llamando, es que cada persona tiene tantas llamadas cada semana y hay que hacerlo. Solo para llamar a los acompañados para averiguar que tal. A veces tiene algo que decir, a veces piden que te dan seguimiento telefónico, que hay que llamar cada hora o cada quince minutos, bueno... cada media hora, quince minutos tal vez si lo preguntan si se sienten inseguros.* Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

¹⁶⁴ *En las llamadas queremos como, transmitir lo menos información posible, decirlo todo personalmente. Así que si, recibimos bastantes visitas cuando alguien está en la capital. Aquí en casa hay reuniones porque es como un hogar seguro acá.* Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

¹⁶⁵ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

qu'ils ne connaissent pas, ils demandent des informations aux locaux. Ils peuvent également demander des informations à d'autres organisations et lire les rapports écrits ultérieurement¹⁶⁶.

Les volontaires des PBI veillent scrupuleusement à ne pas interférer durant les réunions des personnes ou organisations qu'ils accompagnent. Liam Mahony parle alors d'une « solitude typique d'accompagnement ». Tout comme avec le Collectif Guatemala, le travail se fait en binôme, ainsi, une personne nouvelle au projet est accompagnée d'une personne plus expérimentée¹⁶⁷. Les temps d'attente durant ces réunions peuvent en effet être longs et le volontaire doit simplement rester debout et s'assurer que tout se passe bien. Cependant, d'après les entretiens réalisés, les semaines des volontaires sont très chargées, comme l'explique Marco dans l'encadré.



Illustration 7 : « La solitude d'un jour typique d'accompagnement¹⁶⁸. »

¹⁶⁶ Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

¹⁶⁷ Entretien avec Cyril Benoit, 17/01/2017.

¹⁶⁸ Titre original traduit en français par l'auteure. MAHONY, Liam. *Human Rights Defenders Under Attack. 25 Years of Safeguarding the Rights to Defend Human Rights*. Londres : Peace Brigades International, [S. d.], p. 17.

Encadré 1 : Un exemple d'une semaine de travail comme volontaire avec les PBI Guatemala.

Tous les dimanches nous avons une réunion. Nous travaillons cinq jours du lundi au vendredi, plus le dimanche. Six jours de la semaine au total. Des fois le samedi, n'est-ce pas, des fois. Il y a toujours une personne qui travaille le samedi pour préparer la réunion du dimanche. Une réunion très longue. Mais comme tu le sais, les PBI... L'idée est que tout fonctionne, que tout soit décidé par consensus.

Au final, la vie en général, une personne doit toujours être dans la maison. Et une personne nettoie le matin, et en même temps réponds aux courriers et aux appels téléphoniques. L'après-midi, c'est une autre personne qui va au marché pour acheter les aliments, au supermarché. Et ils cuisinent pour l'équipe. Et les autres font différentes tâche. En général, tout se décide le dimanche. Tous font un peu de tout ou beaucoup de tout. Par exemple, le dimanche tu as la réunion. A quelle heure nous commençons ? A 9h je crois, et des fois jusqu'à 18h ou 19h.

[...] Donc, par exemple, le lundi matin tu prépares une réunion avec l'ambassadeur ou l'ambassadrice de France. Donc, il y a deux personnes ensemble. L'après-midi ils vont à la réunion. Et après il faut écrire un rapport, si tu peux le jour même. Beaucoup de fois, nous ne le faisons pas parce qu'il y avait une autre réunion ou quelque chose changeait, il faut rediscuter beaucoup de choses.

Par exemple, le mardi matin, tu as deux heures pour préparer un accompagnement physique. Tu vas dans un lieu qui est à trois ou quatre heures de bus, par exemple. Tu dois aller à la station de bus. Tu prépares les réunions que tu vas avoir là-bas durant le voyage, tu réserves l'hôtel, tu gères l'argent. Tu dois t'assurer que tu as le gilet et le portable, avec du crédit. Tu dois noter les numéros de téléphone. Bon, il y a tout un protocole pour tout. Au final, tu prépares cela avec l'autre personne. Après, tu vas à la station de bus, en taxi normalement. On va là-bas. Après tu arrives, le voyage est un peu fatiguant, il fait peut-être très chaud.

Tu arrives là-bas. Si tu as du temps, peut-être que tu as une réunion avec une personne de l'organisation que nous accompagnons. Après tu restes au siège de l'organisation ou dans un hôtel. Par exemple, le mercredi matin tu as une réunion avec le maire. Et l'après-midi, par exemple, une réunion avec le procureur des droits humains. Parce qu'il est déjà tard, tu ne peux rentrer. Parce que nous ne voyageons jamais de nuit. Alors, tu restes une nuit supplémentaire. Tu as peut-être du temps durant la journée pour une autre réunion avec une personne que tu accompagnes. Ou par exemple, il y a une manifestation l'après-midi. Le matin, tu as une réunion avec, par exemple, le procureur des droits humains. Et l'après-midi tu accompagnes la manifestation, ou le lendemain par exemple.

On essayait toujours de combiner plusieurs choses pour profiter du voyage. Alors, tu rentres par exemple le jeudi matin. Tu as déjà trois rapports à écrire ou quatre, pour chaque réunion et pour chaque accompagnement physique. Par exemple, imagine-toi, une réunion avec le maire, une réunion avec le procureur des droits humains et une grande réunion peut-être avec l'organisation que tu accompagnes, plus la manifestation. Donc l'idée c'est d'écrire ce rapport pour avoir l'information dimanche. Mais ça, c'est souvent un peu difficile. C'est pour ça que nous avons décidé que l'information la plus importante doit être dans le journal. Nous avons un document où tout le monde écrivait ce qui se passait. Alors c'était un document très long mais important.

Alors, par exemple, le jeudi midi tu écris tes rapports. Le vendredi matin, tu dois faire le ménage dans la maison et répondre aux courriers et lire un peu sur ce qui s'est passé. Parce que tu es toujours en dehors. Et le vendredi après-midi, tu as peut-être, par exemple, une réunion. Ou si tu es dans le sous-

comité des finances, tu vas peut-être travailler sur les finances pendant une demi-journée par exemple¹⁶⁹.

Les conditions de travail durant les accompagnements peuvent être très difficiles, comme le témoigne Kim-Mai lors de son volontariat en 2014 :

Alors effectivement, l'année 2014, l'année où j'y étais, c'était une des années les plus difficiles. Il y a eu une montée énorme, énorme, énorme, d'attaques et toujours plus violentes. Et c'est vrai que j'ai eu des périodes très dures. Justement, il y avait eu cet épisode où j'avais assisté à cette manifestation qui avait été très violente. En revenant de chez nous, il y avait eu la mise en place de l'état de prévention à San Juan, Zacapa. Le soir même du jour où on rentrait, on nous a appelé en plein milieu de la nuit, pour nous dire, il y a sept personnes qui viennent de mourir, des accompagnés, des personnes qu'on accompagnait. Ça c'était le début, et pendant plusieurs semaines de suite, cette situation d'urgence où il y avait plein d'assassinats, une répression énorme de la part de l'État.

Et c'est vrai, qu'il y a eu une période où c'était complètement normal qu'on nous appelle deux fois, trois fois, parfois c'était plus, au milieu de la nuit, à deux ou trois heures du matin. Et ce n'est jamais qu'on t'annonce une bonne nouvelle... « Telle personne a été assassinée, telle fille vient d'être violée, tant de policiers sont en train d'avancer vers nous, complètement armés. » C'est par vagues, mais surtout depuis mars-avril 2014 jusqu'à la fin de mon contrat, ça a été crescendo.

C'était vraiment, j'avoue qu'à la fin de mon contrat j'étais épuisée physiquement et émotionnellement. Aussi les journées étaient vraiment, extrêmement longues. On avait discuté avec un collègue, on se disait qu'en moyenne c'était douze heures de travail par jour. Mais j'ai fait des journées à seize heures de travail, tu es debout à quatre ou cinq heures du matin et tu y es jusqu'à quinze heures¹⁷⁰.

Dans un rapport d'évaluation externe aux PBI Guatemala, datant de 2011, il est mentionné que la charge de travail est bien trop importante et que celle-ci cause du stress et des conflits pour les volontaires au sein de l'équipe. Nombreux sont ceux qui se plaignent du manque de vie privée, les volontaires n'auraient que très peu de temps pour eux-mêmes et pour rester en contact avec leur famille et leurs amis¹⁷¹. En plus de la rédaction systématique de rapports après chaque accompagnement, les volontaires doivent écrire des bulletins qu'ils publient ensuite sur leur site internet. Les volontaires trouvent que cela est une charge de travail

¹⁶⁹ Pour le texte original en espagnol, voir Annexe n°2. Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁷⁰ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

¹⁷¹ MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report... op. cit.*, p. 33.

supplémentaire¹⁷². Outre l'importante charge de travail, les volontaires sont parfois critiques de deux principes chers aux PBI, l'absence de hiérarchie (ou l'horizontalité) et le consensus. Alors que ce sont deux principes qui caractérisent le travail de l'organisation et qui attireraient les potentiels volontaires. Une fois sur le terrain, certains disent que cela demande beaucoup de travail et que c'est épuisant. La réunion hebdomadaire serait alors bien trop longue. Tandis que d'autres trouvent que le consensus n'est pas difficile à atteindre¹⁷³. Comme en témoigne Marco dans un entretien :

C'est beau mais surtout au début, tu as beaucoup plus de patience et tu veux écouter et peut-être contribuer. Mais à la fin, après dix mois par exemple, tu as beaucoup travaillé. Et deux nouvelles personnes arrivent avec beaucoup plus d'énergie et alors, des fois ça te coûte un peu d'expliquer tout depuis le début du pourquoi nous ne pouvons pas faire cet appel par exemple¹⁷⁴.

Le travail des volontaires avec les PBI est exigeant, que ce soit lorsqu'ils se trouvent dans le bureau ou lorsqu'ils réalisent un accompagnement sur le terrain. Les conditions de travail difficiles peuvent avoir un impact psychologique sur celles et ceux qui se trouvent là-bas, comme l'ont témoigné plusieurs volontaires au cours des entretiens.

B) L'impact psychologique d'un volontariat pas comme les autres

Au début, et bien, c'est beaucoup d'informations. D'ailleurs, au début, moi à vingt-et-une heures, comme une grand-mère, j'étais fatiguée. Je me réveillais ensuite à quatre ou cinq heures du matin. Et j'avais des cauchemars au début, je rêvais de tremblements de terre, de tsunamis, de menaces, que je me cachais, que je protégeais des gens de l'équipe face à des menaces, qu'il y avait un accident de trafic avec tout l'équipe. C'était très intéressant, n'est-ce pas ? Ça ne me dérangeait pas tant, mais ça m'intéressait plutôt, le fait que mon subconscient gérait toute l'information que je recevais¹⁷⁵.

¹⁷² Ibid., p. 10.

¹⁷³ Ibid., p. 27-29.

¹⁷⁴ *Es lindo pero sobre todo al principio, tienes muchísima más paciencia y quieres escuchar y tal vez contribuir. Pero al final, después de por ejemplo diez meses, has trabajado muchísimo. Entonces llegan dos nuevas personas que tienen mucha energía, y entonces, a veces te cuesta un poco explicar todo desde un principio porque no podemos hacer esa llamada por ejemplo.* Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁷⁵ *Y al principio, pues, un montón de información. De hecho, al principio, yo a las nueve, como una abuelita, estaba cansada. Despertándome después a las cuatro, cinco. Y tenía pesadillas al principio con todo, sonaba con terremotos, tsunamis, amenazas, escondiéndome, dejame proteger a otra gente del equipo por amenazas, un accidente de tráfico con todo el equipo. Era muy interesante, ¿no? No me molestaba tanto, más bien que interesante, como que mi subconsciencia estaba manejando toda la información que recibía.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

Le travail d'accompagnement des volontaires n'est pas anodin. Comme l'explique Liam Mahony, les personnes qui travaillent dans des zones de conflit sont susceptibles d'être sensibles à de nombreux facteurs qui ont un impact sur leur santé mentale¹⁷⁶. Chacun des neuf facteurs déterminés par l'auteur ont été mentionnés durant les entretiens avec des volontaires. Il existe des (1) « **risques de sécurité directs** », qui génèrent notamment de la peur et du stress. En effet, les volontaires doivent être vigilants en permanence pour assurer leur propre sécurité. Comme l'explique Andreas, « les personnes qui sont pour la première fois en Amérique latine [...] perdent rapidement l'automatisme de faire attention. Et le Guatemala est plutôt dangereux¹⁷⁷. » La situation est problématique pour les femmes, « ça fait un bout de temps que nous travaillons sur un protocole, et bien, plus pour les femmes. [...] comment gérer tout ce machisme tout le temps, tout ce « flirting ». Comme dans le cas d'une tentative de viol¹⁷⁸. » Les risques sont aussi ressentis lors des accompagnements, comme mentionné par Kim-Mai : « Il n'y a jamais eu un truc très, très, grave mais où il y a eu beaucoup de fois des tensions qui sont montées très rapidement parce qu'il y avait des centaines de membres de la police qui arrivaient avec tout l'équipement anti-émeute. Tu vois, les gros casques et tout ça¹⁷⁹... »

Les (2) « **risques de sécurité indirects** » sont liés à la crainte que quelque chose arrive à ses collègues ou aux personnes avec qui le volontaire travaille. Ainsi, les volontaires doivent « faire une bonne analyse avant un accompagnement, parce que, disons, si tu as peur ou si tu te sens en insécurité, tu ne peux pas protéger la personne accompagnée¹⁸⁰. » Tamara exprime le fait que : « oui, j'ai eu peur quelques fois pour la vie des personnes que nous accompagnions, à cause des menaces qu'elles recevaient... C'était plus une peur que ces personnes soient emprisonnées ou assassinées... Cette peur, j'ai l'ai ressentie constamment au cours de l'année¹⁸¹. » Nuria, elle aussi a ressenti cette peur :

¹⁷⁶ MAHONY, Liam. *Proactive Presence...*, *op. cit.*, p. 141.

¹⁷⁷ « O también gente que está por primera vez en Latinoamérica [...] se pierde muy rápido la conciencia que tienes que cuidar tanto. Y Guatemala es bastante peligroso. » Entretien avec Andreas Lo Grasso, 20/06/2017.

¹⁷⁸ « Hace un rato trabajamos como un protocolo de, bueno, más para las chicas. [...] como manejar todo este machismo siempre, todo este "flirting". Como en el caso de un intento de violación. » Entretien avec Andreas Lo Grasso, 20/06/2017.

¹⁷⁹ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

¹⁸⁰ « Hacer un buen análisis antes de hacer un acompañamiento porque digamos, si tú tienes miedo o te sientes inseguro, no puedes brindar seguridad a la persona acompañada. » Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

¹⁸¹ « Sí, tuve miedo algunas veces por la vida de las personas que acompañábamos, por las amenazas que recibían... Era más un miedo hacia que esas personas fueran encarceladas, o asesinadas... Ese miedo siempre lo mantuve a lo largo de todo el año. » Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

Avec la mort de Berta et aussi parce que nous étions un peu impliqués dans la gestion de la sortie du témoin principal. Parce qu'ils l'ont arrêté à l'aéroport, après qu'il ait témoigné. Parce que lui aussi était témoin et victime. [...] Nous avons coordonné avec le corps diplomatique pour s'assurer de sa sécurité et de l'intégrité de cette personne. C'est un moment où nous avons eu beaucoup d'informations. Et, beaucoup d'informations sont aussi passées par des réseaux non cryptés et à ce moment-là, je ne me sentais pas très à l'aise¹⁸².

Ces peurs sont parfois justifiées car des volontaires souffrent de (3) « **traumatisme direct** », à la suite d'une expérience violente. De tous les entretiens avec des volontaires, ce traumatisme s'est beaucoup ressenti dans les propos de Kim-Mai :

Et puis moi-même, également, j'avais observé justement un rassemblement pour le pont Jupilingo, qui est un pont dans le département de Chiquimula, qui relie le département avec le Honduras. Et en fait, il y avait eu cette manifestation où les gens l'avaient bloqué pour manifester contre ces projets d'hydroélectrique qui étaient en train de se mettre en œuvre. Et j'ai pu assister à l'expulsion forcée des manifestants.

Ça a été extrêmement, extrêmement, violent. La seule fois où j'ai vraiment eu peur. Il y a eu énormément de tensions, il y a eu du gaz lacrymogène partout. Il y avait des policiers qui ont tiré sur des gens, qui leur ont lancé des cailloux. Après il y avait d'autres gens qui tiraient sur les policiers également des cailloux. Après tout le monde courrait partout.

Et donc, en gros, il n'y avait rien de dirigé spécifiquement contre nous. Mais un accident aurait pu très facilement arriver. Et donc là c'est vrai. On a vraiment stressé. En plus à ce moment-là, ils ont arrêté... Il y a eu des cas de criminalisations. Ils ont arrêté devant nous des défenseurs, que l'on accompagnait. Enfin, c'était un chaos total. Et là on a dû juste se retirer et partir en courant. Ça a été très violent.

Mais c'est la seule fois et c'était un truc exceptionnel. Ce n'est pas un truc normal, c'est vraiment un truc exceptionnel. Et je pense que, c'est arrivé le 18 septembre 2014, et je n'ai pas entendu depuis un autre cas aussi grave, où il y avait eu un cas aussi grave de violence où PBI avait vraiment été présent¹⁸³.

On a eu toute une crise quand il y a eu l'expulsion forcée de deux de membres qui avaient failli être expulsés. C'était en juillet 2014. Ça c'est un autre épisode... En l'occurrence ce n'était pas moi, mais c'était un énorme truc. Et là ça avait été très violent. Il y avait tous les gaz, le gaz lacrymogène. Il y avait des gamins, des femmes, qui vomissaient à cause de ça. Il y avait des gens qui étaient en sang. La police les avait frappés. Les deux membres de PBI qui

¹⁸² Con la muerte de Berta y también porque nosotros estuvimos involucrados un poquito en la gestión de la salida del testigo principal. Porque lo detuvieron en el aeropuerto, después de haber de dar su testimonio. Porque él era también testigo y víctima. [...] Coordinamos con el cuerpo diplomático para asegurar la seguridad y la integridad de esa persona. Es un momento durante tuvimos mucha información y pasó mucha información también por canales no cifrados y en esto momento, no me sentí súper cómoda. Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

¹⁸³ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

*étaient présents avaient réussi à se mettre sur une colline qui était assez protégée. C'était très violent*¹⁸⁴.

Il y a également un risque de (4) « **traumatisme secondaire** », de par la proximité avec des victimes de traumatismes. Comme le décrit Marco : « Et aussi, le contexte est super difficile. Quelqu'un que tu accompagnes peut te raconter des choses super difficiles¹⁸⁵. » Stephanie partage le même sentiment :

*La plupart du temps, on ne se rend même pas compte des effets qu'ont les choses. Parce qu'ici, durant les appels ils nous racontent des choses très difficiles. Il y a un homme qui me raconte « oui, je voulais semer et ils m'ont tiré dessus. » Et il le raconte comme s'il parlait du tout, tu sais. [...] On écoute des choses très violentes et d'une manière ou d'une autre, oui, ça s'accumule*¹⁸⁶.

Marco raconte un évènement tragique pour un des accompagnés, qui fut difficile pour lui aussi :

Un moment très difficile était quand des paysans, au Guatemala, ont organisé la marche pour l'eau ou la marche pour le droit à l'eau, quelque chose comme ça. Ils sont venus, à pieds, depuis plein de villages du pays à la capitale, à la ville de Guatemala. [...] Alors, ils sont arrivés, une organisation que nous accompagnons, les Chortí. Ils sont arrivés à la capitale. Et une personne, le lendemain de leur arrivée, un homme d'une cinquantaine d'années, est mort. Probablement à cause de la dénutrition, de la chaleur ou pour ne pas avoir bu suffisamment d'eau... [...] Le fils de l'homme qui est décédé, était également à la capitale. Mais il ne parlait pas bien l'espagnol. [...] Alors, nous sommes allés là-bas, nous avons parlé avec lui. Nous sommes allés à la compagnie qui organise les enterrements. Nous sommes allés là-bas avec lui, avec le corps.

*Tout ça était super dur et très injuste. [...] Puis, nous sommes rentrés à la maison. La seule chose que tu veux faire c'est pleurer. Et cela aidait beaucoup, pleurer aide énormément. Chaque personne développe un peu sa manière de survivre, comment gérer ces expériences. Sur le moment, c'est très difficile. Moi, ça m'a aidé de parler avec mon binôme, de pleurer ensemble*¹⁸⁷.

¹⁸⁴ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

¹⁸⁵ « Y también el contexto es súper duro. Tal vez alguien del acompañamiento te contó cosas súper difíciles. » Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁸⁶ *Pues muchas veces ni siquiera nos damos cuenta de los efectos que tienen las cosas. Porque ahí, en las llamadas nos cuentan cosas muy fuertes. Hay un hombre que me cuenta "sí, quería sembrar y disparaban en contra de mí". Y lo cuenta como si estuviera hablando sobre el tiempo, sabes. [...] Escuchamos cosas muy violentas y de alguna forma, sí, se acumula.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

¹⁸⁷ *Un momento sumamente difícil era, muchos campesinos, en Guatemala, organizaron la marcha por el agua o la marcha por el derecho al agua, algo así. Y caminaron de muchísimos pueblos del país a la capital, a Guate. [...] Entonces, llegaron, una organización que acompañamos, los Chortí. Ellos llegaron a la capital. Y una persona, el día después de la llegada, un hombre de tal vez 50 años se murió. Muy probablemente por la desnutrición, por el calor, por no beber suficiente agua... [...] El hijo de ese hombre que falleció, también estaba en la capital. Solo que no hablaba bien español. [...] Entonces, fuimos allá, hablamos con él. Fuimos a la compañía que organiza los funerales. Fuimos allá con él, con el cuerpo. Todo era súper duro y todo muy injusto. [...] Y sí, llegamos a la casa. La única cosa que quieres hacer es llorar. Y ayuda mucho, llorar ayuda muchísimo. Cada persona desarrolla un poco su manera de cómo sobrevivir, como tratar esas experiencias. Que en el*

De plus, les volontaires subissent au quotidien des (5) « **conditions de vie stressantes** ». Ils vivent dans un milieu où le climat est différent et doivent s'habituer à vivre avec peu de confort. Tamara raconte que : « J'ai eu des moments de grande fatigue (surtout quand nous étions peu de personnes dans l'équipe), d'autres moments de fatigue de la manière de vivre des PBI (partager la maison et le travail me paraissait dur)¹⁸⁸. » Stephanie, elle, a témoigné des répercussions sur la santé des volontaires : « Beaucoup ont des problèmes d'estomac, bien sûr, c'est aussi parce que c'est le Guatemala. Mais il y a des choses qui affectent l'estomac. Moi, j'avais une tonne de problèmes. [...] Tous réagissent d'une manière ou d'une autre, ainsi que oui, ça affecte beaucoup¹⁸⁹. » La (6) « **solitude** », due à l'éloignement de ses proches, est également difficile à gérer :

Ils voulaient m'emmener faire un nouvel accompagnement. Et, beaucoup de choses s'accumulent, n'est-ce pas ? J'avais travaillé le samedi précédent et ils voulaient m'enlever mon jour de repos une nouvelle fois. C'était l'anniversaire de ma maman et je n'avais pas parlé avec ma famille depuis trois semaines. Et à chaque fois que je pensais à cet accompagnement que j'allais faire, je me mettais à pleurer¹⁹⁰.

Enfin, les volontaires doivent gérer trois sortes de stress. Le (7) « **stress du travail collectif** », avec des membres d'une équipe qui le sont également. Cela peut se ressentir dans les dynamiques de groupe. Stephanie révèle que :

Par chance, je n'ai pas eu à gérer d'urgences, rien de très dur. Parce que cela affecte le corps des gens. Comme, par exemple, Emanuela, une des nouvelles. Ça faisait un mois qu'elle était ici et elle a dû gérer une urgence et elle se

momento, es súper duro. A mí, me ayudó hablar con mi compañero, llorar juntos. Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

¹⁸⁸ « Tuve momentos de mucho cansancio (especialmente cuando éramos muy pocas personas en el equipo), otros momentos de cansancio hacia la forma de vivir en PBI (compartir casa y trabajo me pareció duro muchas veces). » Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

¹⁸⁹ « Muchos tienen problemas de estómago, bueno al final, sí, también es porque es Guate. Pero hay cosas que afectan el estómago. Yo, yo tenía un montón de problemas. [...] Así que todos reaccionan de alguna forma, así que sí, lo afecta mucho. » Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

¹⁹⁰ *Así que me querían mandar a un momento a un acompañamiento. Y, se acumulan muchas cosas, ¿no? Yo trabajaba el sábado antes, querían quitarme otra vez el día libre. Era el cumpleaños de mi mamá, no había hablado con mi familia en unas tres semanas. Y cada vez que pensé en ese aco que iba a hacer, yo empecé a llorar.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

*sentait mal, elle avait de la fièvre et tout. Elle est restée une journée au lit car elle ne tenait plus le coup*¹⁹¹.

Le (8) « **stress culturel** », provient du manque de familiarisation ou de la fatigue des fonctionnements d'une culture différente. En effet, pour Nuria, le problème principal vient de l'insécurité liée à la présence des bandes criminelles locales :

*Le problème des maras, qui contrôlent les moyens de transport et ça c'est aussi en partie la raison laquelle nous considérons que ce n'est pas recommandable de prendre n'importe quel taxi ou de prendre un bus public dans la ville. Il y a des coups de feux dans les bus ou ils arrêtent les taxis parce qu'ils doivent payer « l'impôt »*¹⁹².

Pour finir, le (9) « **stress institutionnel** », se traduit par la frustration de manquer de ressources et de ne pas pouvoir répondre comme ils le souhaiteraient aux demandes des victimes. Tamara exprime clairement cela : « Il y a eu un autre moment où j'ai ressenti de la frustration pour ne pas pouvoir faire plus, surtout dans la zone du Petén, là où les PBI n'accompagnent pas mais ne font que deux visites de suivi par an¹⁹³... » Tout comme Jan :

*Nous voulions parler des expulsions à Santa Inés, à Santa Cruz. [...] Et bien, lui racontait une autre histoire, « c'est quelque chose d'intracommunautaire ». C'est que l'information change toujours avec chaque acteur. Et oui, c'est un peu frustrant. On est ici, oui, on a un impact mais des fois non, il n'y a pas d'oreilles pour écouter ce que nous avons à dire*¹⁹⁴.

Face à ces facteurs qui peuvent avoir un impact sur la santé mentale des volontaires, il est reconnu que les organisations ont une responsabilité pour minimiser ces derniers. Diverses

¹⁹¹ *Y felizmente de hecho, no he manejado ninguna emergencia, nada tan fuerte. Pero eso afecta bueno, el cuerpo de la gente. Porque, por ejemplo, Emanuela, una de las nuevas de hecho. Llevaba un mes y tenía que manejar la emergencia y se puso mal, con fiebre y todo. Estaba un día ahí en la cama porque pues ya no aguantaba.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

¹⁹² *El tema de los maras, que controlan los medios de transporte y esto es también un poquito la razón porque nosotros consideramos que no es muy recomendable tomar cualquier taxi o tomar un bus público en la ciudad. Hay disparos a buses o paran un taxi porque tiene que pagar "el impuesto".* Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

¹⁹³ « Hubo algún otro momento que sentí frustración por no poder hacer más, especialmente en la zona de Petén en la que PBI no acompaña pero hace dos visitas de seguimiento al año... » Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

¹⁹⁴ *Queremos hablar de desalojo en Santa Inés, en Santa Cruz. [...] Y bueno, él decía otra historia, "bueno es más como algo intracomunitario". Es que bueno, la información siempre cambia con cada actor. Y sí, es un poco frustrante. Estás allí como, sí, hacemos incidencia pero a veces no, no hay orejas para escuchar lo que tenemos que decir.* Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

stratégies peuvent être mises en place, depuis la prévention, jusqu'aux formations ou de l'aide après le volontariat¹⁹⁵. Sur le site internet des PBI, il est mentionné que l'organisation « a élaboré des normes minimales pour fournir un soutien émotionnel aux bénévoles tout au long de leur temps avec les PBI -lors de la préparation, durant leur travail sur le terrain et à leur retour¹⁹⁶. » Comme mentionné précédemment par Stephanie au cours d'un entretien, il y a des sessions sur la santé mentale au Guatemala. Celles-ci aident les volontaires à gérer le stress de leur travail, la cohabitation au sein de l'équipe et à faire face aux situations traumatisantes auxquelles ils sont parfois confrontés durant les accompagnements. Stephanie parle également de l'importance d'avoir au moins une personne de l'équipe en qui elle peut avoir confiance, pour pouvoir lui parler et lui confier ses doutes¹⁹⁷. Ces sessions semblent indispensables : « Et, les sessions pour la santé mentale. [...] Une fois, nous n'avons pas eu de session sur la santé mentale pendant trois mois. Et cela s'est terminé, enfin, il y a eu un conflit entre les personnes de l'équipe et cela aurait peut-être été différent s'il y avait eu un espace pour parler¹⁹⁸. »

Comment est-ce que les PBI réussissent à recruter et maintenir une certaine cohésion entre les volontaires malgré la difficulté du travail demandé, qui de plus, est peu rémunéré ? James Jasper argumente qu'une organisation doit décider entre inciter ses membres avec une récompense monétaire ou une récompense affective¹⁹⁹. Ainsi, selon Traïni, l'identification « des registres émotionnels sont particulièrement utiles à une sociologie des engagements et des mobilisations soucieuse d'interroger les rapports entre états affectifs et processus politiques²⁰⁰. » Les facteurs influençant les volontaires dans leur choix de s'engager seraient alors culturels²⁰¹, psychologiques ou encore émotionnels²⁰². Les « manifestations d'émotions concourent effectivement à l'édification des causes collectives²⁰³ » et serviraient les « visées stratégiques²⁰⁴ » des organisations. Ainsi, « les réactions intenses qui sont éprouvées [...]

¹⁹⁵ MAHONY, Liam. *Proactive Presence...*, op. cit., p. 142.

¹⁹⁶ *We have developed minimum standards for providing emotional support for volunteers throughout their time with PBI -during preparation, field work and reintegration.* PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Volunteer in the field.* [S.d.]

¹⁹⁷ Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

¹⁹⁸ « Y bueno, las sesiones de salud mental. [...] Porque una vez, no hemos tenido durante 3 meses una sesión de salud mental. Y terminó, bueno, llegó a un conflicto entre las personas del equipo y tal vez hubiera sido diferente si antes hubiera el espacio para hablar. » Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

¹⁹⁹ JASPER, James. « A Strategic Approach to Collective Action: Looking for Agency in Social-Movement Choices. » *Mobilization : An International Journal*, 2004, vol. 9, n° 1, p. 7.

²⁰⁰ TRAÏNI, Christophe. « Registres émotionnels et processus politiques. » *Raisons politiques*, 2017, vol. 1, n°65, p. 16.

²⁰¹ JASPER, James. *Protest. A Cultural Introduction to Social Movements.* Cambridge : Polity Press, 2014, 216 p.

²⁰² JASPER, James. « A Strategic Approach... op. cit., p. 11.

²⁰³ TRAÏNI, Christophe. *Émotions... Mobilisation !* Presses de Sciences Po, 2009, p. 13.

²⁰⁴ *Ibid.*, p. 19.

contribuent à transmuier les individus en militants disposés à envisager la cause comme une raison de vivre digne des plus grands sacrifices²⁰⁵ ».

Pour conclure ce premier chapitre, nous avons vu quel est le processus de sélection des potentiel·le·s volontaires. Celui-ci est long et contraignant, à l'image du travail qu'attends les futur·e·s volontaires sur le terrain. Les volontaires sont en grande majorité des européens, et des femmes, qui ont entre 25 et 30 ans. Les PBI doivent justifier leur présence sur le terrain aux autorités locales. Il semblerait que les principes de la non-violence et la non-ingérence généreraient une sorte de confiance, car non-armées, elles ne sont pas une menace directe pour les acteurs locaux. La théorie de la dissuasion se base sur le principe que les autorités ne souhaiteraient pas avoir une « mauvaise presse » et de ce fait, elles ne chercheraient pas à ennuyer les volontaires par peur de répercussions politiques. Enfin, nous avons vu quel est le travail quotidien des volontaires sur le terrain et les difficultés qui y sont liées. L'impact psychologique de leur travail n'est pas négligeable. Les volontaires seraient alors motivés pour réaliser ce volontariat difficile physiquement et psychologiquement grâce à des facteurs culturels et émotionnels. Après avoir défini les motivations des volontaires, dans le chapitre suivant nous allons tenter de comprendre quelles sont les raisons pour lesquelles les défenseur·e·s des droits humains font appel à l'accompagnement des Brigades de Paix Internationales.

²⁰⁵ *Ibid.*, p. 20.

CHAPITRE 2 - L'intervention civile de paix : accompagner les défenseur·e·s des droits humains guatémaltèques menacé·e·s

I. Défendre les droits humains, une activité à haut risque

A) (Sur)vivre au quotidien avec les menaces

Nous sommes persécutés, menacés et bien des fois... assassinés²⁰⁶.

Comme mentionné précédemment, la Unidad de Protección a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos en Guatemala (UDEFEHUGUA) dénonce « la diffamation, criminalisation et persécution²⁰⁷ » des défenseur·e·s des droits humains au Guatemala. Un rapport publié par Amnesty International en 2016 sur la situation des défenseur·e·s au Honduras et au Guatemala révèle les mêmes faits. D'après eux, la doctrine de « l'ennemi interne » était déjà utilisée comme excuse pour justifier les agissements des gouvernements qui se sont succédés durant le conflit armé interne pour dénoncer les groupes insurgés, ou encore les intellectuels, artistes ou leaders syndicaux.... En bref, toute personne en opposition avec le discours officiel du gouvernement en place. Aujourd'hui encore, cette doctrine est utilisée contre les défenseur·e·s qui souhaitent protéger leur territoire, la terre et l'environnement. Ils seraient alors décrits comme « opposants au développement », « guérilleros », « communistes » ou encore « terroristes »²⁰⁸.

L'accompagnement des défenseur·e·s par les PBI a commencé en 1983, alors que le conflit armé interne avait lieu. Il semble important de rappeler ce qu'ont vécu les survivants du génocide. Lors de mon séjour dans la Communauté Primavera del Ixcán, Gabino, Ramírez et Lotario m'ont raconté leur histoire :

A partir de 1980 à 1981, l'armée commence déjà à exterminer des villages entiers. Là où il y avait toute la population, surtout ici à Ixcán, à la frontière.

²⁰⁶ *Somos perseguidos, amenazados y muchas veces... asesinados.* Berenice Celeita, intervention à l'IHEAL, 16/03/2017.

²⁰⁷ Traduction de l'auteur. UDEFEGUA. *Guatemala... op. cit.*, p. 22.

²⁰⁸ AMNESTÍA INTERNACIONAL. *Defendemos la tierra con nuestra sangre.* Londres : Amnesty International, 2016, p. 22-23.

Beaucoup sont allés à leur village d'origine, beaucoup ont traversé la frontière, ils sont partis en tant que réfugiés. Mais après l'armée est revenue en 1982, l'armée est revenue pour faire un massacre. Elle n'est pas seulement allée dans les coopératives mais aussi ici, à Cuarto Pueblo. Ici, environ 450 personnes... Un dimanche, du mois de mars 1982. Les gens étaient à la place où ils vendent de tout. [...] Alors quand l'armée est arrivée et a encerclé le marché, tous les gens étaient bloqués là-bas. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Ils ont séparé les personnes âgées, les hommes, les femmes, les jeunes hommes, les jeunes femmes et les enfants. Il y a eu des viols, surtout contre les femmes. Et les enfants aussi, ils leur ont coupé les têtes contre des maisons. Ils y ont mis le feu. Les 450 personnes ont été brûlées... C'est là qu'a commencé le massacre. Et nous, une poignée de personnes, nous sommes restés pour défendre la vie dans la montagne. Et à partir de 1983, se créent les communautés et populations en résistance. Nous sommes restés, nous ne voulions pas abandonner nos terres et nous nous sommes organisés à partir de cette année, de 1983 à 1985. La vie était difficile car nous avons dû apprendre beaucoup de choses, surtout sur l'armée. L'armée ne faisait pas que patrouiller, elle a essayé plusieurs fois d'en finir avec nous, en avion, en hélicoptère [...] Alors à partir de 1984-1985 jusqu'à 1986, l'armée a commencé à éradiquer le maïs. [...] Ils arrivaient et taillaient tout et nous n'avions plus d'aliments. [...] Et comme l'armée avait dans sa tête, elle publiait que toutes les personnes qui vivaient dans la montagne étaient des guérilleros. Mais ce n'était pas vrai, c'est la population. Nous, nous sommes la population civile²⁰⁹.

L'oppression de l'armée avait un nom, n'est-ce pas. Et là où nous étions, dans l'Ixcán, entre 8000, 10 000, jusqu'à 12 000 membres de l'armée venaient nous persécuter. Par chance, ils n'ont pas eu nos vies. Parce que l'idée était d'en finir avec nous, mais ils n'ont pas réussi²¹⁰.

²⁰⁹ *A partir del 80, a 81, es donde ya el ejército empezó a masacrar aldeas completas. Entonces, donde, toda la población sobre todo aquí parte del Ixcán, en la frontera. Muchos se fueron a su pueblo de origen, muchos cruzaron la frontera, se fueron como refugiados. Pero luego cuando regresó el ejército a partir del 82, al final del 82, ya regresó el ejército a masacrar. Ya no solo llegó en las cooperativas nuevas sino es donde actúes aquí en Cuarto Pueblo. Así, no más de 450 personas... Un día domingo, mes de marzo, del 82. La gente estaba en la plaza donde venden todo. [...] Entonces cuando el ejército rodeó el mercado, allí se quedó toda la gente. Que hicieron? Apartaron los ancianos, hombres, mujeres muy aparte, los jóvenes hombres aparte, mujeres aparte y los niños aparte. Hubo violaciones, sobre todo a las mujeres. Y los niños igual, les quitaron la cabeza contra casas y lo terminaron. Prendieron fuego. Fueron quemadas las 450 personas... Allí empezó ya la masacre. Y nosotros como un puño de personas nos quedamos defendiendo la vida bajo la montaña. Y a partir del 83, surgen directamente ya las comunidades y población en resistencia. Nos quedamos, bueno, no quisimos abandonar nuestra tierra y nos organizamos a partir de esa, de ese año, del 83 a 85. Donde fue un poco difícil la vida porque tuvimos que aprender muchas cosas, sobre todo ante el ejército. El ejército no solamente patrulló sino que hizo varios intentos para como terminarnos, en aviones, en helicóptero [...] Entonces a partir del 84-85 a 86, donde empezó el ejército a terminar con la milpa. [...] Llegaba a machetear todo y ya no podemos tener alimentos. [...] Y como el ejército tuvo en su mente, tuvo publicando que toda la gente que estaba bajo la montaña es un guerrillero. Pero no era cierto, es población. Nosotros somos población civil. Entretien avec Gabino, Ramírez et Lotario, 07/06/2017.*

²¹⁰ *La opresión del ejército tenía un nombre, verdad. Y en la área donde estamos, en la área del Ixcán, entraba entre 8000, 10 000, hasta 12 000 elementos del ejército a perseguirnos. Pero bueno, afortunadamente, no nos terminaron. Porque la idea era terminarnos, pero no nos terminaron. Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.*

Durant le conflit armé interne, les populations autochtones ont été la cible de l'armée et ont subi un génocide. Comme il est mentionné dans le premier extrait d'un entretien, l'armée assimilait ceux qui avaient fui et s'étaient réfugiés dans les montagnes à des membres de guérillas. Dans un entretien, Marcos Ramírez Vargas, de la Communauté Primavera del Ixcán, dénonce les violations des droits humains qu'ils ont subi :

Le fait de brûler, de détruire notre production, est une grave violation aux droits humains parce qu'ils nous privent de nourriture. Le fait que l'armée nous ait encerclé et ne nous permet pas la libre circulation, le commerce et autres, est également une grave violation aux droits humains. [...] C'est-à-dire, par exemple moi, j'ai perdu mon père, ma mère, mon frère, l'État devrait reconnaître cela économiquement. Même s'il est clair que personne, personne, personne dans le monde ne peut acheter une vie. Personne. Et nous aussi en tant que victimes, nous ne pouvons pas dire « rend moi mon père, même si tu l'as tué, rend le moi et voilà ». Ce n'est pas possible. Il est mort, mort brûlé, torturé, quoi qu'il en soit, il est mort. Mais l'État devrait au moins reconnaître économiquement une partie de ce préjudice²¹¹.

Maintenant, et bien, nous n'avons plus de menaces aussi fortes mais dans les communautés où ils commencent à construire des barrages par exemple, il y a des problèmes très durs. Il y a des persécutions, des enlèvements, des détentions et même des assassinats. [...] Alors, nous nous rendons compte que nos gouvernements, où moment où ils ont signé les Accords de paix, ils n'ont pas signé les Accords de paix de bonne volonté. Au contraire, ils ont signé les Accords de paix seulement pour nous aveugler, car leur plan était de permettre des investissements de la part de grandes entreprises²¹².

En effet, durant les entretiens réalisés avec défenseur·e·s des droits humains, beaucoup parlaient également de leurs soupçons quant à la motivation du gouvernement à signer les Accords de paix.

²¹¹ *Con el hecho de quemar, destruir nuestra producción, es una grave violación a los DDHH porque están quitando nuestro alimento. Con el hecho de ponernos un círculo militar y no permitir nuestra circulación libre, el comercio y todo eso, también es una grave violación a los DDHH. [...] Es decir, por ejemplo yo, como perdí mi papá, mi mamá, mi hermano, se supone que el Estado me tiene que reconocer económicamente. Aunque estamos claritos que no, que nadie, nadie, nadie en el mundo puede comprar una vida. Nadie. Y entonces nosotros también como víctimas, no podemos decir bueno "regresa mi papá aunque lo mataste, regrésamelo y ya". No se puede. Murió, murió como sea, quemado, torturado, como sea, ya murió. Pero por lo menos el Estado debe reconocer económicamente parte de este daño. Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.*

²¹² *Ahora, pues bueno, no tenemos amenaza muy fuerte pero las comunidades donde se empiezan a construir las represas por ejemplo, tienen problemas muy fuertes. Hay persecución, hay secuestro, hay encarcelamiento e incluso hay asesinatos. [...] Entonces nos damos cuenta que nuestros gobiernos en el momento en que firmaron los Acuerdos de paz, no firmaron los Acuerdos de paz con muy buena voluntad. Sino más bien firmaron los Acuerdos de paz solo para tapar nuestros ojos porque su plan era llevar las inversiones de grandes empresas. Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.*

Les défenseur·e·s du territoire, de la terre et de l'environnement dénoncent les violations auxquelles ils font face. D'après Ruben Samayoa, du Consejo de Pueblos K'iche's, les entreprises sont à la source des problèmes :

Alors le gouvernement... Les entreprises sont celles qui tuent. Les entreprises sont celles... Les entreprises tiennent le Guatemala comme une clinique, une clinique qui est leur propriété et nous comme habitants, comme des singes. Alors nous devons... ça c'est ce qu'ils n'aiment pas quand ils nous voient. Et il y a des camarades qu'ils ont mis en prison parce qu'ils défendent la mère nature, la terre et le territoire. Des camarades se sont battus. Ils se sont battus et ils ont fait une diffamation et les ont emprisonnés durant presque deux ans. Et quand ils se sont rendu compte qu'il n'y avait pas de charges, ils les ont libérés. Alors voilà ce qui se passe dans notre pays. La situation est très difficile. Et... il y a aussi des camarades qu'ils ont éliminé physiquement, ils les ont tué, parce qu'ils n'aiment pas comment nous parlons²¹³.

Carlos Morales, de la Unión Verapacense de Organizaciones Campesinas, parle également de nombreux cas d'emprisonnements non-justifiés de défenseur·e·s dans le but de leur faire peur pour qu'ils arrêtent leurs activités :

Alors dans cette situation, nos morts... A chaque fois que nous parvenons à quelque chose c'est après que soient décédés des frères et des sœurs... Toujours, toujours. Ils ont été emprisonnés, comme dans le cas de la communauté de la Primavera²¹⁴, où ils ont emprisonné 48 camarades. Les sortir de ce processus demande beaucoup de temps et d'argent. Et les mandats d'arrêt, comme ils restent dans les archives, la police revient les arrêter. Et on doit les aider à nouveau. Les morts... Ce sont des criminels qui les tuent, ces criminels, comme ces soldats préparés à tuer. Parce que dans deux cas de la Primavera, ils ont tué des personnes âgées, de 80 ans. Mais vraiment de la torture. Ça c'est pour montrer à la communauté ce qui va leur passer à tous. Alors, à ces camarades, ils ont fini par tout leur détruire²¹⁵.

²¹³ *El gobierno pues prácticamente... Los empresarios son los que matan. Los empresarios son los... Los empresarios tienen Guatemala como una clínica, una clínica que es su propiedad y nosotros como habitante, como los mozos. Entonces tenemos que... eso es lo que no les gustan ellos cuando nos ven. Y hay compañeros que los han metido a la cárcel porque defienden la madre naturaleza, tierra y territorio. Estuvieron compañeros luchando. Estuvieron luchando y les hicieron una calumnia y los tuvieron presos durante casi dos años. Y cuando vieron que no había delito, les dejaron libre. Entonces prácticamente eso es lo que pasa en nuestro país. Está muy dura la situación. Y... también ha tenido compañeros que los han eliminado físicamente, los han matado, porque no les gusta como hablamos.* Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

²¹⁴ Cette communauté Primavera est différente de celle mentionnée auparavant. La communauté Primavera del Ixcán est située dans la région du Quiché, tandis que celle accompagnée par l'UVOC se trouve dans la région de l'Alta Verapaz.

²¹⁵ *Entonces en esa situación, nuestros muertos... Siempre que logramos algo, es después de que cayeron hermanos o hermanas muertos... Siempre, siempre. Han sido encarcelados, como la comunidad de la Primavera, fueron encarcelados 48 compañeros y compañeras. Sacar, quitarles ese proceso, lleva mucho tiempo y mucho dinero. Y con esta, de que los quitamos las ordenes de captura. Al rato, como no se borran, la misma policía les vuelve a capturar. Tenemos que acudir otra vez. Bueno... Los muertos... Los matan gente criminal, o sea son criminales, como estos soldados preparados para matar. Porque los dos casos de la Primavera fueron torturados los ancianos, de 80 años. Pero tortura. Eso es para demostrar a la comunidad que es lo que va a pasar a todos. Entonces a estos compañeros, les destrozaron todo últimamente.* Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.

Carlos Morales dénonce aussi les menaces de mort et l'inaction de l'État :

Il y a sans arrêt des menaces de mort, par la présence de voiture, de personnes inconnues, par téléphone, par écrit. Ils viennent et jettent des lettres. Et nous portons plainte et il n'y a pas de réponse du Ministère public. Nous sommes condamnés. C'est la situation de l'équipe dirigeante des leaders de l'UVOG. [...] C'est ce que font les entreprises, les entreprises qui organisent des personnes pour tuer. [...] Et ils corrompent [...] C'est-à-dire que quand la plainte est déposée, « regardez, il y a un groupe armé qui est arrivé et qui a tué ». Que dit la police ? « Ils se confrontent entre paysans. » Et le Ministère public ? « Entre paysans. » [...] Alors je crois que l'État est corrompu, l'État est séquestré. Les trois pouvoirs de l'État sont endormis. Ce qu'ils veulent c'est voir comment créer de la richesse, comment arriver à rompre cette barrière à laquelle ils font face²¹⁶.

Les défenseur·e·s doivent faire face à des cas de diffamation à vouloir protéger les droits humains. Jorge Luis Morales, frère de Carlos Morales et avocat de l'UVOG, pense que cela vient de la culture politique guatémaltèque :

Oui, il y a, il y a eu des prisonniers, des personnes persécutées... Et dans le cas ici de la diffamation c'est seulement le fait d'être dirigeant ou bien d'être le porte-parole des paysans. Eux disent au public que « ils sont les promoteurs de tout ça ». Parce qu'au Guatemala il manque encore, nous n'avons pas, il n'y a pas de culture qui traite des thématiques des droits des personnes de manière égalitaire, que ce soit au Ministère public, dans les tribunaux, toutes les autorités, même le Procureur des droits humains. Ils répondent uniquement aux intérêts des personnes qui ont le pouvoir²¹⁷.

Ils font également face à la discrimination. Dans un entretien, Jorge Luis Morales, racontait une de ses premières expériences en tant qu'avocat :

²¹⁶ *Hay amenazas de muerte a cada rato, vía presencia de carros, de gente desconocida, vía telefónica, vía papeles. Van y tiran cartas. Y ponemos las denuncias y no hay ni una respuesta del Ministerio público. O sea que estamos condenados. Es la situación de la dirigencia de los líderes de UVOG. [...] Entonces esto lo están haciendo las empresas, empresas están organizando gente para matar. [...] Y están cooptando [...] O sea cuando se pone la queja, "Miren, fíjense que un grupo armado llegó a la comunidad y mató". Que dice la policía? "Se están enfrentando entre campesinos." El MP? "Entre campesinos." [...] Entonces yo creo que el Estado esta cooptado, el Estado está secuestrado. Los tres poderes del Estado están dormidos. Ello, lo que están viendo es cómo hacer riqueza, como lograr romper esa barrera que se ha puesto ahorita. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.*

²¹⁷ *Pero, sí, hay, hubieron prisioneros, hubieron perseguidos, hubieron gente... Y el caso ahí es la criminalización porque el solo hecho de ser dirigente, el solo hecho de los voceros de los campesinos. Eso ya lo ubican en un plano público, en donde dicen "ellos son los promotores de todo eso". Porque en Guatemala todavía falta, no tenemos, no hay una cultura de tratar los temas de los derechos de las personas de una manera igual, tanto el Ministerio público, juzgados, autoridades de todo tipo, e incluida la PDH. Únicamente responden a los intereses de las personas que manejan el poder. Entretien avec Jorge Luis Morales, 23/06/2017.*

Je me rappelle de la première fois que je suis allé à une réunion à Salamá, avec ma carte d'avocat. Les personnes étaient réunies [...] La manière de commencer la réunion est avec « nous allons nous présenter ». Alors on a commencé. Et celle qui se présenta la première était la gouverneure. « Et vous, qui êtes-vous ? », me dit-elle. « Je suis l'avocat des paysans qui sont ici. » Et alors elle a réagi d'une manière horriblement violente. « VOUS ! Vous êtes l'avocat de ces sans-honte, ces ordures, ces voleurs de terres, ces fils de... » Et nous commençons à peine l'étape de présentation²¹⁸.

Florentina Pol, du Consejo de Pueblos K'iche's', m'a raconté la fois où elle était à la place centrale de la ville de Santa Cruz Quiché, des personnes de la mairie se sont rapprochées d'elle et lui ont dit : « Ah ces personnes du Consejo, ils sont moches, ils sont seulement bons pour critiquer, ils ne font rien²¹⁹ ». Florentina est la première défenseure que j'ai rencontrée durant mon terrain de recherche. Elle commença par me raconter son histoire personnelle. Dans son village, des personnes volaient les habitants et elle a entendu parler du travail du Consejo de Pueblos K'iche's'. Elle se passionna par la défense des droits humains et en particulier des droits des femmes. Dans son travail en tant que défenseure, elle accompagne de nombreux cas de violences contre les femmes et les enfants²²⁰. Tout comme le souligne le rapport d'Amnesty International, les attaques contre les défenseures ont un impact différencié à cause de leur genre²²¹, de plus, elles sont également victimes de discrimination raciale. Lolita Chávez, qui appartient aussi au CPK, raconta à Amnesty International comment les personnes la qualifie de « conflictuelle » et « fauteuse de troubles ». Le machisme, encore bien ancré dans la culture guatémaltèque, fait que ces femmes sont considérées comme incapables d'être de véritables leaders. Des défenseures ont également témoigné que leur activité mettait en danger leurs relations sentimentales²²². Florentina me disait que son mari ne supportait pas son engagement et l'a quittée, elle, et ses enfants²²³. Les femmes défenseures font face à des préoccupations supplémentaires, comme me l'a expliqué Florentina quand elle m'a rejoint à mon hôtel pour réaliser l'entretien :

²¹⁸ *Yo recuerdo una vez que iba por primera vez a una reunión en Salamá, con mi cartón de abogado. Y estaban, se reunió la gente [...] La primera forma de entrar en el tema es "vamos a hacer la presentación". Entonces empezamos pues. Y la que se identificó primero fue la gobernadora. "Y usted quién es?", me dijo. "Pues yo soy el abogado de los campesinos que están acá." Entonces ella de verdad reaccionó de una forma horriblemente violenta. "USTED! Es el abogado de esos sin vergüenzas, desgraciados, de esos roba tierras, de esos aquí, de esos hijo..." Y apenas estábamos en una etapa de presentación.* Entretien avec Jorge Luis Morales, 23/06/2017.

²¹⁹ *Como que "Oy, no, esas personas del Consejo, son feos, solo son buenos para criticar, no hacen nada".* Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

²²⁰ Pourtant, l'espagnol n'est pas sa langue maternelle de Florentina ne sait ni lire, ni écrire. Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

²²¹ AMNESTY INTERNATIONAL. *Deadly but Preventable Attacks. Killings and Enforced Disappearances of Those Who Defend Human Rights*. Londres : Amnesty International, 2017, p. 15.

²²² AMNESTÍA INTERNACIONAL. *Defendemos la tierra...*, op. cit., p. 47.

²²³ Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

Je suis rentrée ici. Les gens qui sont dans la rue, une voisine, une personne, me voit rentrer dans l'hôtel. « Ah, cette Florentina est allée dans un hôtel, avec un homme là-bas. » Les gens... c'est ça aussi qui nous a coûté beaucoup. Parce que la camarade Lolita, quand ils ont commencé à attaquer. C'est ce qu'ils allaient dire à son mari. Et elle lui disait que non. [...] De là viennent les problèmes de séparations des couples. Les problèmes dans la famille affectent les enfants. Regarde, moi, je suis avec vous ici mais je m'imagine déjà ce que disent les gens. Alors, de là viennent les problèmes contre nous²²⁴.

Dans une société profondément machiste et très religieuse, les défenseur·e·s des droits des LGBTI (Lesbienne, Gay, Bisexuel·le, Transgenre (ou Transsexuel·le) et Intersexe) font aussi face à de nombreuses discriminations, menaces de morts et assassinats.

En 1997, en octobre 1997, ils ont exécuté extrajudiciairement une associée d'OASIS, qui était une femme transsexuelle. [...] Quand ils ont tué Conchita, nous l'appelions comme cela, même si elle utilisait généralement son nom, Luis Palencia. [...] Les soldats de l'armée guatémaltèque l'ont exécuté extrajudiciairement, à l'angle de la rue où se trouve OASIS²²⁵.

Qu'est-ce qui se passe dans un pays machiste, raciste et homophobe ? Des crimes haineux se produisent, des crimes haineux au cours desquels mon assistance a disparue. Et mon assistance était une défenseuse des droits humains. Et qui l'a tuée ? Quatre policiers de la Police nationale civile²²⁶.

Me dit-il en parlant de l'assassinat de Paulina, transsexuelle également, en 2005.

Les défenseur·e·s des droits humains sont les cibles d'intimidations, menaces de mort et assassinats. Ils dénoncent l'inaction de l'État et le fait que les autorités étatiques soient à l'origine de ces menaces. Dans la sous-partie suivante, nous verrons quel est l'évènement traumatisant qui poussa ces personnes à faire appel à l'accompagnement des PBI.

²²⁴ *Por lo menos, ahorita entré aquí en ese lugar. La gente que está en la calle, alguna vecina, alguna persona, me ve aquí entrando en un hotel. "Ah esta Florentina se metió ahí en ese hotel, a meterse con un hombre allí". La gente... eso es lo que también nos ha costado mucho. Porque a la compañera Lolita, cuando empezaron a atacar. Eso, le iban a decir a su esposo. Y a veces ella, pero le dice no. [...] No puede tener ese rencor allí porque vienen los problemas, de separación de parejas. Problemas en la familia, los niños afectan. Mire, yo ahorita con usted estoy, pero ya me imagino la gente. Entonces, de allí vienen los problemas en contra de nosotras.* Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

²²⁵ *En 1997, en octubre 1997, pasaron ejecutando extrajudicialmente a una asociada de OASIS, que era una mujer trans. [...] Cuando nos matan a la Conchita, así lo decíamos, así se decía ella aunque generalmente ella usaba su nombre de Luis Palencia. [...] Y la pasaron ejecutando extrajudicialmente los soldados del ejército de Guatemala en la puerta de OASIS, en la esquina de la puerta de OASIS.* Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

²²⁶ *¿Qué es lo que pasa en un país machista, racista y homofóbico? Se generan crimines de odio, crimines de odio, entre los cuales mi asistente se fue. Y mi asistente era una defensora de Derechos humanos. ¿Y quiénes la mataron? Fueron cuatro policías de la Policía nacional civil.* Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

B) « La fois de trop » : demander un accompagnement lorsque la situation n'est plus supportable

Ils m'attaquaient tout le temps. Une fois, ils ont tiré sur moi et ils m'ont séquestré²²⁷.

Revenons une nouvelle fois à la communauté de population en résistance, formée par des personnes ayant survécu au génocide. La communauté internationale avait les yeux rivés sur le Guatemala lorsque les PBI ont commencé leur travail d'accompagnement avec celles et ceux qui demandaient justice. Les PBI étaient présentes sur place et les ont aidés avant, pendant et après la signature des Accords de paix.

En 1985, une délégation est partie en Europe pour parler de notre existence, en tant que communauté mais aussi sur la situation qui se vivait au Guatemala. Depuis 1985, les comités de solidarité européens, les ONG, ont commencé à nous accompagner. Certains directement depuis là où se passait la guerre, sur le terrain où nous vivions. D'autres depuis l'extérieur. [...] Et bien, nous avons accompli des progrès considérables, historiques pour nous. Ainsi, dans toutes ces trajectoires, que ce soit les négociations ou les mobilisations, nous avons l'accompagnement international et national, dont celui des Brigades de Paix Internationales²²⁸.

Parce qu'ils nous ont accompagné depuis un certain temps. Il y a des gens qui sont avec nous depuis les montagnes. Ils ont cet intérêt pour la lutte que nous portons. [...] Parce que si c'est seulement nous, s'il n'y a pas cette aide des Brigades de Paix, on ne peut rien faire. Mais avec eux, ce sont eux qui nous donne vie, qui nous aide, ils nous prêtent des documents, ils font des publications et tout²²⁹.

En mars 2017, Berenice Celeita, une défenseure des droits humains colombienne, fut invitée à participer à une tournée de plaidoyer avec Marcos Ramírez Vargas, pour parler des Accords de

²²⁷ *A mí me viven atacando todo el tiempo. A mí me metieron disparos una vez y me secuestraron.* Entretien avec Jorge López Sologaistoa, 11/05/2017.

²²⁸ *En el 1985, una delegación salió a Europa para venir a divulgar nuestra existencia, como comunidad pero también la situación que se vivía en Guatemala. Podemos decir que desde el año 1985, los comités de solidaridad de Europa, ONGs, nos empezaron a acompañar. Unos directamente en el área de guerra digamos, en el terreno donde vivíamos. Otros desde el exterior. [...] Y, bueno, fueron grandes logros, históricos para nosotros. Y entonces en todos estos trayectos, tanto en las negociaciones y las movilizaciones, teníamos el acompañamiento internacional y nacional, entre es estaba Brigadas de Paz.* Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.

²²⁹ *Porque nos han venido acompañando desde un principio. Hay gente, desde las montañas están. Están con ese interés, por la lucha que llevamos. [...] Porque si solo nosotros, si no hay ese apoyo de Brigadas de paz, no podemos hacer. Pero con ellos, ellos son los que nos dan vida, nos apoye, presentan documentos, hacen publicaciones y todo.* Entretien avec Gabino, Ramírez et Lotario, 07/06/2017.

paix dans leurs pays respectifs. Elle bénéficie d'un accompagnement par les PBI depuis trente ans. Dans un entretien, elle témoigne du conflit armé, qui dans les années 1980 et 1990 touchait particulièrement les secteurs sociaux organisés. Lorsque les PBI arrivent en Colombie, en 1984, ils ont évalué quels étaient les projets les plus vulnérables. Berenice travaillait dans une de ces organisations, l'association Minga et elle fut accompagnée à partir de 1987 :

Je suis partie de Minga et j'étais vulnérable. Parce qu'au moment où j'ai quitté Minga, il y avait beaucoup de menaces et une situation de persécution contre moi et contre mes proches. Alors, les Brigades ont décidé de m'accompagner en tant que personne. Et ils continuèrent de m'accompagner pour mon travail en tant que défenseure des droits humains. Moi, à cause des menaces dans cette partie du pays, je suis partie dans le sud occidental. Là-bas, ils ont continué à m'accompagner pendant deux ou trois ans dans les communautés. Et après, ils ont étendu l'accompagnement à tout Nomadesc²³⁰.

En 2004, à Cali, j'ai souffert d'un plan d'extermination [...] qui s'appelle « Opération Dragon ». L'Opération Dragon est un plan d'extermination contre les défenseurs des droits humains [par] des tueurs à gage. A ce moment-là, j'étais accompagnée par deux personnes des PBI jour et nuit pour pouvoir continuer mon travail de défenseure des droits humains. Et pour ne pas avoir besoin de partir en exil dans un autre pays ou de demander une protection armée à l'État²³¹.

Le second projet centroaméricain, actuellement en place, se trouve au Honduras. Bien plus récent que le projet au Guatemala, il fut créé à la suite du coup d'État de 2009. Nuria Frey, ancienne volontaire au Honduras, m'explique qu'en juillet 2010 : « Parce les PBI travaillent seulement lorsqu'il y a des pétitions, une plateforme d'organisations pour les droits humains et du mouvement social firent une pétition²³². » Elles souhaitaient qu'un projet soit mis en place dans le pays. En 2011 et 2012, les PBI ont organisé des missions exploratoires pour rencontrer différents acteurs. L'ouverture du projet PBI Honduras leur paraissait réalisable. Le bureau des PBI Honduras ouvra en novembre 2013 et les premiers accompagnements prirent place en mai

²³⁰ *Y luego yo salgo de Minga y por mi vulnerabilidad. Porque en el momento que yo salgo de Minga pues había muchas amenazas, mucha situación de persecución contra mí tanto contra personas cercanas. Entonces Brigadas decide acompañarme como persona. Y continúa acompañándome en mi labor de defensora de DDHH. Yo, por motivo de amenaza en esa parte del país, salgo hacia el sur occidente. Allí me continúan acompañando como dos, tres años en la labor de acompañarme en las comunidades. Y luego, define ya el acompañamiento a todo Nomadesc. Entretien avec Berenice Celeita, 17/03/2017.*

²³¹ *En el año 2004, en Cali, he sufrido de un plan de exterminio [...] llamado "Operación Dragón". Operación Dragón era un plan de exterminio contra los defensores de Derechos humanos. [...] sicarios. En este momento, PBI dispuso de dos personas que me acompañaban día y noche para poder realizar mi labor de defensora de Derechos humanos. Y no tener que ir al exilio a otro país o buscar protección armada por parte del Estado. Berenice Celeita, intervention à l'IHEAL, 16/03/2017.*

²³² Entretien avec Nuria Frey, 10/02/2017.

2014. La situation dans ce pays voisin est tout aussi délicate, comme me l'expliqua Guillermo López Lone, de l'Association des Juges pour la Démocratie au Honduras, destitué de son poste après avoir dénoncé le coup d'État de 2009. Il a alors fait appel à la Cour interaméricaine des droits de l'homme. En octobre 2015, celle-ci a ordonné au gouvernement hondurien de lui rendre son poste et de l'indemniser. Pour l'instant, rien n'a été fait et les PBI continuent de parler de son cas, notamment lors de sa tournée de plaidoyer en Europe organisée en décembre 2016²³³.

Durant les entretiens, des défenseurs guatémaltèques m'ont parlé des menaces qu'ils ont subies. Ruben, du Consejo de Pueblos K'iche's', raconte le moment où Lolita Chávez a dû sortir du pays pour des raisons de sécurité. En marchant dans un parc, il a entendu des employés municipaux dire que « il y en a une qui est partie, celui-là devrait partir aussi ». Des personnes l'ont intimidé, chaque nuit, pendant un mois. Elles venaient et tapaient contre le mur de sa maison, ce fut un moment difficile pour le défenseur des droits humains²³⁴. Lors de ma visite au bureau de l'UVOC, Carlos Morales me raconta également, avec beaucoup d'émotion, qu'il recevait des menaces de mort. Il espérait que celles-ci ne se matérialisent jamais, jusqu'au jour où des hommes sont arrivés à Santa Cruz Verapaz. Grâce à des connaissances qui lui ont recommandé les PBI, il a sollicité leur accompagnement :

La situation était tellement difficile. J'étais à peu de choses près à ce qu'ils me tuent... plusieurs fois. J'ai échappé à la mort. Après la signature de la paix, la situation est devenue compliquée. Alors, du fait que j'étais à la tête de l'organisation, leur but était de m'assassiner moi et ma famille. A un moment, mon nom est apparu sur une liste de personnes qu'ils tuaient ici dans la région. Des personnes mourraient presque tous les jours, tous les jours ou tous les deux jours. Ils tuaient, ils tuaient, ils tuaient, ils tuaient au parc, ils tuaient ici, ils tuaient au croisement. Nous avons dû nous sauver, des fois en plein milieu de la nuit, sous la pluie. Alors quand nous nous sommes rendus compte de la situation, qu'il y avait des rumeurs comme quoi ils allaient me tuer. Parce que même les chauffeurs de taxi me disaient « Vous êtes Don Carlos ? Faites attention, faites attention, ils vont vous tuer. » [...] Alors quand moi j'avais encore, je ne sais pas, toujours un peu d'espoir qu'il ne se passe rien.

Il se trouve que ce jour-là, au parc, il y avait quatre types avec des lunettes sombres et tout, demandant où étaient les bureaux de l'organisation. Quand cela arrive, un ami m'appelle : « Carlos, prépare-toi parce qu'ils sont ici. » C'est de là qu'arrivent les PBI. Parce que, moi je ne connaissais pas PBI mais mes amis qui connaissaient PBI ont parlé avec PBI. Et PBI, toujours avec cette attention disait « oui, mais nous n'y allons pas si lui-même ne dit pas oui à l'accompagnement. » Les PBI ont vu que j'avais beaucoup d'amitiés avec

²³³ Entretien avec Guillermo López Lone, 04/12/2016.

²³⁴ Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

des personnes qu'ils connaissaient. Alors, ils ont décidé de m'envoyer un portfolio. Pour qu'un papier arrive jusqu'à moi, c'était difficile, mais le portfolio est arrivé. Alors moi j'ai dit « du moment que je suis vivant, j'ai besoin de l'accompagnement. » C'est à partir de là qu'arrivent les PBI et... la nécessité d'être vivant²³⁵.

En plus des menaces de mort, les défenseur·e·s font face à des cas de diffamation très graves, comme dans le cas de Jorge López Sologaitoa, qui témoigne :

Néanmoins, quelques semaines après, ils ont commencé des opérations très dures du Ministère public. Partout où ils allaient, ils interrogeaient les femmes trans dans la rue. Et cela se voyait que c'était quelque chose de très spécial pour trouver les personnes qui avaient essayé d'assassiner Leila. Et qui était Leila ? Une autre femme trans comme toutes celles qu'ils tuent tout le temps. Alors, c'était un peu bizarre que le Ministère public face des investigations très précises.

Une autre nuit, des femmes trans viennent me voir et me disent « Jorge, ils nous violent nos droits. » « Et qui est-ce ? » « C'est une femme grande, mince, aux cheveux noirs et longs, qui a un Pickup gris, mais je ne me souviens pas du numéro d'immatriculation. Elle arrive et ils nous frappent, ils nous prennent en photo, ils nous obligent à faire des déclarations de choses que nous n'avons pas faites. » Je ne savais pas si c'était vrai ou pas mais qu'est-ce que je dois faire après avoir entendu cela ? Dénoncer. Et alors, le jour suivant, je vais au Ministère public et je dépose une plainte. J'étais sûre que j'avais bien fait mon travail. [...]

Après, je suis parti faire une tournée de plaidoyer, avec les Brigades de Paix justement. Pour parler de l'exécution extrajudiciaire de Paulina, mon assistante. [...] Et en fait, sans m'en rendre compte, je me suis mis entre le procureur et son réseau de narcotrafic. [...] Parce qu'elle m'a accusé à tort. Moi, défenseur des droits humains²³⁶.

²³⁵ *La situación estaba demasiado fuerte. Estuve al punto de que me mataran... varias veces. He escapado de morir. Pero, y después de la firma de la paz, se me puso muy difícil la situación. Entonces, la situación por ser el cabeza de la organización era de exterminarme y mi familia. Acabaron. Y fue un momento en que aparecí un listado de gente que estaba matando aquí en la región. Moría casi cada, cada día, cada dos días. Mataban, mataban, mataban, mataban en el parque, mataban aquí, mataban en el cruce. Nosotros tuvimos que huir a veces a la media noche con mi familia y bajo lluvia, lluvia. Entonces que, cuando vimos la situación, y había rumores que me iban a matar. Porque los mismos taxistas me decían "Usted es Don Carlos? Cuidense, cuidense, a usted le van a matar". [...] Entonces cuando yo tenía, no sé, como todavía esperanza que no fuera a pasar nada. Resulta que ese día, en el parque, allí estaban unos cuatro tipos con lentes oscuros y todo eso, preguntando donde están las oficinas de la organización. Cuando eso viene, un amigo me llamó: "Carlos, prepárense porque están". Ahí es donde nace PBI. Porque, yo no conocía PBI pero eso, mis amigos que conocían a PBI, hablaron con PBI. Y PBI siempre con, ese cuidado a decir "sí, pero nosotros no vamos a meternos si él no dice sí al acompañamiento". Vio PBI que tenía muchas amistades y que eran conocidos de PBI. Entonces decidieron enviarme un portafolio. Para llegar un papelito conmigo, costaba, pero llegó el portfolio y allí. Entonces yo dije "con tal estar vivo, necesito el acompañamiento". Allí es donde nace PBI y... la necesidad de estar vivos. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.*

²³⁶ *No obstante, a las pocas semanas, empezaron a hacer operativos del Ministerio público muy fuertes. Donde llegaban, interrogaban las mujeres trans en la calle. Y es que se miraba que era algo muy especial para encontrar a las personas que habían atentado contra la vida de Leila. ¿Y quién era Leila? Una otra mujer trans como tantas que mataban todo el tiempo. Entonces era un poco extraño que el Ministerio público estuviera haciendo investigaciones muy precisas.*

Entonces, otra noche, llegan conmigo otras mujeres trans y me dicen, "Jorge nos están violentando nuestros derechos." "¿Y quién es?" "Es una mujer alta, delgada, de pelo negro, de pelo largo, que anda en un pick up de

Pour assurer leur protection, Jorge López Sologaitoa et les membres de l'organisation OASIS ont bénéficié de l'accompagnement des PBI à partir de 2006, à la suite de l'assassinat de Paulina. C'est en 2008 que les événements racontés prennent place, l'accompagnement des PBI s'intensifie et nous verrons également plus en détails comment est-ce qu'un réseau d'alerte a été mis en place dans son cas, pour dénoncer les fausses accusations portées contre lui.

Dans cette première partie, les entretiens réalisés avec les défenseur·e·s témoignent des types de menaces qu'elles et ils subissent et quel fut l'élément déclencheur qui les incita à faire appel à l'accompagnement des PBI. Dans la partie suivante, nous verrons plus en détails en quoi consiste l'accompagnement.

II. L'accompagnement de défenseur·e·s des droits humains : une présence internationale dans un contexte local

A) L'accompagnement physique des défenseur·e·s

Les services de protection fournis par les PBI sont variés et changent selon la nature des menaces et les besoins de la population locale. Les services les plus communs sont les suivants : accompagnement 24h/24 ou escorte d'individus en danger immédiat [...], accompagnement public [...] lorsqu'ils font une apparition en public ou voyagent dans des endroits dangereux, une présence observatrice dans les bureaux [...] et les observateurs accompagnent les manifestations, marches ou cordons de grève durant lesquels la brutalité policière ou la violence étatique pourrait être dirigée contre les manifestants²³⁷.

color gris, placa, no me recuerdo el número de la placa. Y llega, nos pegan, nos toman fotografías, nos obligan a dar declaraciones de cosas que nosotros no hicimos." No sé si era cierto o no era cierto pero, al recibir esa información, ¿qué tengo que hacer? Denunciar pues, verdad. Y entonces al día siguiente, voy al Ministerio público y pongo la denuncia, verdad. [...] Entonces, yo estaba seguro que había hecho bien mi trabajo. [...] Luego me voy por una gira en Europa, con Brigadas de Paz justamente. Para hablar un poco sobre las ejecuciones extrajudiciales de Paulina, mi asistente. [...] Entonces sin darme cuenta, me metí entre la fiscal y su red de narcotráfico. [...] Porque ella me acusó falsamente. Yo siendo defensor de Derechos humanos. Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

²³⁷ *The protective services provided by PBI are quite varied and fluid, depending on both the nature of the threats faced and the needs of the local population. The most common services include the following: twenty-four-hour accompaniment or escort of individual activists in immediate danger [...], public accompaniment [...] when they appear in public or travel to more dangerous locales, an observer presence at the offices [...], and observers who accompany demonstrations, marches, or pickets at which police brutality or state violence directed against the demonstrators is likely. COY, Patrick. « Shared Risks..., op. cit., p. 577.*

L'accompagnement est l'action principale des Brigades de Paix Internationales. C'est un moyen de pacification par « le bas » qui promeut le dialogue entre les parties et des techniques de résolution des conflits²³⁸. Cette méthode d'accompagnement –avec pour seule « arme » un tee-shirt ou gilet portant le sigle de l'organisation- est considérée comme permettant une plus grande liberté d'action pour les défenseur·e·s. En effet, comme l'expliquent Mahony et Eguren, par le graphique suivant qui représente l'espace politique d'un activiste. Sans l'accompagnement, la frontière « perçue » par la personne est celle en gras (en diagonale). Avec l'accompagnement, cette frontière se déplace vers le haut du graphique et laisse moins de place aux « actions avec des conséquences acceptables » pour les personnes qui les menacent. Alors la frontière « réelle », en horizontal, se déplace également vers le haut. La nouvelle frontière « réelle » montre que l'activiste aurait alors plus d'espace de travail.

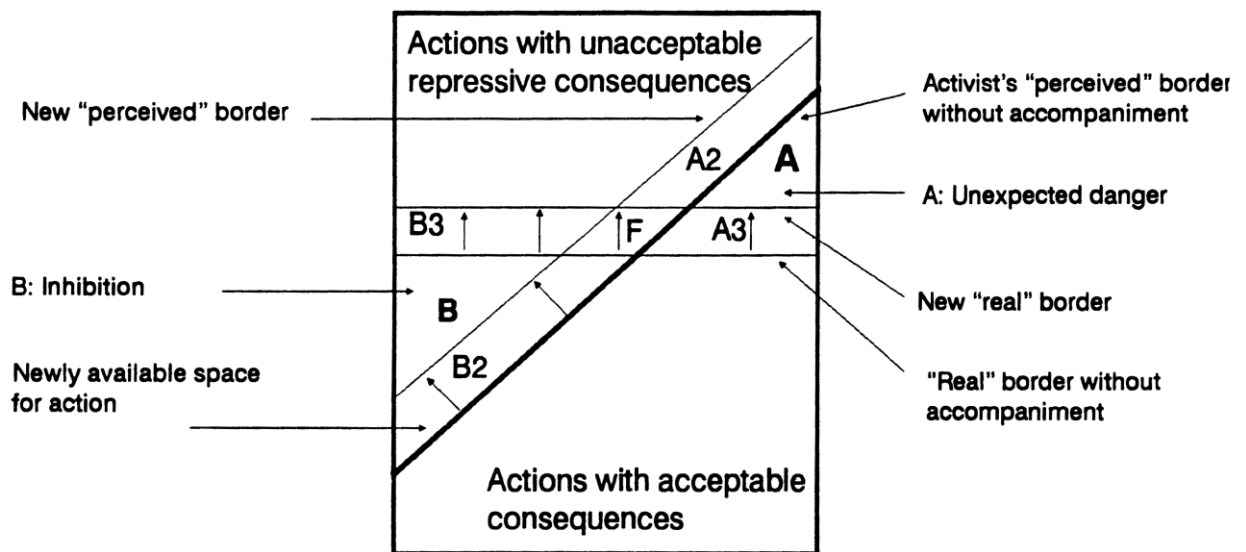


Figure 5. The activist's political space: effect of accompaniment

Illustration 8 : L'espace politique de l'activiste : effet de l'accompagnement²³⁹.

Les PBI distinguent trois types d'accompagnements : l'accompagnement physique, politique et informatif²⁴⁰. Le premier, l'accompagnement physique est celui réalisé par les volontaires, qui portent un tee-shirt ou gilet PBI, et qui accompagnent physiquement une ou un

²³⁸ LEFRANC, Sandrine. « Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008, vol. 4, n° 174, p. 53-54.

²³⁹ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 26.

²⁴⁰ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

défenseur·e ou une organisation. Cet accompagnement peut avoir lieu à diverses occasions et dans différents événements, par exemple, durant une manifestation ou des marches, à la Cour, à des réunions²⁴¹. L'accompagnement peut aussi avoir lieu durant des enterrements, comme ce fut le cas au Honduras, où les PBI ont montré leur solidarité et ont veillé à la sécurité des personnes présentes à l'enterrement de Berta Cáceres. Marco, ancien volontaire au Guatemala, rappelle cependant que ce ne sont pas les PBI qui décident d'accompagner. Les PBI se déplacent suite à une demande d'une personne ou d'une organisation²⁴². Le deuxième type d'accompagnement, qui est politique, consiste à organiser des réunions avec tous les acteurs au niveau local, régional, national et international. Ces acteurs peuvent être la police nationale civile ou un maire au niveau local. Les volontaires rencontrent également les gouverneurs, la police départementale et le procureur des droits humains au niveau régional. Ils vont rencontrer la police nationale ou le procureur des droits humains au niveau national. Enfin, au niveau international, ils sont en contact avec les ambassadeurs et avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Le dernier, l'accompagnement informatif, englobe toutes les publications que réalisent les PBI, les rapports internes ainsi que les bulletins ou les publications sur leur page Internet ou Facebook²⁴³.

Dans cette partie, nous allons nous concentrer sur l'accompagnement physique, qui concerne directement les défenseur·e·s. Marcos, qui fait partie de la Comunidad Primavera del Ixcán, m'expliquait dans un entretien que les PBI les ont accompagné avant et après la signature de l'Accord de paix, « l'accompagnement était difficile, nous ne pouvions pas nous déplacer sans accompagnement²⁴⁴ ». Carlos Morales décrit l'accompagnement qu'il a bénéficié face aux menaces sérieuses que lui et ses collègues de la UVOC reçoivent :

Les PBI observaient chaque voiture qui se garait ici. Quand je sortais, ils venaient avec moi, où que ce soit. Où allait ma famille, ils y allaient aussi. Ce fut un travail très dur pour la première équipe qui m'a accompagné et très dangereux aussi. Parce qu'ils ont essayé de me tuer plusieurs fois après. Mais j'ai toujours eu l'accompagnement des PBI, avec les plaintes, les cartes et tout ça. Et aujourd'hui, l'accompagnement a ralenti mais je suis en communication quotidiennement avec eux. Pour voir quelle est la situation,

²⁴¹ Cependant, par respect pour le principe de non-ingérence, que nous verrons dans la sous-partie suivante, les volontaires restent en dehors des salles de réunion.

²⁴² Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

²⁴³ Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

²⁴⁴ Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.

*ce que je vais faire aujourd'hui, si j'ai prévu quelque chose pour que eux puissent venir*²⁴⁵.

*Ils viennent quand j'en ai besoin. Cela dépend du message, nous faisons très attention avec la communication. Ma sécurité... et bien, je ne peux pas me promener dehors, ma famille ne peut pas sortir à n'importe quelle heure [...] Eux, quand j'en ai besoin, je les appelle. [...] Si Sandra en a besoin, ils accompagnent Sandra. Si Justino, Adrian, Carlos ou d'autres disent « nous avons un problème », alors ils viennent*²⁴⁶.

Sandra Calel, qui appartient également à la UVOC, témoigne des bénéfices de l'accompagnement :

*Alors, comme organisation, oui, cela nous a beaucoup aidés. Parce que, comme la thématique sur laquelle nous travaillons est très risquée. Et en plus de cela, comme nous sommes criminalisés. Alors l'accompagnement des PBI nous a aidés. Il est arrivé que des camarades soient emprisonné·e·s. Le 5 janvier dernier, une camarade a été en prison, cela a été partagé dans les réseaux sociaux. Ils nous ont accompagnés à la prison. Je crois que la camarade est restée en prison pendant une semaine et elle était enceinte. Cela nous faisait de la peine parce nous pensions « peut-être que le bébé va naître ici »*²⁴⁷.

Les Brigades de Paix Internationales accompagnent des organisations durant divers événements. Comme l'explique Ruben du CPK, dans la région du Quiché, les PBI sont présentes durant leurs manifestations, pour les audiences ou lorsque l'organisation va visiter des villages de la région :

Oui, quand nous avons eu des manifestations pacifiques. Parce que ce ne sont pas des manifestations pour chercher les problèmes, ce sont des manifestations pacifiques, alors ils nous accompagnent. Des fois, quand nous avons des problèmes. Par exemple la fois dernière quand ils ont assassiné un

²⁴⁵ *Todo carro que se parqueo allí, PBI estaba de observancia. Salía, y yo para yo fuera allí van. Donde iba mi familia allí van. O sea fue un trabajo duro para el primer equipo que me acompaño y riesgoso también. Porque varias veces intentaron matarme después. Pero, siempre tuve el acompañamiento de PBI y las denuncias y las cartas y todo eso verdad. Y hasta hoy fecha, claro que ya el acompañamiento baja pero siempre tengo comunicación, diario con ellos. Para ver como esta mi situación, cual es, o sea que voy a hacer el día, si tengo algunos planes, para que ellos puedan mover y todo eso. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.*

²⁴⁶ *Ellos vienen cuando yo lo necesito. Sí, depende del mensaje, la comunicación es bastante cuidadosa. La seguridad mía... o sea no puedo estar en la calle, mi familia no puede andar a todas horas [...] Entonces ellos, cuando yo lo necesito, les llamo. [...] Lo que, si Sandra necesita, ellos se mueven con Sandra. Si Justino, Adrian, Carlos, o los dirigentes, dicen "tenemos problemas" entonces ellos se mueven. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.*

²⁴⁷ *Bueno como organización, sí, nos ha aportado mucho. Porque, como el tema que nosotros llevamos es muy arriesgado. Y además de eso, somos criminalizadas. Entonces con el acompañamiento de PBI, pues nos ha apoyado. A veces hay compañeros y compañeras que han ido a la cárcel también. El 5 de enero fue a la cárcel una compañera, que también fue publicado en las redes sociales. Pero ellos nos han ido a acompañar en la cárcel. Entonces, creo que la compañera tardó una semana de estar en la cárcel y estaba en gestación. Y estábamos con pena, porque nosotros decíamos "tal vez ahí va a nacer el bebé". Entretien avec Sandra Calel, 05/06/2017.*

*camarade, ils nous ont accompagné depuis la capitale jusque ici pour aller au Ministère public lorsqu'il y avait une audience. Cela nous a beaucoup aidés. Et aussi, des fois, lorsque nous avons des sorties, pour aller visiter les municipalités, parce qu'il y a des problèmes aussi dans les communes*²⁴⁸.

Le Bufete Jurídico de Derechos Humanos bénéficie d'accompagnements similaires :

*Parce que le Bufete reçoit également beaucoup de menaces, parce que ça concerne le conflit armé. C'est toujours difficile au Guatemala. Et il y a des cas avec un fort impact. Il y a aussi des manifestations devant la Cour. Je crois que c'est une question de sécurité. Et c'est pour cela que nous les avons accompagné depuis leur bureau jusqu'à la Cour*²⁴⁹.

Tout comme la Coordinadora Central Campesina Chortí Nuevo Día, située dans le sud-est du pays :

*Avec Nuevo Día, ça arrive souvent qu'il y ait un cas de criminalisation pour lequel il y a une audience ou qu'il y ait une activité autochtone, une activité pour l'eau, une élection d'autorités autochtones, une assemblée. [...] Souvent ils nous appellent pour nous dire « ah et ceci et cela, ce serait bien que vous soyez ici »*²⁵⁰.

Tout comme il existe différents types d'accompagnements, il y a également différents « statuts » d'accompagné·e·s qui évoluent selon les dangers ressentis par les défenseur·e·s et les organisations. Comme l'explique Stephanie, à chaque assemblée, les analyses d'accompagnements sont prises en compte et l'équipe décide par consensus le changement ou non de catégorie de telle personne ou organisation, qui peut être « accompagnée », « en suivi » ou « anciennement accompagnée »²⁵¹. Jorge López Sologastoa m'expliquait que dans son cas :

²⁴⁸ *Sí, cuando hemos tenido manifestaciones pacíficas. Porque no son manifestaciones de, de problemas, sino que solo manifestaciones pacíficas, nos dan acompañamiento. A veces, cuando tenemos problemas, por ejemplo la vez pasada que mataron a un compañero. Entonces nos dieron el acompañamiento, desde la capital hasta aquí con nosotros para el Ministerio público cada vez que había audiencia. Eso nos ha ayudado mucho porque sí, es bueno. Y también, a veces, cuando tenemos algunas salidas, a ir a visitar a los municipios, porque también hay problemas en los municipios.* Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

²⁴⁹ *Porque el Bufete también tienen muchas amenazas porque bueno, es sobre el conflicto armado. Todavía está súper fuerte en Guatemala. Y hay casos de alto impacto. Hay también manifestaciones en frente de la Corte. Creo que también es cuestión de seguridad. Y por eso también les hemos acompañado desde su oficina hasta la Corte.* Entretien avec Corsin Blumenthal, 02/08/2017.

²⁵⁰ *Con Nuevo Día, es muchas veces que tienen, bueno, un caso de criminalización donde hay una audiencia o hay una actividad indígena de, no sé, una actividad de agua, una elección de autoridades indígenas, una asamblea allí. [...] Muchas veces nos llaman para decir "ah y eso, eso, eso y allí estaría bueno que estuvieran".* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

²⁵¹ Ce qui permet également de constater quelle personne ou organisation est plus en danger. Ainsi, si par hasard, il y a deux demandes d'accompagnement au même moment, priorité sera donné à l' « accompagnée » plutôt que qu'à la personne « en suivi ». Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

J'ai arrêté d'être un accompagné direct des PBI [...] en 2011, j'ai arrêté d'être accompagné directement. Elles m'ont passé en statut « en suivi ». Et « en suivi » c'est accompagné, n'est-ce pas. Et plus tard en 2012 ou 2013, j'ai arrêté d'être accompagné. Mais les PBI sont là. Elles n'arrêtent jamais d'être attentives à ce qui se passe. Et dans l'agenda politique, où les PBI accompagnent, elles nous invitent toujours. Si elles font un accord, elles nous invitent, si elles organisent un atelier sur quelque chose, elles nous demandent et invitent OASIS²⁵².

En effet, après notre entretien, il avait justement une réunion au bureau des PBI. Il m'indiqua qu'il les rencontrait environ une fois par mois²⁵³.

Cependant, les PBI font face à des manques de moyens financiers et de personnel. Elles ne peuvent accompagner régulièrement les personnes ou organisations. Lors de ma visite au bureau des PBI Honduras à Tegucigalpa, deux volontaires m'ont expliqué que Berta Cáceres avait fait une demande d'accompagnement. Les PBI avaient été obligées de refuser par manque de personnel et de moyens. Dans un carnet, j'ai écrit : « Ils se demandent, avec tristesse, si la situation aurait été différente si elle avait été accompagnée²⁵⁴. » Ruben, du CPK, et Sandra, de l'UVOC, ont mentionné le manque de moyens des PBI durant les entretiens :

L'accompagnement des PBI est bon. Cela nous a beaucoup aidés mais, des fois, elles sont un peu limitées. Des fois, elles nous accompagnent et des fois non, parce qu'elles m'ont expliqué qu'elles sont limités. Il y a quelques jours, je suis allé voir le problème à Nebaj. Elles nous ont dit qu'elles nous accompagneraient sûrement, et après elles nous ont appelé pour nous dire qu'elles n'avaient pas de quoi se déplacer. Donc, on a dû voyager seuls²⁵⁵.

L'organisation nous a aidés, pour aller voir les institutions, pour aller aux communautés aussi. Mais ça fait environ cinq ans que leur participation a diminuée. Mais ce n'est pas parce qu'elles n'ont pas voulu nous accompagner mais c'est parce qu'il y a beaucoup d'autres organisations qui demandent également de l'aide. C'est pour cela que les personnes volontaires des PBI ne

²⁵² *Y es que yo deje de ser acompañado directo de PBI [...] en el 2011, yo dejé de ser acompañado directamente. Pero luego me pasaron a un estatus de "en seguimiento". Y "en seguimiento", era acompañado, verdad. Y luego posiblemente en el 2012 o 2013, no me recuerdo tanto. Ya deje de ser acompañado. Pero PBI esta ahí. Nunca dejan de estar, pendiente de lo que sucede verdad. Y la agenda política en donde PBI acompaña, siempre estamos invitados. Y hacen un convenio, y estamos invitados, y hacen un taller sobre algo, y preguntan, e invitan a OASIS. Entretien avec Jorge López Sologaistoa, 11/05/2017.*

²⁵³ Carnet de terrain, le 11 mai 2017 à la ville de Guatemala.

²⁵⁴ Carnet de terrain, le 30 mars 2017 à Tegucigalpa.

²⁵⁵ *Bueno el acompañamiento de PBI es muy bueno. Nosotros nos han ayudado bastante pero también a veces ellos están un poco limitados. A veces nos dan el acompañamiento y a veces no, porque están muy limitados me decían a mí. Días pasados, que fui a ver el problema en Nebaj. Nos dijeron que posiblemente nos acompañaban, después nos llamaron, que no tenían como viajar. Entonces tuvimos que viajar solitos nosotros. Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.*

*sont pas suffisantes mais ils font leur possible pour nous accompagner. Ils ne nous ont pas sorti de la liste parce que ça fait depuis 2005 qu'ils viennent nous aider. Et comme nous leur disons tout le temps que nous voulons leur accompagnement. [...] Alors ils continuent toujours de nous aider*²⁵⁶.

Il existe alors trois types d'accompagnements, dont fait partie l'accompagnement physique, qui a été décrit plus en détails par des exemples mentionnés dans les entretiens. Il existe aussi trois catégories pour déterminer le degré d'urgence d'un cas d'accompagnement de défenseur·e·s ou d'une organisation. Nous avons vu cependant que les PBI font face à des manques de moyens. Dans la partie suivante, nous allons voir quel est le principe des PBI qui permet aux défenseur·e·s d'être accompagné·e·s tout en gardant leur indépendance.

B) Le principe d'impartialité : être accompagné·e et garder son indépendance

*Le travail de PBI en tant que troisième partie impartiale, requiert que les équipes de PBI et leurs membres ne soient pas impliqués dans le travail des organisations et personnes accompagnées ; qu'ils fassent de leur mieux afin de rester objectif, malgré leur possible identification émotionnelle avec les victimes ; qu'ils ne soient pas impliqués dans les politiques officielles du pays hôte ; qu'ils partagent les outils de résolution des conflits dont ils disposent avec ceux qui le leur demandent, tant en informant ou sous la forme de formation et d'ateliers sans intervenir ou imposer leurs propres opinions*²⁵⁷.

Les PBI veillent à respecter le principe d'impartialité lors des accompagnements des défenseur·e·s des droits humains. En effet l'organisation souhaite éviter de « dire aux gens ce qu'ils doivent faire²⁵⁸ ». Il est écrit sur leur site internet que les Brigades de Paix Internationales

cherchent un moyen de servir dans le reste du monde tout en évitant les traces paternalistes des missionnaires et du travail pour le développement, qui dominent souvent ces relations internationales. Les volontaires sont fiers de

²⁵⁶ *La organización ha apoyado, en ir a las instituciones, venir aquí en las comunidades también. Pero hace como, tal vez, cinco años, pues ha bajado también su participación. Pero no es porque no han querido acompañarnos pero que ya hay muchas organizaciones también que están pidiendo apoyo a la organización. Entonces por eso ya no alcanza las personas voluntarias que están dentro de PBI pero hacen lo posible para acompañarnos. Nosotros no nos han sacado de la lista porque ya desde el 2005 por acá nos ha venido apoyando. Y como nosotros siempre le decimos que queremos su acompañamiento. [...] Entonces siempre nos siguen apoyando.* Entretien avec Sandra Calel, 05/06/2017.

²⁵⁷ PBI FRANCE. *Le mandat de PBI*. [S.d.]

²⁵⁸ *Not Telling People What to Do*. PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Nonpartisanship, Independence, and Noninterference*. [S.d.]

« ne pas faire pour eux ce qu'ils peuvent faire eux-mêmes » et ils soulignent souvent le fait que « nous disons à personne ce qu'il faut faire »²⁵⁹.

Et c'est d'ailleurs ce qui attire les personnes qui choisissent de faire un volontariat avec les PBI, comme il a été fréquemment mentionné dans les entretiens :

Ce que j'aimais beaucoup et que j'aime toujours beaucoup. C'est le fait que les interventions, se font dans l'idée de soutenir les actions locales. Tu soutiens les défenseurs et les défenseuses des droits humains nationaux. Déjà d'une part ça, soutenir ce que veulent les locaux... Et que ce n'est pas une organisation internationale qui va leur dire ce qu'ils doivent faire²⁶⁰.

D'une certaine manière, ce qui me plaît avec les PBI c'est qu'elles n'imposent pas de choses, n'est-ce pas. Parce que je ne saurais pas conseiller les gens sur quoi faire contre la déforestation ou quand ils sont menacés. [...] Tu n'as pas la responsabilité de porter cette lutte parce qu'eux le savent bien mieux que toi²⁶¹.

Il y a d'autres organisations qui sont très arrogantes, elles viennent dans un village et disent « c'est comme ça que vous devez faire ceci et cela ». [...] C'est quelque chose qui m'a beaucoup plu, ce principe de non-ingérence. C'est très important. [...] C'est bien différent qu'une organisation qui arrive et dit « vous devez faire ça comme ça. Si vous ne le faites pas, c'est votre faute. » Ces choses-là ne fonctionnent pas. Il faut cette confiance, eux savent ce qui est le mieux pour eux-mêmes²⁶².

J'ai assisté il y a quelques temps à une présentation d'une organisation qui a fait une demande d'accompagnement. Et c'est ce qu'on a expliqué. Et Silvia l'a très bien expliqué, moi j'écoutais. Elle a dit que nous pensons qu'il y a suffisamment de potentiel ici au Guatemala et qu'eux-mêmes peuvent solutionner ces problèmes. C'est plus viable si eux-mêmes trouvent les solutions adéquates et les améliorations. [...] En fait, tu donnes de la dignité et la confiance en soi pour faire, pour trouver des solutions, pour améliorer ce pays²⁶³.

²⁵⁹ *They are looking for a way to serve in the third world while avoiding the paternalistic trappings of missionary and development work, which often dominate such international relationships. The volunteers are proud of "not doing for them what they can do for themselves" and they frequently point out, "We don't tell anyone what to do". PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. Nonpartisanship, Independence, and Noninterference.*

²⁶⁰ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

²⁶¹ *De una forma también me gusto de PBI que, que no se imponen ahí en cosas, no. Porque yo pues tampoco sé aconsejar la gente que hacer contra la tala o cuando están amenazados. [...] Tú no tienes la responsabilidad de llevar a cabo esa lucha porque, bueno, ellos, sí, lo saben mucho mejor que tú.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

²⁶² *Hay otras organizaciones que son muy arrogantes, vienen en un pueblo y dicen "así tienen que hacer y eso, eso, eso". [...] Eso es una cosa que me gustó mucho con este punto de no-injerencia. Es súper importante. [...] Es muy distinto de una organización que entra y "Así tienen que hacerlo. Si no lo hacen, su culpa". Esas cosas no funcionan. Se necesita esa confianza que ellos saben que es lo mejor para ellos mismos.* Entretien avec Andreas Lo Grasso, 20/06/2017.

²⁶³ *Bueno, estuve hace rato en una presentación de una organización que pidió acompañamiento. Y explicamos eso. Y Silvia lo explico súper bien, yo me quedé escuchando. Ella dijo así que creemos hay suficiente potencial aquí en Guatemala y ellos mismos pueden solucionar estos problemas. Es más sostenible si ellos mismos*

Dans son livre sur les transitions de la violence à la paix, Véronique Dudouet rappelle d'ailleurs que de nombreuses études dénoncent les agences internationales pour la paix ou le développement. En effet, ces dernières arriveraient sur le terrain avec leurs idées occidentales, préconçues. L'aspect négatif de cette attitude est que les locaux ne peuvent pas faire entendre leurs avis ou mettre en place leurs propres initiatives. De plus, cela pourrait avoir des effets négatifs sur les organisations locales, elles pourraient croire qu'elles n'ont pas le potentiel pour travailler elles-mêmes pour la paix²⁶⁴. Les défenseur·e·s semblent d'accord avec cette vision, comme l'explique Ruben, du CPK : « Parce que la vérité, c'est seulement les PBI qui nous accompagnent, seulement PBI. Et que ce soient d'autres organisations, non [...] Souvent elles viennent ici dans le pays, pour réaliser un projet mais il y a des conditions sur ce qu'elles viennent faire²⁶⁵. »

Ainsi, lors des accompagnements physiques de défenseur·e·s, les PBI ne rentrent pas dans les salles de réunion²⁶⁶ et ne donnent pas leur avis. Cependant, les PBI font attention à ce que les défenseur·e·s fassent ce qu'ils doivent faire, en cas de problème. Dans un entretien, Jorge López Sologaitoa me racontait qu'il avait oublié de porter plainte. Les Brigades lui ont alors recommandé de le faire et de garder une copie de celle-ci²⁶⁷. Les Brigades sont conscientes de la zone de floue qui pourrait exister. Est-ce que donner un avis est une ingérence dans le travail de la personne ou de l'organisation ? Comme décrit sur le site internet de l'organisation :

Les conseils d'ONG externes peuvent être pris en compte parce que ce sont de bons conseils ou à cause de pressions, indirectes ou inconscientes. Sur la base d'autres expériences avec des ONG étrangères, un activiste peut supposer que le service d'accompagnement pourra être stoppé si le conseil n'est pas pris en compte ou il pourrait croire que l'étranger est un « expert » et qu'il devrait être écouté²⁶⁸.

encuentran las soluciones adecuadas y mejoras. [...] Entonces, das la dignidad y la autoestima para hacer, para solucionar, para mejorar este país. Entretien avec Andreas Lo Grasso, 20/06/2017.

²⁶⁴ DUDOUET, Veronique. *Transitions from Violence to Peace*. Berlin : Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, 2006, p. 52.

²⁶⁵ *Porque la verdad que solo PBI nos está dando el acompañamiento, solo PBI. Y allí que sean otros organizaciones, no [...] Muchas veces vienen aquí al país, a realizar algún proyecto pero vienen ya condiciones sobre lo que vienen a hacer.* Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

²⁶⁶ COY, Patrick. « Shared Risks... », *op. cit.*, p. 584.

²⁶⁷ Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

²⁶⁸ *Advice from external NGOs may be heeded because it is good advice or because of unspoken, even unconscious, pressures. Based on other experiences with foreign NGOs, an activist may assume that the accompaniment service will be withheld if advice is not heeded, or that this outsider is an "expert" and should be listened to.* PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Nonpartisanship, Independence, and Noninterference*.

Dans un entretien, une ancienne volontaire au Guatemala, Tamara, confiait ses craintes :

En général les organisations accompagnées connaissent la non-ingérence des PBI et c'est facile d'être non-ingérant mais à certains moments ils ne connaissent pas les limites définies par la non-ingérence et ils te proposent de participer à quelque chose (venant d'une bonne intention) et tu dois expliquer que tu ne peux pas et ça rend les choses compliquées... ou ça te rend triste des fois²⁶⁹.

Comme je l'écris dans mon carnet de terrain après avoir rencontré deux volontaires à Tegucigalpa, il est compliqué de trouver le juste milieu entre le respect de la non-ingérence, les attentes des défenseur·e·s et l'envie de « faire plus » ressentie par les volontaires :

Effectivement, le fait que les PBI soient sur le terrain peut être considéré comme de l'ingérence. Mais Johnny me répète plusieurs fois qu'il était frustré de ne pas pouvoir parler, dire quelque chose pendant les réunions des personnes qu'ils accompagnent. Les défenseur·e·s leur reprocheraient alors leur silence. Mais en même temps, il ne faut pas perdre la confiance des autorités locales en prenant position. Même si une position est prise en choisissant d'accompagner des défenseur·e·s des droits humains. Tout ceci est bien complexe²⁷⁰.

Car parfois, ce sont les volontaires qui cèdent à la curiosité :

Mais dans des choses comme la structure interne de l'organisation ou autre. Ça c'est... Et bien... Nous n'y touchons pas. Mais le truc c'est que, oui, nous sommes très curieux. Nous voulons tous savoir. Et ça des fois. Si tu parles avec d'autres volontaires ils vont peut-être te dire autre chose. Mais pour moi, le mieux c'est d'en savoir le moins possible sur certaines choses, sur la stratégie ou quoi. Nous devons formuler nos propres stratégies et eux aussi suivent les règles de la non-violence et tout. Nous devons savoir des choses. Nous sommes très curieux et des fois nous voulons en savoir le plus possible [...] Tout n'est pas notre affaire. C'est que notre rôle est de faire présence, avoir de l'incidence, mais nous n'avons pas nécessairement besoin de savoir tout en détails. Mes collègues, peut-être. Quelques collègues voulaient savoir quand Lolita Chávez allait sortir du pays. Mais ça pour moi, ça ne m'importe peu. Moins nous savons, mieux c'est. Ce n'est pas notre affaire. Ainsi que, pour certaines choses il y a toujours une zone de floue²⁷¹.

²⁶⁹ *En general las organizaciones acompañadas conocen la no injerencia de PBI y es fácil ser no injerente pero en otras ocasiones no tienen muy claros los límites de la no injerencia y te ofrecen participar en algunas cosas (con toda su buena intención) y tienes que explicar que no puedes hacerlo y se hace un poco de complicado...te da tristeza a veces.* Entretien avec Tamara Castro Pousa, 04/08/2017.

²⁷⁰ Carnet de terrain, le 30 mars 2017 à Tegucigalpa.

²⁷¹ *Pero en cosas como la estructura interna de la organización o algo. Eso es, bueno. No entramos. Pero la cosa es que sí, somos muy curiosos. Queremos saber todo. Y eso a veces. Bueno, si hablas con otros voluntarios y voluntarias tal vez te van a decir otra cosa. Pero a mí, lo mejor es saber lo menos posible en algunas cosas, en su*

La situation est similaire au Guatemala, comme l'explique Jan, il faut faire preuve de tact et adopter quelques « stratégies » pour que l'organisation puisse toujours faire les choix qu'elle pense être les plus adaptés :

Nous sommes non-ingérants. Ce qui veut dire que nous n'allons pas conseiller ni entrer dans une réunion avec eux. Nous n'allons rien dire. Ça j'adore. Le jeu, la balle des organisations pour faire sa propre stratégie. Cela nous donne de la légitimité d'être un acteur au même niveau que les locaux. Nous sommes des acteurs qui voulons le même niveau sur le terrain. Et comme nous sommes égaux, nous ne sommes pas paternalistes et cela veut dire que dans la manière de parler avec les accompagnés et les organisations aussi. C'est qu'il ne faut pas suggérer quelque chose. Tout ce que nous faisons c'est, nous le faisons sous forme de question. C'est « vous avez fait ceci ? Vous avez fait cela ? » Et cela peut peut-être suggérer quelque chose si eux veulent bien le considérer cela comme une suggestion ou non. C'est eux qui décident de ça. Quand je suis allé à l'UVOC par exemple. L'Union européenne et le groupe filtre venaient pour les écouter parler durant une présentation sur ce que fait la UVOC et tout. Et Carlos [...] nous a demandé « aux européens, nous devons leur donner ça ? On devrait leur transmettre ça ? » Et il nous demandait. Eh bien, selon les règles, nous ne pouvons pas commenter. Nous ne disons pas « Bien sûr, vous pouvez leur donner ça » ou pas « bien sûr », mais « Oui, oui, oui ». On leur a dit que oui mais de manière amicale²⁷².

Stephanie, qui était également présente à cette réunion, m'a confié qu'ils ont pris leur décision basée sur le fait qu' « au final, nous ouvrons des espaces ! »²⁷³ Cela laisserait penser que :

estrategia o algo. Pero bueno, nosotros tenemos que formular nuestras propias estrategias y ellos también o ellas todavía siguen las reglas de no violencia y todo. Necesitamos saber cosas no. Somos muy curiosos y a veces queremos saber lo más posible [...] No todo es nuestro asunto. Es que nuestro papel es hacer presencia, hacer incidencia, pero no necesariamente necesitamos saber cómo todo en detalle. Pero bueno. Mis colegas, tal vez. Bueno, unas colegas querían saber cuándo Lolita Chávez va a salir del país. Pero a mí, es como, no, a mí no me importa. Lo menos que sabemos, lo mejor. No es nuestro asunto. Así que, en esas cosas todavía hay áreas grises. Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

²⁷² *Somos no-inherentes. Quiere decir que no vamos a aconsejar ni entrar en una reunión con ellos. No vamos a decir nada. Eso me encanta. El juego, la pelota de las organizaciones para hacer su propia estrategia, así todo. Eso nos da la legitimidad de ser un actor del mismo nivel en el campo. Somos como un actor que trata de nivelarlo, el campo. Y somos como iguales, así que no somos paternalistas y eso por supuesto quiere decir que en la forma de hablar con los acompañados o las organizaciones también. Es que no hay que sugerir algo. Todo lo que hacemos es, lo hacemos en una pregunta. Es como “¿han hecho eso? ¿Han hecho eso?” Y eso tal vez puede sugerir algo si ellos quieren considerarlo como una sugerencia o no. Pero eso para ellos, para decidir eso. Y, cuando fui a UVOC por ejemplo. Bueno, la Unión Europea y el grupo filtro iba a llegar para escucharles durante una presentación sobre que hace la UVOC y todo. Y Carlos [...] nos preguntó, “¿ah y con los europeos, tenemos que entregar eso? ¿O tenemos que entregar eso?” Y nos preguntó. Y bueno, según las reglas, no podemos comentar. No decimos “Por supuesto hay que entregar eso”, o sea no tanto “por supuesto” pero “sí, sí, sí”. Dijimos que sí pero de forma amigable. Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.*

²⁷³ *Bueno, ¡al final abrimos espacios! Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.*

Le paradoxe est que l'accompagnement dissuasif pourrait être plus efficace quand il s'agit d'une stratégie conjointe, mise en œuvre de manière coordonnée tant par les activistes que par l'organisation d'accompagnement. L'élaboration d'une stratégie commune implique inévitablement un échange de conseils mutuel ; donc un respect strict de la non-ingérence pourrait limiter la construction d'une stratégie efficace²⁷⁴.

Dans cette deuxième partie, nous avons vu quels sont les types d'accompagnements possibles. Nous avons également étudié plus en détails le principe de non-ingérence, cher aux PBI. Cependant, il semble parfois compliqué pour les volontaires, tout comme pour les défenseur·e·s, de bien respecter ce principe. Nous allons désormais nous intéresser aux mécanismes de protection suggérés par les PBI. En plus d'offrir un accompagnement physique aux défenseur·e·s, elles leur offrent également un soutien moral.

III. Faire face aux manquements de l'État guatémaltèque

A) Un complément aux mécanismes de protection défaillants

Nous luttons malgré que nous ayons beaucoup de problèmes, nous dénonçons au Ministère public. Parce que nous sommes les défenseur·e·s des droits humains mais, malheureusement, les autorités ne nous voient pas comme défenseur·e mais comme personnes qui provoquent les problèmes. Mais en réalité nous sommes les défenseur·e·s des droits humains²⁷⁵.

Dans un article, Mara Loveman pose la question suivante : sous quelles conditions est-ce que des individus risquent leurs vies pour résister à la répression des États²⁷⁶ ? Au Guatemala, la UDEFEGUA a répertorié les mécanismes institutionnels de protection pour les défenseur·e·s des droits humains au Guatemala, « bien que le système de protection des défenseurs ne soit

²⁷⁴ *The paradox is that accompaniment deterrence, may be more effective when it is a joint strategy implemented in a coordinated fashion by both the activists and the accompaniment organization. Developing a joint strategy inevitably involves a give-and-take of mutual advice; thus a strict adherence to non-interference might limit the construction of an effective strategy.* PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Nonpartisanship, Independence, and Noninterference.*

²⁷⁵ *Estamos luchando a pesar de que tenemos muchos problemas, denunciamos en el Ministerio público. Porque, nosotros somos los defensores de los Derechos humanos pero lamentablemente las autoridades muchas veces no nos ven como defensores sino que como que nosotros estamos provocando problemas. Pero, la realidad es que nosotros somos defensores de los Derechos humanos.* Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

²⁷⁶ LOVEMAN, Mara. « High-Risk Collective Action: Defending Human Rights in Chile, Uruguay, and Argentina. » *American Journal of Sociology*, 1998, vol. 104, n° 2, p. 477.

pas efficace dans le pays ». Il existe le Procureur des Droits humains (PDH) qui a pour rôle de « recevoir des plaintes individuelles, dénoncer la conduite de fonctionnaires qui violent les droits humains. Il recommande des actions pour améliorer les procédures liées à la promotion et la protection des droits humains²⁷⁷ ». Il existe également une Instance d'Analyse des Attaques contre les Défenseurs des droits Humains. Cependant la UDEFEGUA dénonce la légitimation d'attaques contre des défenseur·e·s par cette instance et ne la recommande que dans le but d'engager un dialogue social. Il y a aussi une Commission Présidentielle Coordinatrice de la Politique de l'Exécutif en matière de droits Humains (COPREDEH), qui a pour but de vigiler les mesures de protection que bénéficient les défenseur·e·s, quelles soient accordées par la Commission ou la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Encore une fois, la UDEFEGUA dénonce le fait que la COPREDEH minimise les risques qu'encourent les défenseur·e·s²⁷⁸. En vain, la UDEFEGUA, porte l'attention sur l'inefficacité et le manque de volonté de l'État pour garantir les droits des défenseur·e·s. Ils citent alors des organismes internationaux, intergouvernementaux ou non gouvernementaux, vers lesquels peuvent se tourner les défenseur·e·s, comme le Haut-Commissariat aux droits de l'homme au Guatemala (OACNUDH), les PBI et ACOGUATE.

Au Guatemala, lorsqu'une ou un défenseur·e souhaite porter plainte pour agression, il y a la possibilité de le faire au Ministère public ou à la PDH²⁷⁹. Cependant, les défenseur·e·s se plaignent du manque d'attention qui leur est accordé. Comme l'explique Jorge Luis Morales, de la UVOC, « dans le cas de Moca et Tampoma, les paysans ont trouvé les assassins, j'utilise le bon mot. Ils ont trouvé les assassins et ont porté plainte au Ministère public. Et le Ministère public n'a pas donné suite à ces plaintes²⁸⁰. » Cela est source de frustration, comme il est possible de le ressentir dans l'entretien avec Carlos Morales, de la UVOC :

Le plus critique c'est que dans ces cas, ils ont entouré les fermes et les maisons avec des câbles pour que les familles ne puissent pas sortir. Quelques personnes sont parties le dire au [Procurateur des] droits humains. Droits humains... Moi je leur ai dit, Droits humains n'existe pas pour l'autochtone, pour le paysans. Parce là-bas quand ils disent « nous allons à Droits humains ». Moi [je réponds], « c'est une perte de temps mais allez-y ». Le

²⁷⁷ *Recibir quejas individuales, denunciar conductas de funcionarios públicos que atenten contra los derechos humanos y recomendar acciones para mejorar los procedimientos de promoción y protección de los derechos humanos.* UDEFEGUA. Guatemala... op. cit., p. 19.

²⁷⁸ UDEFEGUA. Guatemala... op. cit., p. 19-20.

²⁷⁹ *Ibid.*, p. 19.

²⁸⁰ *En el caso de Moca y Tampoma, los campesinos ubicaron a los asesinos, digo la palabra justa. Ellos ubicaron a los asesinos, hicieron las denuncias correspondientes en el Ministerio público. Y el Ministerio público no le dio trámite a esas denuncias.* Entretien avec Jorge Luis Morales, 23/06/2017.

secrétariat agraire ne marche pas, c'est simplement une institution... Ils disent « mais nous nous ne pouvons rien faire, nous sommes seulement des médiateurs » et ceci et cela. Alors, à quoi servent-ils ? Si nous avons un médiateur comme COPREDEH. COPREDEH dit que « non, nous allons seulement vérifier ». Et si nous avons un autre médiateur comme [le Procureur des] droits humains, « ah, nous c'est seulement les droits ». Et si nous avons un autre médiateur... Ils sont tous médiateurs. Et alors, qui va [...] chercher la solution ? Ce n'est pas possible²⁸¹.

Les défenseur·e·s ne voient pas d'un bon œil la protection parfois accordée par l'État, comme l'explique Berenice dans le cas de la Colombie : « nous ne pouvions pas accepter la protection armée. [...] Nous travaillons avec des autochtones, des communautés afrodescendantes, des paysans qui historiquement ont été victimes des attaques armées²⁸². » Jorge López Sologaitoa a exprimé durant un entretien le manque de confiance qu'il a en ces mesures de protection :

Depuis 2013, je bénéficie de mesures de protection accordées par la Commission interaméricaine des droits de l'homme. La première fois que j'ai été séquestré en 2003, ceux qui m'ont séquestré étaient des policiers. Après, ils ont retiré les mesures car elles n'étaient plus nécessaires. Et moi, à ce moment-là, ça me faisait de la peine que des policiers me protègent alors que c'était justement eux que je dénonçais. En 2005, ce sont des policiers qui exécutent extrajudiciairement mon assistante Paulina. Et après cela, la diffamation en 2008. [...] Des fois je rigole de la protection qu'ils m'accordent parce que ce sont deux policiers dans une voiture. Et ils changent d'une semaine à l'autre. [...]

Figure-toi que les recommandations de l'Union européenne sur les défenseur·e·s des droits humains sont claires. Je mérite de l'aide car je donne à la société quelque chose que l'État lui retire. La communauté internationale tout comme l'État du Guatemala a l'obligation de me protéger et de me donner tout ce qui est nécessaire pour que je puisse réaliser mon travail humanitaire librement. [...] Ils me donnent deux policiers. Et deux policiers... Regarde-moi, je suis sûr que je suis vivant non pas grâce à ces mesures de protection, je suis vivant grâce aux Brigades de paix²⁸³.

²⁸¹ *Pero lo más crítico, es de que en estos casos han circulado los ranchos, las casitas con alambre para que las familias no puedan salir. Y unos se los van a decir a Derechos humanos. Derechos humanos... Yo se lo he dicho, Derechos humanos no existe para el indígena, para el campesino. Porque aquí cuando dicen "vamos a pasar a Derechos humanos". Yo, "pues es una pérdida de tiempo pero pasen". La secretaria agraria no funciona, es una institución que simplemente... Ellos dicen "es que nosotros no podemos hacer nada, porque simplemente somos mediadores", y que esto, y que el otro. Entonces ¿para qué están? Si tenemos un mediador como COPREDEH. COPREDEH dice "no, nosotros solo vamos a verificar" y todo eso. Y si tenemos otro mediador como Derechos humanos, "ah nosotros, no solo los Derechos". Y si tenemos otro mediador... Todos son mediadores. Y entonces ¿quién es el que va a [...] buscar la solución? No, no se puede. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.*

²⁸² *No podíamos aceptar la protección armada. [...] Trabajamos con indígenas, con comunidades negras, con campesinos que históricamente han sido víctimas de los ataques armados. Berenice Celeita, intervention à l'IHEAL, 16/03/2017.*

²⁸³ *Desde el año 2013, yo tengo medidas cautelares otorgadas por la Comisión interamericana de Derechos humanos. La primera vez porque me secuestraron en el año 2003 y quienes me secuestraron fueron policías.*

Il convient de noter que les PBI sont en contact permanent avec le PDH et la COPREDEH mais ils semblent être conscients du manque de réaction de ces organismes. Face aux difficultés auxquelles doivent faire face les défenseur·e·s, les PBI essayent de leur donner des informations pour qu'ils puissent veiller sur leur propre sécurité et sur celle de leurs proches. Ils ont publié des « Bulletins populaires » qu'ils distribuent aux défenseur·e·s et qui touchent diverses thématiques. Il est expliqué, par exemple, que :

La diffamation des luttes et des protestations sociales est une forme de répression qui cherche à immobiliser les plaintes et les poursuites des organisations populaires en quête de justice. C'est une stratégie de l'État, appliquée par les gouvernements et la force publique, pour provoquer la peur sur ceux qui exercent le droit légitime d'organisation et exigent le respect des droits humains²⁸⁴.

Prenant en compte le fait que pour beaucoup l'espagnol n'est pas leur langue maternelle et que certains ne savent pas ou peu lire et écrire. Les bulletins résument les points importants et rappellent également la loi du pays :

- Todas y todos tenemos el derecho de ser informadas/os sin demora de la acusación y ser tratadas/os con igualdad ante los tribunales.
- El juicio debe llevarse en público y con un juez o una jueza imparcial e independiente, que debe presumir la inocencia de la persona acusada.
- El MP tiene que investigar las pruebas de carga y de descarga con un plazo de investigación de tres meses en caso de que la persona acusada esté en prisión preventiva y con 6 meses en caso de medidas sustitutivas.
- Tenemos el derecho de tener un abogado o abogada y un o una intérprete.




Illustration 9 : Comment faire face à la criminalisation²⁸⁵.

Luego, quitamos las medidas porque no eran necesarias. Y yo en ese tiempo, tenía mucha pena que me cuidaran policías si eran quienes yo denunciaba. Y entonces, en el 2005, quienes ejecutan extrajudicialmente a mi asistente Paulina, fueron policías. Y luego de eso, la criminalización en el 2008. [...] Yo a veces me río de la protección que me brindan porque tengo dos policías asignados a un carro. Que se tornan una semana uno, y la otra semana el otro. [...] Fíjate que las directrices de la Unión europea sobre defensores y defensoras de Derechos humanos son claras. O sea, yo merezco apoyo porque le estoy dando a mi sociedad un algo, un algo que mi Estado lo está quitando. Tanto la comunidad internacional como el Estado de Guatemala, tienen la alta obligación de protegerme y de darme todo lo que fuera necesario para que yo haga mi labor humanitario libremente. [...] Me dan dos policías. Y dos policías... Mira yo estoy seguro de que no estoy vivo por estas medidas cautelares, estoy vivo por Brigadas de paz. Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

²⁸⁴ BRIGADAS INTERNACIONALES DE PAZ. PROYECTO GUATEMALA. « Criminalización de la protesta social. » *Boletín popular*, 2015, n° 3, p. 7.

²⁸⁵ *Ibid.*, p. 12.

Lorsqu'un·e accompagné·e se trouve dans une situation où sa vie est en danger, les PBI réagissent immédiatement. Elles cherchent à comprendre ce qui se passe avant d'informer leur réseau d'alerte. Dans un entretien, Jan donne l'exemple récent de menaces de la part de personnes armées, à l'encontre de Lolita :

Eh bien, ce que nous faisons c'est ouvrir un journal clinique pour voir ce qu'il se passe. Et nous passons des appels. Notre pouvoir c'est d'oser parler avec les autorités de ce qu'il se passe. Nous appelons donc le maire, l'INAB, nous appelons la police avant tout. Nous les appelons toujours, notre mandat pour les droits humains c'est de vérifier que tout va bien, nous avons la confiance nécessaire pour le faire. D'une manière non-ingérante bien sûr [...] Et bien, après l'urgence, quand tout s'est calmé, un binôme est immédiatement allé au Quiché pour parler avec les personnes de la procureure, de la police, avec le maire et l'Institut national pour la forêt²⁸⁶.

Beaucoup reste à faire pour protéger les défenseur·e·s. Ils existent des mécanismes spécifiques pour les défenseur·e·s au Guatemala mais il semble qu'il y ait des failles. Même lorsqu'une protection est accordée, elle ne tient pas compte du fait que c'est souvent une protection armée, par des policiers, justement les acteurs que craignent les défenseur·e·s. Les PBI rappellent constamment durant les accompagnements et les réunions les mécanismes de protection et la loi locale. Le travail des défenseur·e·s est difficile et ils peuvent avoir l'impression d'être délaissés. Alors que ce n'est pas dans leur mandat, les PBI apportent un soutien moral, indispensable.

B) Un soutien moral pour les défenseur·e·s des droits humains

Oui, alors je pense que le soutien moral est définitivement là, le fait de voir qu'il y ait des gens qui sont là, qui sont présents. On appelait chaque semaine les défenseurs. Je pense qu'on apportait un soutien moral indéniable²⁸⁷.

²⁸⁶ *Y entonces bueno lo que hacemos nosotros es abrir como un diario clínico de bueno, ver lo que está pasando. Y hacemos llamadas. Nuestro poder es atreverse hablar con las autoridades de lo que está pasando. Así que llamamos al alcalde, al INAB de los bosques, llamamos al PNC más que nada. Siempre estamos llamando con ellos porque somos, bueno nuestro mandato como Derechos humanos de asegurar, tenemos esa confianza de hacerlo. Así que, de forma non-inherente por supuesto. [...] Y, bueno, después de la emergencia. Cuando todo se tranquilizó, una pareja salió hacia Quiché inmediatamente para hablar con personas, con esas personas de PDH, PNC, el alcalde, del Instituto Nacional de los bosques. Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.*

²⁸⁷ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

Les défenseur·e·s des droits humains font face à des situations compliquées, entre les menaces, la diffamation et la discrimination, leur travail est épuisant physiquement et psychologiquement. Dans un entretien Ruben, du CPK, m'explique que les baisses de moral sont fréquentes. Ce sont ces camarades et les communautés où il se rend qu'ils l'aident à poursuivre sa lutte²⁸⁸. Florentina s'est également confiée : « Des fois nous nous disons avec les camarades, “on n'en peut plus, nous sommes fatigués et nous devons abandonner nos familles. Je dois travailler pour donner à manger à mes enfants.” Mais les camarades répondent, “Et si nous n'accompagnons pas les cas ? Qui va le faire ? ”²⁸⁹ » Carlos Morales de la UVOC, parle de cette même solidarité au sein de son organisation : « Il y a des hommes, des femmes, courageux qui restent, qui continuent la lutte. Des fois ils n'ont plus de vêtements ou de nourriture²⁹⁰. » Les défenseur·e·s apprécient alors l'influence que peuvent avoir les PBI sur le comportement des acteurs locaux, comme l'explique Carlos :

Alors, les juges se retiennent de dire des choses discriminatoires. Parce qu'ils adorent être discriminés, ils traitent mal les autochtones, les paysans et ils traitent mal même l'avocat. Alors quand ils les voient, ils le respectent. Ça c'est un travail précieux que font les PBI pour nous, pour moi et ma famille²⁹¹.

La situation est aussi difficile pour les femmes défenseuses. Elles sont en effet moins nombreuses que les hommes dans la plupart des organisations :

Nous évacuons un peu tout, tout ce que nous voyons. Si tu ne dis rien... Des fois cela nous donne mal à la tête, nous rend triste, des fois nous pleurons. Des fois avec la camarade Lolita, quand elle est ici, on se met à pleurer, « qu'allons-nous faire ? » [...] C'était difficile pour Lolita et moi. En plus, c'est la seule camarade femme qui est ici aussi. Ce sont en majorité que des hommes. Ça a été difficile pour nous jusqu'à maintenant²⁹².

²⁸⁸ Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

²⁸⁹ *A veces decimos con los compañeros, “ay no, es que ya estamos cansados y tenemos que abandonar a nuestra familia. Yo tengo que trabajar para darle comida a mis hijos”. Pero dicen los compañeros, “¿Y si no acompañamos los casos? ¿Quién va a hacer eso?”* Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

²⁹⁰ *Hay hombres, mujeres, valientes que se mantienen, mantienen la lucha. A veces se quedan sin ropa, sin comida.* Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.

²⁹¹ *Entonces ellos, los jueces también ya como que se limitan a hablar cosas discriminatorias. Porque les encanta ser discriminatorios, tratar mal al indígena, tratar mal al campesino y tratar mal al propio abogado. Entonces cuando miran, entonces le respetan. Eso es un trabajo valioso que tiene PBI para nosotros, para mí en mi persona y mi familia.* Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.

²⁹² *Desahogamos un poco de todo, o sea de todo lo que está viendo. Si uno no dice nada... A veces nos da dolor de cabeza, nos da tristeza, a veces lloramos. A veces con la compañera Lolita, cuando esté allí, nos ponemos a llorar y “¿qué hacemos?” [...] Con Lolita nos ha costado mucho. Porque más, con ella también que es la única*

Le traumatisme des violences vécues durant le conflit armé interne est toujours présent dans les esprits, comme en témoigne Florentina :

Je n'ai plus de mari. J'étais mariée à lui. Lui aussi était un militaire. Alors maintenant quand je vois les gens qui sont dans l'armée, quand je regarde un militaire. Je suis traumatisée de tout ça, parce que mes enfants ont eu un père qui est militaire. Et mon père, lui, est mort durant le conflit interne, c'était en 1982, il est mort, c'est l'armée qui l'a tué. Alors, je n'ai pas cette liberté, ça ne me vient pas à l'esprit de me dire « ah il y a les soldats ici pour ma sécurité ». Je ne peux pas dire ça²⁹³.

Elles font également face à la préoccupation de subvenir aux besoins de leur famille :

J'ai un mari. Et quand il a vu ça, mon mari ce qu'il a fait c'est me laisser les enfants et moi. « Ah vas-y, si tu es derrière cette femme, c'est ton mari », m'a dit le père de mes enfants. Il m'a laissé avec cinq enfants. Et maintenant je lutte. Et les camarades du Consejo me disaient : « Lutte Florentina. On va voir ce que l'on peut faire. Nous n'allons pas pouvoir t'aider avec de l'argent, économiquement, mais avec la force. Nous allons voir comment nous allons t'aider. » Je n'ai pas pu envoyer mes filles à l'école. Le camarade Ruben m'a donné un livre. Mes filles peuvent lire et écrire mais moi je ne peux pas. Alors, je disais à Lolita, « mais je ne sais pas lire. » Elle m'a dit : « Non Florentina, ce n'est pas par rapport à si tu sais lire ou non, tu dois avoir ces idées dans ta tête pour que toi aussi tu puisses accompagner ces personnes ». Elle m'a beaucoup encouragé et je suis ici grâce à elle²⁹⁴.

D'après une étude réalisée par Mahony et Eguren, les plus de 70 défenseur·e·s latino-américains et asiatiques interrogés, ont confirmé que le soutien moral et le sentiment de sécurité

compañera que también está aquí. Casi la mayoría son hombres. Nos ha costado mucho hasta ahorita. Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.

²⁹³ *Yo no tengo mi esposo. Con él fue casada. Es que él también fue un militar. Entonces yo ahorita cuando miro la gente que está en el ejército, miro un militar. Estoy traumada de eso, porque mis hijos tuvieron un papá que es militar. Entonces sí, mi papá, él murió en el conflicto interno, fue en el 1982, murió él, le mataron el ejército. Entonces, no tengo esa libertad, no tengo la mente de que "ay ahí están los soldados porque son mi seguridad". Yo no puedo decir eso. Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.*

²⁹⁴ *Y, aparte de eso, pues yo tengo esposo. Y cuando vio eso pues, mi esposo lo que hizo él, me tuvo que dejar con mis hijos. "Ah vaya, si vas detrás de esa mujer, es tu esposo", me dijo el papá de mis hijos. Me dejo con cinco hijos. Y ahorita yo estoy luchando. Pero decían los compañeros del Consejo: "Florentina a luchar. Aquí tenemos que ver que hacemos. No te vamos a apoyar con dinero, con la situación económica, pero con la fuerza. Vamos a ver cómo te vamos a apoyar". Yo no he podido tener mis hijas en la escuela. El compañero Ruben me dio un libro. Mis hijas pueden leer y escribir pero yo no puedo. Entonces, decía a Lolita, "pero yo no puedo leer", le decía yo. "No Florentina, no se trata de leer, tú tienes que tener esas ideas en tu cabeza para que tú también puedas acompañar las personas", me dice ella. Pues, gracias verdad, ella me ha animado mucho y aquí estoy. Entretien avec Florentina Pol, 02/06/2017.*

sont quelques-uns des bénéfices immédiats ressentis lorsqu'ils étaient accompagnés²⁹⁵. Selon Liam Mahony, le soutien moral que les volontaires offrent aux défenseur·e·s réduirait la peur et le stress et leur permettrait de poursuivre leur travail²⁹⁶. Cette présence des volontaires internationaux aurait un impact sur l'isolation et la stigmatisation auxquels font face les défenseur·e·s. Mahony ajoute que la présence des volontaires, comme témoins, donnerait de la légitimité aux défenseur·e·s²⁹⁷. Ainsi,

Dans un contexte de pression psychologique et de peur, l'accompagnement international remplit une fonction de renforcement : la présence internationale signifie qu'il y a une aide humaine, une approbation avec une certaine capacité de légitimer devant les yeux de l'individu et de la société les activités désignées par la répression. Et d'autre part, les défenseurs des droits humains perçoivent réellement que l'accompagnement les protège²⁹⁸.

Lorsque les défenseur·e·s font appel aux volontaires internationaux, c'est qu'ils font face à un réel danger. Ils doivent alors l'affronter et surmonter le traumatisme psychologique qu'il implique. De plus, des traumatismes liés à des événements passés peuvent également s'ajouter. Mahony et Eguren pensent que :

L'ingrédient clé pour une confrontation réussie de la peur et donc la condition pour une confrontation démocratique de l'état de terreur est une communauté de soutien – c'est-à-dire des organisations par lesquelles les individus peuvent se soutenir les uns les autres et unir leurs forces pour chercher la vérité et en finir avec la terreur²⁹⁹.

Le fait que les gens se soient engagés à faire face à de telles menaces comme un impératif moral quotidien ne signifie pas qu'elles cessent d'avoir un effet traumatisant sur le plan psychologique. Ils ont peut-être développé des mécanismes d'adaptation qui ressemblent à des états de peur ou de récupération qui s'alternent ou se chevauchent. Ils sont également confrontés à des niveaux de stress élevés et prolongés, dus au danger et au sentiment de responsabilité. Leur capacité à gérer ce stress contribue à leur efficacité en tant que militants. Ils ont bien souvent des familles pour qui ils s'inquiètent et qui eux, s'inquiètent à leur tour.

²⁹⁵ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards... op. cit.* Mentionné dans : EGUREN, Luis Enrique. *Field Protection..., op. cit.*, p. 4.

²⁹⁶ MAHONY, Liam. *Human Rights Defenders Under Attack..., op. cit.*, p. 9.

²⁹⁷ MAHONY, Liam. *Proactive Presence..., op. cit.*, p. 26.

²⁹⁸ *In the context of psychological pressure and fear, international accompaniment fulfils a strengthening function: international presence means help at a human level, an endorsement with a certain capacity to legitimise before the eyes of the individual and society the activities picked out for repression, and for another part human rights defenders really perceive that accompaniment protects them. Ibid.*, p. 4.

²⁹⁹ [...] *the key ingredient for the successful confrontation of fear, and thus the requisite for democratic confrontation of the terror state, is a community of support - that is, organizations through which individuals can support each other and join forces to seek the truth and end the terrors.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 14-15.

La présence de l'accompagnement, en plus de fournir une mesure de protection réelle, peut servir à bien d'autres fins, comme aider à affronter la peur, apaiser la famille de quelqu'un, soulager du stress – tout cela contribue à la capacité des militants à mener à bien leur mission³⁰⁰.

Jorge López Sologaitoa s'est confié sur l'assassinat de Paulina qui, au moment des faits, était accompagnée d'une autre femme transsexuelle, Sulma. Ils ont tiré sur Sulma mais elle a survécu et a été hospitalisée. Jorge a demandé une surveillance pour elle mais les policiers commençaient à menacer de la tuer. Alors, il a dû l'emmener dans un endroit plus sûr. Il raconte que les Brigades de Paix ont été présentes durant tout ce temps, puis les ont accompagnés et ont pris soin d'elle³⁰¹.

En conclusion de ce deuxième chapitre consacré aux défenseur·e·s des droits humains, nous avons vu que ces derniers sont victimes d'intimidations, de menaces et pour certains, d'assassinats. Craignant pour leur vie, ils se tournent vers les Brigades de Paix Internationales et leur demande un accompagnement. Les accompagnements physique, politique et informatif permettent de montrer aux attaquants que les défenseur·e·s ne sont pas seul·e·s. La communauté internationale, incarnée par les volontaires et leurs gilets, surveille leurs actes. Il existe différents degrés d'accompagnement selon la sévérité du cas. Les accompagnés·e·s gardent leur indépendance malgré la présence des PBI. De nombreux mécanismes de protection sont mis en place par des acteurs étatiques, mais leur manque de prises d'initiative et de réaction leur sont reprochées. Les défenseur·e·s auraient alors confiance en les PBI qui en plus de les accompagner, leur offrent un soutien moral.

³⁰⁰ *The fact that people have made a commitment to face such threats as a daily moral imperative does not mean the threats cease to have a psychologically traumatizing effect. They may instead have developed coping mechanisms that resemble alternating or overlapping states of fear and recovery. They also face high and prolonged levels of stress, from both the danger and the perceived sense of responsibility, and their ability to manage this stress contributes to their effectiveness as activists. They frequently have families about whom they worry, and who worry about them. The presence of accompaniment, in addition to providing a measure of real protection, may be serving many other purposes, from helping to confront fear, to calming one's family, to relieving stress - all of which contribute to the activists' ability to carry out their mission.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 15.

³⁰¹ Sulma a été assassinée le 19 novembre 2016 par des personnes de son entourage me dit-il. Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

CHAPITRE 3 - Défenseur·e·s locaux et volontaires internationaux : une coalition transnationale pour la défense des droits humains

I. L'accompagnement politique et informatif : le rôle des acteurs internationaux et du partage des informations

A) Mobilisation des réseaux de réponse urgente et de solidarité des PBI

Ils nous ont beaucoup aidé, comme avec les camarades qui sont allés en prison. Là, ils ont été saisis par la Cour, ils se sont présentés pour ne pas être emprisonnés. Et là, à la Cour, ils ont été capturés. Mais les PBI ont passé plusieurs appels, à l'ONU, partout. C'est ainsi qu'ils ont relâché les camarades³⁰².

Selon Sidney Tarrow la diffusion des informations prend place à travers, 1) d'une « diffusion relationnelle », caractérisée par des réseaux de confiance connectés ; 2) d'une « diffusion non relationnelle » qui a lieu par le biais des médias et d'Internet et ; 3) d'une « diffusion par des médiateurs », c'est-à-dire la circulation des informations par des agents intermédiaires. Ces processus ouvriraient la voie à des formes locales d'action collective et contribueraient à la diffusion de demandes politiques dans le monde entier³⁰³. Lisa Schirch explique dans son livre la logique employée par les corps civils de paix :

Les stratégies de dénonciation et de condamnation utilisent les réseaux internationaux d'alertes d'urgence et/ou les médias pour faire prendre conscience des violations des droits humains et mobiliser des pressions sur les groupes armés pour qu'ils modifient leurs comportements illégaux. Le corps civil de paix entre dans ce système des droits humains en partageant des témoignages, collectés sur le terrain, de personnes victimes de violence, permettant des actions plus rapides et légitimes. Les agents civils de maintien de la paix fournissent un compte rendu direct des atrocités et leurs rapports sont transmis à leur réseau d'alerte pour susciter l'indignation à l'international. Par les appels téléphoniques, les e-mails et fax, ils informent

³⁰² Nos han apoyado mucho, igual con los compañeros cuando fueron a la cárcel. Allí, fueron agarrados en el juzgado, estaban presentando para que no sean llevados a la cárcel. Y ahí en el juzgado fueron capturados. Pero PBI hizo todas las llamadas, a la ONU, a todos lados. Entonces ahí fue que soltaron otra vez a los compañeros. Entretien avec Sandra Calel, 05/06/2017.

³⁰³ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 101-102.

les leaders politiques et les perpétrateurs mêmes qu'ils ont connaissance des violations des droits humains.

Les réseaux d'alerte montrent que « le monde regarde » en établissant une relation entre les membres de l'équipe avec des membres de la communauté internationale. Les réseaux d'alerte sont des canaux qui permettent de communiquer sur des menaces spécifiques contre un membre du corps civil de paix. La capacité du corps civil de paix, à mobiliser rapidement la pression internationale sur les potentiels perpétrateurs, joue un rôle central dans leur capacité à réduire la violence et de prévenir l'agression³⁰⁴.

D'après Alexandra-Maria Bocşe, l'Union européenne serait un « terrain fertile » qui permettrait l'émergence de réseaux transnationaux³⁰⁵. Dans son cas d'étude, des ONG nationales et internationales, des politiciens et membres de parlements nationaux, ainsi que des membres du Parlement européen forment un réseau³⁰⁶. Keck et Sikkink ont également mentionné l'existence de comités consultatifs sur les droits humains, qui incluent des ONG, politiciens et spécialistes³⁰⁷. Enfin, Tarrow voit l'Union européenne comme une « *composite polity* », ou une entité politique composite, dans laquelle différents domaines politiques permettent quatre formes différentes d'alignement entre les acteurs non-étatiques, les autorités supranationales et les États :

Les alignements nationaux-supranationaux où les États coopèrent avec les autorités supranationales dans la mise en œuvre de politiques communes, parfois contre les souhaits de leurs propres citoyens.

Les alignements supranationaux-locaux dans lesquels les fonctionnaires de l'UE forment des alliances avec des acteurs sous régionaux et non étatiques, parfois avec l'accord de leurs propres gouvernements.

Les alignements populaires-nationaux dans lesquels les citoyens et leurs gouvernements s'unissent contre les politiques de l'UE.

³⁰⁴ *Naming and shaming strategies use international emergency alert networks and/or media to raise awareness of human rights violations and to mobilize pressure on the armed groups to change their unlawful behavior. Civilian peacekeeping enters into this human rights system by providing, on the ground, eye-witness accounts of violence against civilians that allows for more rapid and more legitimately informed actions. Civilian peacekeepers provide a first-hand account of atrocities, and their reports are fed to the alert network to mobilize international outrage, phone calls, e-mails, and faxes to inform political leaders and the perpetrators themselves that there is awareness of the human rights violation. The alert networks show that “the world is watching” by connecting the team members with members of the international community. Alert networks are channels for communicating about specific threats against a civilian peacekeeper. The ability for civilian peacekeepers to quickly mobilize international pressure on potential perpetrators plays a central role in the ability of the peacekeepers to reduce violence and to prevent aggression.* SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 45-46.

³⁰⁵ BOCŞE, Alexandra-Maria. « Understanding transnational advocacy networks: how the political opportunity structure impacts their emergence. » [En ligne] 2011, p. 128.

³⁰⁶ *Ibid.*, p. 123.

³⁰⁷ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 102.

Les coalitions transnationales *entre les agents gouvernementaux, non-gouvernementaux et supranationaux*³⁰⁸.

Les PBI réalisent un travail d'incidence à Bruxelles comme l'explique Kerstin Reemtsma, représentante des PBI à l'Union européenne, au cours d'un entretien. Elles sont en contact avec le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) qui est composé de responsables géographiques. Au sein du SEAE, les PBI sollicitent une personne de manière régulière avec qui elles se rencontrent tous les deux mois. Les PBI sont également en contact avec le département pour les droits humains, qui fait aussi parti du SEAE, dans lequel une personne est responsable de l'Amérique latine. Par ailleurs, Kerstin indique que le responsable spécial pour les droits humains est allé au Guatemala l'année dernière pour rencontrer, entre autres, des membres de la société civile. Les PBI maintiennent également des relations avec des personnes travaillant à la Commission européenne, qu'elles sollicitent lors des tournées de plaidoyer. Au Parlement européen, certains parlementaires sont intéressés directement par la thématique. Notamment ceux regroupés au sein de la délégation pour l'Amérique centrale et à la sous-commission pour les Droits de l'Homme au Parlement. Dans ces espaces, les PBI tentent de promouvoir des thématiques à aborder ou des activités à mettre en place, comme des visites au Guatemala. Au Conseil, il y a des groupes de travail, dont un sur les droits humains. Des réunions sont ainsi organisées avec les représentations permanentes, un espace où des décisions globales sont prises. Ce qui représente un fort intérêt pour les PBI.

Les PBI essayent donc d'avoir une incidence politique sur les décisions politiques en présentant des cas concrets. Kerstin a mentionné le fait que les PBI ont été récemment invitées à parler des mécanismes de protection dans un contexte d'investissements. A une autre occasion, elles étaient invitées à témoigner dans le cadre d'un groupe de travail avec des personnes qui travaillent sur la thématique des droits humains et d'autres personnes qui se spécialisent sur l'Amérique latine. Les PBI avaient été invitées avec d'autres ONG à parler des assassinats qui ont eu lieu dans la région. Les PBI seraient alors sollicitées par des agents de l'Union européenne car elles peuvent produire des informations rapidement et les diffuser

³⁰⁸ National-supranational alignments in which national states cooperate with supranational authorities in the implementation of common policies, sometimes against the wishes of their own citizens.

Supranational-local alignments in which EU officials form alliances with substate and nonstate actors, sometimes without the agreement of their own governments.

Popular-national alignments in which citizens and their governments combine against EU policies.

Transnational coalitions among governmental, nongovernmental, and supranational agents.

TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 82.

efficacement. Cette aptitude à donner des témoignages recueillis sur le terrain et à partager des informations véridiques serait d'ailleurs la clé de leur identité et de la continuité de leur existence en tant qu'ONG³⁰⁹.

Manon Yard est coordinatrice plaidoyer à Genève. Lors d'un entretien, elle m'explique que les PBI sont en contact avec le Haut-commissariat aux droits de l'homme et le Conseil des droits de l'homme, ainsi qu'avec les rapporteurs spéciaux sur la situation des droits de l'homme ou sur des thématiques qui touchent le travail des PBI. Elles sont également en relation avec les comités de l'ONU et elles interviennent lorsqu'il y a des examens dans les pays où elles sont présentes. En Suisse, les PBI sont en relation avec un réseau d'avocats, le Ministère des Affaires étrangères suisse et des politiciens³¹⁰. A Genève aussi la consolidation du réseau de soutien avec d'autres acteurs gouvernement et non-gouvernementaux s'explique par le fait que :

Les ONG pallient, avec leur expertise, les manques des appareils bureaucratiques étatiques. Le fait qu'elles soient proches de la base et qu'elles connaissent les problématiques locales — dont les décideurs politiques ne sont souvent pas assez proches — joue ici un rôle important³¹¹.

Toutefois, les PBI ne réalisent pas de dénonciations publiques dans les médias³¹² tant que les violations ne touchent pas directement des personnes ou organisations avec qui elles travaillent ou des volontaires. En respect avec le principe de non-ingérence, les PBI ne cherchent pas à être la première ou unique source qui dénonce les violations des droits humains³¹³. Les documents qu'elles produisent sont cependant partagés avec les membres de leur réseau de solidarité³¹⁴. Comme l'explique Manon :

En fait, je pense que c'est la stratégie de PBI, de ne pas dupliquer l'information. Très souvent, je dirais, on n'est pas les plus rapides à réagir quand il se passe quelque chose. C'est peut être aussi, du coup, notre force parce qu'on analyse l'information. Mais c'est vrai que si on voit qu'il y a déjà beaucoup d'alertes publiées, [...] on ne va pas forcément publier notre propre alerte et l'envoyer aux réseaux parce qu'il y a déjà eu quelque chose. Donc, du coup, on va plutôt essayer de soutenir ces efforts-là³¹⁵.

³⁰⁹ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, op. cit., p. 10.

³¹⁰ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³¹¹ LANGER, Stephan. « Les réseaux transnationaux des ONG et le rôle joué par le facteur “savoir” dans la contestation menée contre les multinationales : l'exemple de la Coordination contre les risques de Bayer (CRB). » *Annales de géographie*, 2009, vol. 4, n° 668, p. 417.

³¹² CHECA HIDALGO, Diego. « Noviolencia en zonas de conflicto... » op. cit., p. 147.

³¹³ *Idem.* et EGUREN, Luis Enrique. *Field Protection...*, op. cit., p. 8.

³¹⁴ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping...* op. cit., p. 19.

³¹⁵ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

Ça nous est arrivé d'apporter des informations complémentaires à une alerte qui avait été publiée et d'envoyer des informations au Ministère des affaires étrangères. Je pense que c'est le cas de Berta Cáceres notamment. Mais du coup, on n'avait pas rendu ça public. C'était vraiment pour apporter des informations complémentaires³¹⁶.

Les PBI ont développé deux réseaux d'alertes. Le premier, le Réseau de réponse urgence (*Emergency Response Network*), est composé de membres de la société civile du monde entier. Le deuxième, le réseau de solidarité des PBI (*PBI Support Network*), est composé de parlementaires, employés des ambassades, représentants de gouvernements, organisations académiques, l'ONU et des ONG telles qu'Amnesty International³¹⁷. Ce deuxième réseau est, d'après Schirch, plus fréquemment utilisé car il est plus rapide et plus efficace. Les réseaux d'alerte sont sollicités lorsqu'une ou un défenseur·e est en danger dans son pays. Comme le racontent Eguren et Mahony, qui, il y a quelques décennies, accompagnaient Rigoberta Menchú au Guatemala. Ils ont alerté le bureau à Toronto de la possibilité d'une urgence. Depuis le Canada, des appels téléphoniques ont été passés et de nombreuses organisations ont également alerté leurs propres réseaux. Le gouvernement guatémaltèque a reçu des centaines d'appels et de télégrammes. Rigoberta et son collègue ont été libérés à la fin de la journée. Schirch argumente que le gouvernement guatémaltèque, dépendant de l'aide américaine, ne pouvait risquer les coûts politiques d'une telle action. Dans ce cas, l'accompagnement n'a pas stoppé l'arrestation de Rigoberta mais le réseau d'alerte a permis sa libération³¹⁸.

Un autre exemple est celui de la Colombie. Les membres du gouvernement d'Uribe, qui critiquaient ouvertement le travail des PBI, se sont retrouvés à devoir répondre aux appels téléphoniques d'organisations internationales et d'officiels de divers gouvernements. Ces derniers ont appuyé le travail des PBI, qui a vu les menaces s'arrêter après avoir utilisé ce réseau d'alerte³¹⁹. En effet, d'après Tony Corbalis :

Cet impact est particulièrement important lorsque ces manifestations proviennent de réseaux de hauts niveaux d'autorités politiques et diplomatiques influentes telles que les représentants d'autres gouvernements ou des organisations intergouvernementales comme l'Union européenne.

³¹⁶ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³¹⁷ CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International... *op. cit.*

³¹⁸ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 46-47.

³¹⁹ *Ibid.*, p. 94.

*Cela est dû aux impacts potentiels sur les aides données au pays, le commerce et les relations politiques*³²⁰.

Quand il y a une alerte, les groupes nationaux contactent d'abord le Ministère des Affaires étrangères. Ils communiquent avec les responsables géographiques pour leur transmettre l'information. Selon le niveau de l'alerte, les PBI contactent également des parlementaires et leur demandent d'écrire des lettres ou de poser une question au Parlement. Cela oblige le gouvernement, par le biais du Ministère des Affaires étrangères, à poser des questions sur la situation à la délégation ou à l'ambassade du pays concerné. Cette technique a une incidence directe car le MAE se rend alors compte qu'il y a un intérêt et un doute de la part de la communauté internationale qui ne peut ignorer ce qui se passe³²¹.

Cependant, des questions se posent sur la réelle efficacité des réseaux d'alerte :

*Là où il y a le plus de résultats, c'est avec les Ministères des Affaires étrangères. Et cela fonctionne du moment que les groupes nationaux gardent un contact régulier. Un exemple de réussite est quand ils ont essayé de faire sortir des volontaires des PBI il y a quelques années de ça. Et là il y a eu une mobilisation très forte. Et c'était grâce au travail de l'équipe au Guatemala, renforcé par le travail des groupes nationaux avec leurs Ministères et le travail à Bruxelles. Il y a eu une déclaration depuis Bruxelles du groupe de travail sur les droits humains appelant à toutes les missions au Guatemala à se mobiliser. Au final, neuf ambassades ont parlé avec le Ministre de l'intérieur. Ce fut exceptionnel cette mobilisation. Et d'une certaine manière cela laisse un goût... D'un côté, nous sommes très heureux, de l'autre, ça te laisse un peu... Pourquoi ne pas faire la même chose avec les défenseur-e-s, n'est-ce pas*³²² ?

Kerstin mentionne au cours de l'entretien que les PBI ont des difficultés avec le département chargé du commerce de la Commission européenne. Elle m'explique qu'ils n'ont pas d'intérêts à écouter les PBI. Kerstin parle quand même de moments où il semble que leurs réseaux

³²⁰ *This impact is particularly strong when those protests come from high-level networks of influential political and diplomatic authorities such as representatives of other governments or intergovernmental organisations such as the European Union. This is due to the potential upshots in terms of a country's aid, trade and political relations.* CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International... op. cit.

³²¹ Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

³²² *Entonces lo más que se logra son los MAE. Y eso sí, funciona en la medida que los grupos nacionales tienen un contacto regular. Un ejemplo que fue muy exitoso fue con lo que hicieron sacar a los voluntarios de PBI hace unos años atrás. Ahí, sí, hubo una movilización muy fuerte. Y fue gracias al trabajo del equipo en Guatemala, reforzado por el trabajo de los grupos nacionales con sus MAE y el trabajo en Bruselas. Entonces hubo un pronunciamiento desde Bruselas del grupo de trabajo de Derechos humanos llamando prácticamente a las misiones en Guatemala a movilizarse frente a eso. Y de hecho al final, fueron nueve embajadas a hablar con el Ministro del interior. O sea, eso fue excepcional, de movilización. Y de cierta manera deja un sabor... Por un lado, nos alegramos mucho, por el otro lado, te deja un poco... Porque no hacer lo mismo con defensores, ¿no?* Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

s'activent, « Même si, par exemple, nous avons écrit une lettre à l'attention des membres du congrès guatémaltèque et nous avons réuni 25 signatures en quatre ou cinq jours. Ça s'est bien passé mais ce n'est généralement pas le cas pour une alerte³²³. » Manon Yard, elle, avoue que les alertes sont rares :

Ensuite, concernant les alertes en général. On ne va pas forcément les... Oui, en général je les envoie au réseau d'ONG, mais disons que je n'attends pas forcément une grande réaction de leur part. Ça va être pas tant... C'est arrivé qu'on fasse des alertes ou des actions coordonnées sur des alertes mais je dirai que c'est assez rare³²⁴.

Au Guatemala, les volontaires sont en contact avec les ambassades, le « groupe filtre » composé des ambassades suédoise, suisse et allemande, ainsi que d'autres ambassades de pays appartenant à l'Union européenne. Les PBI échangent également des informations avec l'ACNUDH³²⁵ et d'autres ONG locales et internationales. Malgré que certains de ces réseaux soient informels, leur activité est fondée sur l'échange d'informations³²⁶. Les PBI, à travers l'organisation de tournées de plaidoyer, permettent de « donner un visage » aux violations des droits humains.

B) Les tournées de plaidoyer : rencontres des défenseur·e·s avec des acteurs internationaux

Parce que oui, nous voyons que les gens réagissent plus quand ils ont vu leur visage³²⁷.

Comme l'expliquent Keck et Sikkink, les acteurs non étatiques servent de sources alternatives d'informations, ils présentent des données mais aussi des témoignages³²⁸. Les

³²³ *Aunque por ejemplo, hicimos en junio una carta a los congresistas guatemaltecos, logramos 25 firmas en cuatro, cinco días. O sea, eso estuvo bien. Pero no es el general para una alerta en absoluto.* Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

³²⁴ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³²⁵ Entretien avec Jan Michael Sabbe, 20/06/2017.

³²⁶ KHAGRAM, Sanieev, RIKER, James et SIKKINK Kathryn. *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2002, p. 7.

³²⁷ *Porque sí, vemos que la gente reacciona más cuando ya ha visto la cara.* Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

³²⁸ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, op. cit., p. 19-21.

Brigades de Paix Internationales, en plus d'alimenter leurs réseaux de solidarités avec les informations recueillies sur le terrain, offrent l'opportunité aux défenseur·e·s et aux membres de leurs réseaux de se rencontrer directement lors des tournées de plaidoyer. Dans leur livre, la Coordination de veuves du Guatemala (CONAVIGUA) parle de ces tournées de plaidoyer qui leur permettent de mieux faire connaître leur travail³²⁹. Lolita, du CPK, a également pu réaliser des tournées, comme l'explique Ruben, « c'est nécessaire que les gens sachent ce que nous faisons³³⁰. » C'est également le cas de Carlos Morales, de la UVOC : « c'était en 2005 il me semble. Après le lynchage que nous avons souffert. J'avais encore les marques de la torture. PBI a fait les mises en contact et je suis parti raconter ce que se passait au Guatemala³³¹. » Le Comité pour une intervention civile de paix souligne l'importance de ces tournées de plaidoyer :

Les tournées de plaidoyer font partie intégrante de la stratégie de protection des DDH. Cela consiste à inviter en Europe et en Amérique du Nord des personnes accompagnées par les ONG sur le terrain pour que la communauté internationale soit davantage consciente de l'importance de leur travail et les aide. Ces tournées permettent aux DDH invités de construire et développer leur réseau d'appui qui comprend des élus, des fonctionnaires, des experts du droit ou des militants de base qui pourront les aider en cas de menace pressante dans leur pays. Elles comportent également un volet de diffusion auprès du grand public avec l'organisation de conférences publiques en lien avec des partenaires associatifs (Amnesty International notamment) et un volet médias. Ces visites sont aussi essentielles pour dynamiser les réseaux bénévoles en France et alimenter le dialogue entre les pays notamment à travers des échanges avec les candidats au départ lors des formations à l'ICP. Il est prouvé qu'un défenseur qui a pu faire une tournée et être reçu par les autorités lors de son voyage est plus légitime dans son propre pays et que les agresseurs potentiels sont davantage dissuadés de leur porter atteinte. La visibilité et la mobilité sont des éléments clés pour la sécurité des DDH³³².

D'après les informations communiquées par Kerstin, représentante des PBI à l'Union européenne, le projet Guatemala a des fonds limités. Dans ce pays, les PBI peuvent se permettre d'organiser uniquement deux tournées par an. L'équipe doit sélectionner la personne ou l'organisation qui partira en Europe ou en Amérique du Nord selon sa vulnérabilité. La priorité est donnée à la personne dont le cas est le plus urgent. Un autre critère important est celui des thématiques, notamment si un cas semble être au centre des préoccupations qui font

³²⁹ CONAVIGUA. *Chirij ri qakamisaxik, niqajotayij ri qak'aslem. Del genocidio a la sobrevivencia a protagonistas de una historia propia*. Ciudad de Guatemala : Editorial Maya' Wuj, 2013, p. 66.

³³⁰ *Es necesario que la gente sepa lo que estamos haciendo*. Entretien avec Ruben Samayoa, 01/06/2017.

³³¹ *Fue en el 2005 parece, si. Después del, después del linchamiento que sufrimos. Entonces, todavía tenía las marcas de la, de la tortura entonces. Entonces, PBI hizo los contactos, y fui a contar lo que estaba pasando aquí en Guatemala*. Entretien avec Carlos Morales, 05/06/2017.

³³² COMITÉ POUR UNE INTERVENTION CIVILE DE PAIX. « Tournées de Défenseurs des droits humains. » *Comité ICP*, [S.d.]

l'actualité³³³. On voit donc que les PBI essayent de travailler d'une manière qui intéresse le plus possible leurs réseaux. En France, les PBI peuvent accueillir entre quatre et cinq tournées par an³³⁴. Un exemple du déroulement d'une tournée de plaidoyer est expliqué par Camille, ancienne coordinatrice des PBI France, dans l'encadré suivant.

Encadré 2 : Un exemple de tournée de plaidoyer à Paris

Donc, ce sont les projets [PBI dans les pays] avec les défenseurs, qui mettent en place... Ils pensent à une tournée et décident pour quels pays ça serait intéressant, et ce que veulent faire les défenseurs. Puis, le projet demande aux groupes nationaux s'ils sont intéressés pour le recevoir. En général ce sont des tournées de deux ou trois jours. Et après on met en place la partie logistique et la partie politique. [Il s'agit] de savoir quels sont les objectifs de la tournée, quel message faire passer. On a un petit portrait du défenseur que l'on peut envoyer du coup aux partenaires, aux instituts, aux acteurs institutionnels.

Et du coup ceux qu'on voit tout le temps, tout le temps, c'est le Ministère des affaires étrangères. Donc plutôt le département géographique, donc les chargés par exemple de, le rédacteur Colombie, le sous-directeur Amérique du sud pour la Colombie, ou pour le Mexique / Amérique centrale, toujours le sous-directeur Amérique centrale / Mexique. Et parfois du coup, des personnes en charge par exemple des thématiques droits de l'homme. [...] On rencontre toujours le Ministère.

Ensuite il y a le Barreau de Paris avec qui on travaille beaucoup, qui nous finance sur des projets depuis trois ans, qui est toujours très intéressé pour rencontrer des défenseurs, pas que des avocats. Et du coup, le Barreau de Paris, on les rencontre absolument à chaque fois. Ensuite, si c'est un avocat par exemple on va rencontrer l'Union internationale des avocats, l'Alliance des avocats pour les droits de l'homme, enfin voilà, d'autres asso. Là pour Guillermo, qui est juge, on a rencontré le syndicat à la magistrature. Enfin du coup on adapte selon les profils.

On fait toujours une réunion inter-associative avec les asso qui travaillent sur les thématiques.

On rencontre les médias. RFI, toujours, parce qu'il y a une journaliste, Véronique Gaynard, qui fait la chronique Droits de l'homme le samedi. Donc elle rencontre toujours le défenseur qu'on accompagne. France Culture, j'ai été les voir plusieurs fois. La journaliste, Nadine Epstain, du journal de 18h, est intéressée en général pour nous rencontrer mais elle nous dit à chaque fois que c'est compliqué en fait de faire passer auprès de sa rédaction, de parler d'un sujet d'AL. Parce que ça ne les intéresse pas du tout, et elle, elle fait un peu du forcing. Elle a réussi quand même plusieurs fois à faire passer des guatémaltèques, des colombiens. Après des journaux aussi, des revues en ligne [...] Après on essaye de faire un événement public avec une autre asso.

Et puis après il y a les députés-sénateurs que l'on rencontre aussi. Qui sont dans les groupes d'amitiés. On a rencontré à plusieurs reprises Noël Mamère et son assistante, sur le Honduras justement, ça l'intéresse beaucoup. Le Honduras et ce qui se passe pour les défenseurs environnementaux. Laurence Cohen, une sénatrice communiste qui travaille sur la Colombie. On essaye de cibler les députés/sénateurs qui peuvent être intéressés. [...]

³³³ Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

³³⁴ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

On essaye aussi de rencontrer Michel Forst qui est le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des défenseurs des droits de l'homme. Du coup, il est français et il travaille à la Commission nationale des droits de l'homme à Paris. Il connaît très bien PBI et il est toujours très content de rencontrer les défenseurs que l'on accompagne. Quand il est à Paris, ce qui arrive quand même assez rarement mais qui est déjà arrivé deux ou trois fois, on le rencontre du coup euh, ça c'est super que l'on puisse le rencontrer directement.

On a rencontré aussi Emmanuel Decaux, qui est le président du Comité contre les disparitions forcées des Nations unies, qui est aussi français et professeur de droit à Paris Assas aussi je crois. Et du coup pareil, c'est super de pouvoir le rencontrer, pour qu'il connaisse les défenseurs et puis que l'on puisse échanger sur la thématique des disparitions forcées. On s'adapte à la thématique³³⁵.

Programa de la gira en Francia de Berenice Celeita et Marcos Ramirez
15-18 mars 2017

Liste de celular :

Kim : [redacted] // whatsapp : [redacted]
 Cyrielle : [redacted]
 Pauline : [redacted]
 Coraline : [redacted]
 Sofia : [redacted]

3 noches : AIRBNB : 4 rue Bellart, 15^{ème} arrondissement. Metro : Sèvres-Lecourbe (linea 6).
 digicode : [redacted]
 1^{er} piso, corredor a la izquierda, puerta de izquierda al fondo.
 Contacto : [redacted] (habla inglés) : [redacted]

Miercoles 15/03

11h25 : Llegada en aeropuerto Orly : Pauline [redacted]
 15h30 : entrevista radio France Culture
 periodista : Nadine Epstain : [redacted]

Lugar : Maison de la Radio, 116 ave du président Kennedy 75016
 Porte B rue du boulaivilliers (en frente del resto Zebra). Ella nos viene a buscar.
 Con Kim

Jueves 16/03

9h30 : entrevista con el periodista Gilles Biassette, *La Croix*
 Lugar : su hospedaje
 Contacto Gille Biassette : [redacted]
 Con : Kim

Atencion : ir a buscar Henry Morales

11h : reunión interesociativa
 Lugar : Secours Catholique, 106 rue du bac, Salle Abraham, "reunión PBI"

14h : Barra de Abogados de Paris
 Aurélia Huot et Vice-Bâtonnière Dominique Attias
 N° téléphone Aurélia Huot : [redacted]
 Lugar : Palais de Justice, 4 boulevard du Palais, Paris 4e
 Rdv à 13h45. Cartas de identidad !!!
 Con : Kim y Cyrielle
 Objetivos : financiamiento para Colombia (abogados). Guatemala?

16h : Instituto de Altos Estudios de América latina
 Presentacion de PBI y del acompañamiento internacional
 Con : Kim y Cyrielle

18h15 : entrevista con el periodista François-Xavier Gomez, *Liberacion*
 su contacto : [redacted]
 Con Kim y Cyrielle

19h : Conferencia Acuerdos de Paz en Colombia y Guatemala
 72-76 boulevard de la Villette 19ème, Sede de Amnistia Internacional Francia
 Con Henry Morales, Tzuk Kim Pop (socio de Terre des Hommes Francia)
 Responsable : Kim

Viernes 06/12/03

10h : Entrevista radio, Véronique Gaymard – *RFI* – Cronica DDHH
 Con : Cyrielle y Maja
 Lugar : café NEO, 124 bvd Saint-Germain, metro Odéon. Sala del fondo.
 Contacto : [redacted]

11h : entrevista con Cyrielle para la revista de PBI Francia.

15h : Cita en el MAE con los responsables geográficos de Guatemala y Colombia y los miembros de la oficina de DDHH. Cartas de identidad !!!
 Marie Hubert (secrétariat NUOI-H), Latifa Bentiri, Jean-Pierre Albrand, Rachel Caruhei, Maros Anna, Aboulhamis Marine
 Lugar : 8 bis, rue Saint-Dominique. grand portail, mais il y a une petite porte. sonner si elle est fermée
 Contacto : [redacted]

Sábado 18/03

10h : Entrevistas video con Valentina de Teje
 Con : Kim y Sofia
 Lugar : Labo 6, 70 bis rue de Rennes, S. de la Nation I - E en espace Co-Work : [redacted]
 Contacto : Alejandra : [redacted]

18h21 : départ Gare de l'Est
 Con : Coraline :
 Contact :

Illustration 10 : Rendez-vous des défenseur·e·s durant une tournée de plaidoyer à Paris.

Manon témoigne de la similitude des stratégies en Suisse. Lorsque les défenseur·e·s partent en tournée de plaidoyer dans ce pays, ils sont conviés à des réunions avec le Ministère des affaires

³³⁵ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

étrangères à Berne. Ils répondent également à quelques interviews pour la presse et à la radio. Ils rencontrent aussi les membres du réseau composé d'autres ONG et organisent ensemble des événements. S'ils se rendent à Genève, des rencontres sont organisées avec les procédures spéciales, les bureaux des rapporteurs. Cela dépend bien sûr des thématiques sur lesquelles ils travaillent,

ensuite, on essaye vraiment de s'adapter aux besoins des défenseurs. Ça peut être, si c'est un avocat, comme en France, [on va] organiser une rencontre avec le Barreau de Genève, avec éventuellement des parlementaires. On le fait beaucoup moins qu'en France parce que le système politique est différent mais ça peut parfois être pertinent.

Ce qu'on fait aussi quand les défenseurs viennent dans le cadre du Conseil des droits de l'homme, c'est qu'on essaye de les faire intervenir lors des sessions du Conseil. Par exemple, cette année en mars, il y avait le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme qui présentait son rapport annuel. Donc, on avait une défenseuse du Mexique qui était là et qui a pris la parole lors de la présentation du rapport pour parler de la situation des défenseurs de la terre et de l'environnement en Amérique latine et en particulier au Mexique³³⁶.

Cependant, les tournées de plaidoyer avec les acteurs étatiques ou les représentants d'organisations internationales peuvent être décevantes. J'ai pu réaliser une observation participante de la tournée de plaidoyer de Berenice et Marcos à Paris en mars 2017. Voici ce que j'ai annoté dans mon carnet de terrain à la suite d'une réunion avec le Ministère des affaires étrangères :

Réunion très formelle, Kim était assise à côté de Berenice, moi à côté de Marcos pour la traduction. La réunion a duré deux heures et demi. Berenice a d'abord parlé de Nomadesc et du paramilitarisme. Des questions critiques s'en sont suivies. Ils demandaient des preuves tangibles du lien entre paramilitarisme et l'État ou les entreprises. Ils avaient du mal à comprendre comment est-ce que l'État colombien peut d'une part entrer dans un processus de paix, et de l'autre continuer avec la terreur. [...] A la fin de la réunion, Kim a essayé de dénoncer les entreprises extractives, dont une est en partie française. La réponse ? Pas d'Accords ne permettent de faire quelque chose : « Les entreprises payent leurs impôts, au contraire des entreprises locales. » « Il n'existe pas d'Accords sur les réserves naturelles. » « Les entreprises respectent les lois guatémaltèques malgré que celles-ci soient peu protectrices. »

³³⁶ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

La déception se fait sentir. Berenice se plaint d'avoir dû se justifier plus que Marcos. Les questions qui lui étaient adressées, notamment sur le paramilitarisme étaient difficiles.

Est-ce que les tournées de plaidoyer sont si efficaces ? Il semble qu'il y ait un suivi dans les questions du MAEDI à PBI. Mr Quentel a mentionné Camille, l'ancienne coordinatrice. Ils sont à l'écoute mais ne peuvent faire grand-chose malgré qu'ils utilisent les informations qui leur sont données pour écrire des rapports³³⁷.

Durant notre entretien Kerstin m'expliquait le déroulement des tournées de plaidoyer à Bruxelles. Un élément de son récit m'a interpellé, notamment lorsqu'elle disait que certaines personnes à Bruxelles veulent que tout leur soit expliqué en cinq minutes. Ce qui est quelque chose de très impoli au Guatemala. Ainsi, elle m'explique que c'est un défi pour eux, elle est obligée d'expliquer aux défenseur·e·s que leur présentation doit être rapide et aller droit au but. Enfin, il existe un dernier sujet de préoccupation. Des membres des PBI craignent que le travail de plaidoyer devienne plus compliqué du fait que d'importants pays de l'Union européenne ont de forts intérêts économiques au Guatemala, ce qui va à l'encontre des préoccupations pour les droits humains³³⁸.

Le travail des PBI s'appuie sur des « réseaux d'alerte », composés d'agents étatiques, de représentants d'organisations internationales et de membres d'organisations non gouvernementales. Les PBI organisent plusieurs fois par an des tournées de plaidoyer. C'est l'occasion pour les défenseur·e·s de parler directement avec les personnes qui pourraient avoir une influence sur le gouvernement guatémaltèque. C'est aussi une opportunité pour les membres des réseaux de mettre un visage sur celles et ceux qui sont victimes de violations des droits humains. Dans la partie suivante, nous allons analyser l'accompagnement, cette intervention non-violente des PBI sur le terrain, et discuter son impact sur le travail des défenseur·e·s.

II. L'accompagnement : une intervention extérieure non-violente

A) Le rôle des volontaires dans la création d'un espace politique sécurisé

³³⁷ Carnet de terrain, le 17 mars 2017 à Paris.

³³⁸ MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report... op. cit.*, p. 8.

*Les activités sont nécessairement notre premier sujet. Dans un monde de plus en plus internationalisé, une couche fluide, cosmopolite, mais enracinée de militants et de défenseurs développe des ressources, des compétences et des opportunités nationales pour promouvoir les objectifs collectifs des personnes qu'ils prétendent représenter. Certains militants le font au nom de la mondialisation, d'autres contre ses ravages*³³⁹.

Tarrow parle d'individus et de groupes d'individus qui travaillent à l'intérieur et à l'extérieur de leur propre pays. Il appelle les activistes transnationaux des « *rooted cosmopolitans* », des « cosmopolites ancrés » qui « mobilisent des ressources et opportunités domestiques et internationales pour présenter les revendications d'acteurs externes, contre des ennemis externes, ou en faveur d'aspirations en commun avec les alliés transnationaux³⁴⁰. » Ces « cosmopolites ancrés » forment un sous-groupe dans la « grande famille » des activistes transnationaux. Ils sont engagés dans des activités politiques contentieuses et impliqués dans des réseaux transnationaux³⁴¹. Alors qu'ils se déplacent physiquement et cognitivement en dehors de leur pays, ils ont accès à des ressources et opportunités de leur lieu d'origine³⁴². Comme l'expliquent Guidry, Kennedy et Zald, les groupes de pairs travaillant pour les droits humains sont composés d'activistes qui sont persuadés que le langage des droits humains est un moyen de critiquer la violence étatique. Ces individus qui, souvent, rejoignent des organisations internationales non-gouvernementales -telles que les PBI- promeuvent certains modèles des droits humains, de l'environnement, d'égalité et de justice. Leurs motivations et actions proviennent d'un souhait de demander aux États, et à d'autres acteurs, d'implémenter correctement des principes reconnus mondialement, tel que celui du respect des droits humains³⁴³. « L'expérience, les leçons du passé, l'apprentissage, la conscience de vivre dans un monde où les connexions internationales sont facilitées, en bref, la dimension cognitive de l'interactivité est un facteur qui pousse au rapprochement³⁴⁴ », malgré les prises de risques politiques, légales, psychologiques et physiques liées à leurs activités. Ces risques viennent

³³⁹ *The activists are necessarily our first subject. Within an increasingly internationalized world, a fluid, cosmopolitan, but rooted layer of activists and advocates is developing that uses domestic resources, expertise, and opportunities to advance the collective goals of the people it claims to represent. Some activists do so in the name of globalization, others against its ravages.* TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 34.

³⁴⁰ *individuals and groups who mobilize domestic and international resources and opportunities to advance claims on behalf of external actors, against external opponents, or in favor of goals they hold in common with transnational allies.* Ibid., p. 29.

³⁴¹ *Idem.*

³⁴² *Ibid.*, p. 42.

³⁴³ GUIDRY, John, KENNEDY, Michael et ZALD, Mayer. *Globalizations and Social Movements. Culture, Power, and the Transnational Public Sphere.* Ann Arbor : University of Michigan Press, 2000, p. 5, 54.

³⁴⁴ DEVIN, Guillaume. *Les solidarités transnationales.* Paris : L'Harmattan. 2004, p. 16.

avec une responsabilité envers les autres groupes³⁴⁵. Tel est le cas des volontaires qui accompagnent les défenseur·e·s des droits humains. Mais :

Les équipes utilisant l'ICP, créées et soutenues par les organisations locales de la société civile, vivent déjà dans leurs propres communautés. Elles ont l'avantage d'avoir des connaissances et des connexions locales. Cependant, elles subissent des désavantages liés au manque de privilèges –dont jouissent pourtant les « personnes internationales ». Elles font également face à l'impossibilité de partir et de pouvoir « rentrer à la maison » dans un endroit plus sécurisé³⁴⁶.

Selon Mahony et Eguren, les PBI pourraient être comparées aux forces de maintien de la paix des Nations Unies, « sans les Nations Unies et sans les armes ». Les PBI sont en accord avec les concepts portés par d'autres ONG, selon lesquels la société civile peut et doit également veiller au respect des droits humains. Selon les auteurs, les succès des premiers accompagnements -notamment au Guatemala- auraient impulsé les nombreuses demandes de la part d'organisations menacées. A l'international, le travail d'accompagnement par des civils est pris en considération. Un projet d'implémentation plus large par des acteurs intergouvernementaux tels que les Nations Unies et la Communauté européenne est discuté³⁴⁷. En effet,

Les activités des équipes de paix et des observateurs internationaux, comme les PBI, offrent des alternatives aux missions traditionnelles diplomatiques et militaires de peacekeeping ou peacebuilding, dans le champ des interventions internationales dans des situations de conflit. De plus, elles complètent les actions des organisations qui réalisent des interventions d'assistance humanitaire, de gestion des crises, de reconstruction, etcetera, qui comptent sur un mandat humanitaire mais n'offrent pas de protection physique à la population face à des situations de violence³⁴⁸.

L'accompagnement non-armé de civils, par des civils internationaux, devient un sujet de plus en plus abordé dans les études pour la paix³⁴⁹. L'ICP ne consiste pas en une aide humanitaire

³⁴⁵ JORDAN, Lisa et TUIJL, Peter van. « Political Responsibility in Transnational NGO Advocacy. » *World Development*, 2000, vol. 28, n° 12, p. 2053.

³⁴⁶ *Indigenous UCP teams, created and supported by local civil society organisations, already live in their communities. They have the advantages of local knowledge and connections, and the disadvantages of lacking privileges often accorded to international status, as well as the ability to leave and 'go home' to a safer place if the security risks become too high.* FURNARI, Ellen, *et al.* « Unarmed Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 9.

³⁴⁷ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 1.

³⁴⁸ Traduction de l'auteure. CHECA HIDALGO, Diego. 2008. « No violencia en zonas de conflicto. Brigadas Internacionales de Paz. » *Convergencia, Revista de Ciencias Sociales*, n° 48, p. 156.

³⁴⁹ FURNARI, Ellen, *et al.* « Unarmed Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 4.

ou de résolution de conflits, cette intervention se concentre plutôt sur la résolution des violences. Ainsi, les personnes qui demandent un accompagnement cherchent un moyen de se sentir en sécurité. Celui-ci permet aussi d'aider les organisations ou personnes à dénoncer les violations des droits humains³⁵⁰. Les civils étant non-armés, l'ICP dépend des bonnes relations entretenues avec les acteurs locaux, nationaux et internationaux³⁵¹. L'Union européenne reconnaît l'aide que des civils, spécialistes, peuvent apporter. La méthode de l'ICP pourrait être considérée lorsqu'un pays refuse une intervention internationale armée sur son territoire³⁵². En effet, des civils portant des tee-shirts colorés effrayent moins car leur message est non-verbal. Bien qu'ils observent attentivement et ont pour mission de transmettre des informations ou alerter la communauté internationale lors de violations des droits humains³⁵³.

La typologie de Robert Burrowes répertorie neuf catégories d'interventions extérieures non-violentes. Une d'entre elles, intitulée « *nonviolent witness and accompaniment* », « témoignage et accompagnement non-violent » est caractérisée par la présence de personnes étrangères au conflit et non-violentes. Elles créent un espace politique sécurisé pour les activistes locaux³⁵⁴, un espace où les défenseur·e·s peuvent travailler avec moins de craintes que s'ils étaient non-accompagné·e·s³⁵⁵. Contrairement aux interventions militaires, où les étrangers sont déconnectés des communautés, les volontaires vivent et travaillent près des (ou avec les) personnes qu'ils protègent. Les volontaires sont accessibles, à l'inverse des personnes en mission militaire³⁵⁶. De plus, les soldats sont majoritairement des hommes et ne sont pas entraînés à la protection des femmes et des enfants³⁵⁷. De par leur proximité, les volontaires peuvent apprendre plus facilement sur le contexte du conflit et assurer un espace sécurisé pour la personne ou l'organisation menacée³⁵⁸.

Les violations des droits humains dans des pays tiers peuvent être facilement ignorées par la communauté internationale. Il est difficile pour les défenseur·e·s de se faire entendre au-

³⁵⁰ JULIAN, Rachel et SCHWEITZER, Christine. « The Origins and Development of Unarmed Civilian Peacekeeping. » *Peace Review: A Journal of Social Justice*, 2015, vol. 27, n°1, p. 3.

³⁵¹ FURNARI, Ellen. « Relationships Are Critical... *op. cit.*, p. 29.

³⁵² SCHWEITZER, Christine. « Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 155.

³⁵³ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 44.

³⁵⁴ BURROWES, Robert. « Cross-border nonviolent intervention: a typology. » In : MOSER-PUANGSUWAN, Yeshua et WEBER Thomas. *Nonviolent Intervention Across Borders. A Recurrent Vision*. Honolulu : University of Hawai'i Press, 2000, p. 58.

³⁵⁵ CHECA HIDALGO, Diego. 2008. « No violencia en zonas de conflicto p. 143.

³⁵⁶ FURNARI, Ellen, *et al.* « Unarmed Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 9.

³⁵⁷ FURNARI, Ellen, *et al.* « Securing Space... *op. cit.*, p. 9-10.

³⁵⁸ FURNARI, Ellen, *et al.* « Unarmed Civilian Peacekeeping... *op. cit.*, p. 9.

delà de leurs frontières, un problème que les PBI cherchent à remédier. Les réseaux d'alerte, décrits précédemment, sont une forme de solidarité transnationale. Les volontaires travaillant directement avec les défenseur·e·s, sont bien placés pour écrire des rapports détaillés et les partager avec leurs réseaux³⁵⁹. De par la présence continue des volontaires dans le pays, ils sont plus à même d'écrire des rapports qu'ils peuvent partager avec d'autres acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux³⁶⁰. Ils sont supportés par des partisans de la paix dans le monde entier³⁶¹. Ainsi, l'ICP ne permet pas seulement d'accompagner les civils mais aussi de les aider à accéder à ces réseaux transnationaux, ainsi que « d'augmenter les opportunités pour influencer les attitudes et les comportements de ces acteurs et de sécuriser un espace pour les acteurs locaux³⁶² ». Ainsi,

Cela a des implications directes pour la construction de la paix et pour les personnes qui travaillent pour la paix. L'ICP contribue à maintenir les défenseur·e·s des droits humains locaux en vie et à renforcer leur confiance et leur capacité d'action ; pour que ces acteurs puissent jouer un rôle dans la solidification de la paix et la promotion de la réconciliation. L'ICP est orientée vers l'augmentation de l'expertise locale plutôt que de faire appel à des experts extérieurs, même si le partage des connaissances est fait librement. L'ICP construit ou renforce les structures autonomes locales pour des raisons de sécurité et de protection qui peuvent également servir à la réconciliation et à la transformation des conflits³⁶³.

Les volontaires des PBI sont, selon le terme de Sidney Tarrow, des « cosmopolites ». Préoccupés par ce qui se passe au-delà des frontières de leur pays d'origine, ils souhaitent avoir un impact ailleurs. A travers les PBI, les volontaires réalisent ainsi un travail d'accompagnement non-violent qui se distingue des interventions militaires ou humanitaires conventionnelles. Reste à savoir si les défenseur·e·s sont, en quelque sorte, dépendants du

³⁵⁹ HENDERSON, Victoria. « Citizenship in the Line of Fire: Protective Accompaniment, Proxy Citizenship, and Pathways for Transnational Solidarity in Guatemala. » *Annals of the Association of American Geographers*, 2009, vol. 99, n° 5, p. 973

³⁶⁰ CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International... » *op. cit.*

³⁶¹ SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping... op. cit.*, p. 16.

³⁶² [...] *increasing opportunities to influence the attitudes and behaviour of these actors, and securing space for local actors.* FURNARI, Ellen, *et al.* « Securing Space... » *op. cit.*, p. 16.

³⁶³ *This has direct implications for peacebuilding and peace builders. UCP contributes to keeping local peacemakers and human rights defenders alive and building their confidence and capacity, so that these actors can play a role later on in solidifying peace and promoting reconciliation. UCP is oriented towards increasing local expertise, rather than bringing in outside experts, though it shares knowledge freely. UCP builds or strengthens local self-sustaining structures for the sake of security and protection, which may well be used for reconciliation and conflict transformation as well.* *Ibid.*, p. 9-10.

travail des PBI ou si, au contraire, l'ONG leur permet d'avoir accès à de nouvelles arènes politiques, à travers diverses stratégies.

B) L'ouverture d'arènes politiques internationales à des activistes locaux

*Les volontaires accompagnateurs forment un pont entre les activistes menacés et le monde extérieur, ainsi qu'entre leurs communautés d'origine et la réalité du combat mondial pour les droits humains. [Ils] vivent un rare privilège d'être aux côtés de quelques-uns des activistes les plus courageux et engagés du monde*³⁶⁴.

Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme reconnaît que les défenseurs agissent dans leur pays mais « collaborent aussi avec des mécanismes régionaux et internationaux susceptibles de les aider à améliorer la situation des droits de l'homme dans leur pays³⁶⁵. » Pour Khagram, Riker et Sikkink, s'il n'est pas possible de se faire entendre dans les arènes politiques locales, les activistes auraient alors tendance à chercher des alliés dans des réseaux transnationaux, parfois, pour pouvoir protéger leurs vies³⁶⁶. Comme l'explique Jorge Luis Morales :

*Les Brigades de Paix nous ont beaucoup aidé, elles ont ouvert des portes, commenté nos cas, les partageants dans les journaux. Le cas de la Primavera, ils l'ont traduit en anglais. [...] [Un volontaire] m'a aidé à faire la présentation. Et cela s'est partagé dans les endroits où les Brigades Internationales de Paix sont présentes. Et de la même manière, ils ont commenté des cas actuels*³⁶⁷.

Les défenseur·e·s seraient également conscients que l'accompagnement n'est pas infaillible. Mais pour Mahony et Eguren, ils le demandent car ils pensent que cela leur ouvre de nouvelles opportunités. Ils espèrent aussi pouvoir mettre en place des actions qu'ils ne pouvaient faire

³⁶⁴ *The accompaniment volunteers are a living bridge between the threatened activists and the outside world, and also between their own home communities and the reality of the global struggle for human rights. [They] experience a rare privilege of standing at the side of some of the world's most courageous and committed activists.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *Unarmed Bodyguards...* op. cit.

³⁶⁵ NATIONS UNIES. DROITS DE L'HOMME. HAUT-COMMISSARIAT. « Qui sont les défenseurs des droits de l'homme ? » ohchr.org, [S.d]

³⁶⁶ KHAGRAM, Sanieev, et al. *Restructuring World Politics...* op. cit., p. 19.

³⁶⁷ *Nos ha ayudado mucho Brigadas de Paz, abriendo puertas, comentando nuestras, nuestros casos, divulgándolos en las revistas. El caso de la Primavera, lo tradujeron al inglés. [...] [Un voluntario] me ayudó a hacer la presentación, escuchando así. Y se divulgó en los lugares donde tiene presencia Brigadas Internacionales de Paz. Y, de igual manera, se han comentando casos de actualidad.* Entretien avec Jorge Luis Morales, 23/06/2017.

auparavant. Ils sont également persuadés que la probabilité d'être attaqué est plus faible³⁶⁸. Comme l'explique Kim-Mai en parlant d'une défenseure qui s'était fait arrêter par des policiers alors que les PBI étaient présentes :

Après ça, je l'ai revue après quelques semaines. Et puis, il y a quelque chose qui m'avait énormément marqué, qui m'avait fait sourire. [...] Elle m'a dit : « tu sais, à ce moment-là sur le pont quand je vous ai vu, toi et la collègue [avec qui j'étais], j'étais rassurée parce qu'à ce moment-là, j'ai su que quelque chose allait être fait pour moi³⁶⁹ ».

La simple dénomination « volontaires » et « activistes locaux » montre la différenciation faite entre ces deux groupes d'acteurs. Pourtant, le travail de l'un est indispensable à l'autre, et vice-versa³⁷⁰. En effet, il y aurait une division des tâches. Les volontaires ont des informations et un plus grand accès aux institutions. Les défenseur·e·s locaux, eux, ont les connaissances. Ils sont aussi à la source des témoignages. Ces derniers donnent de la légitimité à leur lutte et au travail des PBI. Ainsi, il y a une dépendance mutuelle³⁷¹. Comme le dit Stewart, les acteurs des pays tiers ne reçoivent pas seulement les informations. Au contraire, ils sont une source inestimable de connaissances locales. De plus, ils contribuent à la légitimité des campagnes transnationales³⁷². Ainsi, les activistes locaux ne vont pas seulement faire appel à la solidarité internationale, ils peuvent également mobiliser leurs ressources. Celles-ci permettraient d'ouvrir des espaces d'échange au sein d'institutions internationales³⁷³. Cela remet en question une logique qui ignorerait les forces domestiques locales et la combinaison entre lutte locale et combat international. Il n'y aurait pas de mobilisation transnationale sans activistes locaux. Comme Keck et Sikkink le décrivent, les changements pour les droits humains dépendent d'une mobilisation transnationale³⁷⁴.

Le mouvement transnational pour les droits humains est basé sur la collecte d'informations non-biaisées et la publication d'informations sur les violations des droits

³⁶⁸ MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment... op. cit.*, p. 15.

³⁶⁹ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

³⁷⁰ FELDMAN, Ilana. « Ad Hoc Humanity: UN Peacekeeping and the Limits of International Community in Gaza. » *American Anthropologist*, 2010, vol. 112, n°3, p. 416-429. Mentionné dans : FURNARI, Ellen. *Understanding Effectiveness in Peacekeeping Operations: Exploring the Perspectives of Frontline Peacekeepers*. Thèse Études de la paix et du conflit. Dunedin : University of Otago, 2014, p. 118.

³⁷¹ STEWART, Julie. « When Local Troubles... op. cit. », p. 271.

³⁷² Ibid. 262.

³⁷³ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 28.

³⁷⁴ SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... op. cit. », p. 11.

humains³⁷⁵. Les réseaux de plaidoyer ont entre leurs mains une ressource essentielle, celle des informations collectées au niveau local et transmises aux acteurs sympathisants à l'international. Tout comme dans le cas d'Amnesty International, des rapports et des témoignages sont publiés pour provoquer de l'indignation. Elle est par ailleurs la première organisation de défense des droits humains à être reconnue mondialement pour ses campagnes centrées sur des cas individuels. Ce qui permet une certaine identification du public avec la victime³⁷⁶. Les PBI accompagnent également des personnes ou organisations en particulier et publient des informations sur elles. Pour Stewart, le « choc moral » qui provient des dénonciations des violations des droits humains est important car il inciterait les personnes à se mobiliser et à demander des réponses ou des explications aux présumés perpétrateurs³⁷⁷. Le cadrage, ou « *framing* » est essentiel, comme l'explique Sidney Tarrow, en prenant l'exemple des droits des autochtones. La préoccupation grandissante de la part de la communauté internationale a permis un meilleur cadrage des demandes. Le combat pour leurs droits a ainsi été un certain succès³⁷⁸. La certification de ces acteurs non-étatiques par l'ONU est clé³⁷⁹. Les droits des défenseur·e·s des droits humains sont aussi protégés depuis la déclaration sur les DDH de 1998³⁸⁰. Les PBI, elles, sont associées au Département de l'information publique de l'Organisation des Nations unies.

L'information est un outil essentiel pour un travail de plaidoyer de qualité. La quantité de détails, sa qualité et une analyse fine de son contenu sont juges de légitimité. Il faut aussi prendre en compte la manière dont ces informations sont partagées³⁸¹. Comme nous l'avons vu, les PBI sont réticentes à partager des informations de manière très médiatisée. Il est indispensable de s'assurer que le partage de ces informations n'entrave pas la sécurité des défenseur·e·s³⁸². Les PBI ne souhaitent donc pas mettre leurs vies en danger et diffusent des informations au public uniquement dans des cas spécifiques. Cependant elles n'hésitent pas à transmettre leurs études aux membres de leurs réseaux d'une façon plus informelle. Elles veillent particulièrement à mettre en avant le travail des défenseur·e·s :

³⁷⁵ *Ibid.*, p. 7.

³⁷⁶ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 88.

³⁷⁷ STEWART, Julie. « When Local Troubles... » *op. cit.*, p. 262-263.

³⁷⁸ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, *op. cit.*, p. 147.

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 194.

³⁸⁰ UNITED NATIONS. HUMAN RIGHTS. OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER. « Special Rapporteur on the situation of human rights defenders. » ohchr.org, [S.d]

³⁸¹ L'information en elle-même n'est pas suffisante pour un bon travail de plaidoyer. Elle doit être adaptée au public visé. JORDAN, Lisa *et al.* « Political Responsibility... » *op. cit.*, p. 2055.

³⁸² JORDAN, Lisa *et al.* « Political Responsibility... » *op. cit.*, p. 2056.

Contrairement à beaucoup d'autres organisations de défenses des Droits de l'Homme, on ne cherche pas à tirer la couverture sur nous, à être visible nous. C'est vraiment, en général, les défenseurs d'abord et puis voilà. Si PBI est mentionné, super, mais nous on s'en fiche. Donc, forcément en termes de recherche de fonds, de visibilité, ce n'est pas super. Mais on a une crédibilité je pense, qui est vraiment très importante si on creuse bien. Et toutes les personnes que j'ai rencontré ici, qui ont connu le terrain, en particulier du Haut-commissariat des droits de l'homme, tous ont un discours très, très, très positif sur le travail de PBI, sur l'approche, sur le professionnalisme des volontaires. Et ça c'est vraiment, je trouve que c'est vraiment quelque chose qui parle positivement de ce que l'on fait³⁸³.

Au-delà de l'accompagnement sur le terrain, le plaidoyer ne permet pas seulement de partager les informations et de lier les décideurs internationaux avec les défenseur·e·s. Cela permet tout autant de renforcer le pouvoir d'action des défenseur·e·s et organisations et leur confiance en eux³⁸⁴. Dans le cas des autochtones Sarayaku en Équateur, Citra Hennida, explique que :

Lorsque que la communauté internationale devient une voix de plus en plus active, les citoyens se sentent plus en sécurité pour exprimer leur désaccord et renforcer l'opposition locale. Les interactions avec des Organisations non-gouvernementales internationales les aident également à construire et stimuler la capacité organisationnelle locale à agir³⁸⁵.

Les défenseur·e·s sont preneurs de conseil, tout comme la communauté Primavera del Ixcán, qui sollicite les PBI pour mieux comprendre les mécanismes d'actions accessibles :

Depuis un long moment, ils s'occupent de notre situation. Plusieurs camarades sont venus. Dès que nous parlons avec les Brigades de Paix, nous parlons de ce que nous pouvons faire... Parce qu'il y a des choses que nous ne sommes pas capables de faire ou nous ne savons pas comment. Alors nous demandons et ils nous aident. Nous ne pouvons pas perdre ce lien, cet échange. De plus, ce sont des personnes de haut niveau³⁸⁶.

³⁸³ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³⁸⁴ JORDAN, Lisa *et al.* « Political Responsibility... *op. cit.*, p. 2052. Et comme l'explique la défenseuse colombienne, le travail des PBI va au-delà de l'accompagnement sur le terrain grâce à leur travail d'incidence et leurs réseaux avec de nombreux acteurs. Berenice Celeita, intervention à l'IHEAL, 16/03/2017.

³⁸⁵ *When the international community is becoming increasingly active voice, citizens became feel safe to express protest and build domestic opposition. Interactions with INGOs also help build domestic and spur organizational capacity to act.* Grâce aux réseaux transnationaux, les autochtones Sarayaku ont gagné le procès contre les compagnies internationales CGC / Chevron Texmaco à la Cour interaméricaine des droits de l'homme. HENNIDA, Citra. « The Spiral and Boomerang Model on Transadvocacy Networks Case: The Sarayaku Ecuador. » [En ligne] 2015, p. 57.

³⁸⁶ *Desde un principio ellos manejan la situación de nosotros. Han estado varios compañeros. Donde nos comunicamos con Brigadas de paz, siempre comunicamos como que hacer, que podemos, que... Porque hay cosas*

Précisément, quant à la question sur les PBI. Dans ce cas, et bien, le camarade Marcos Ramírez est souvent en contact avec eux. Quand nous avons une politique en commun. Récemment nous étions à une réunion avec eux à la capitale. Ils ont de bonnes informations sur notre lutte, nos objectifs au sein de la communauté. Et dans le cas que je mentionnais auparavant, sur le comité des victimes, nous n'avons pas de solution valable de la part du gouvernement. Alors qu'à travers des PBI, nous avons une information pertinente. Dans le sens que, eux, partagent l'information directement avec les personnes qui pourraient nous aider pour chercher des solutions alternatives à notre demande³⁸⁷.

Les PBI vont d'ailleurs les aider à faire une demande de procès à la Cour interaméricaine des droits de l'homme :

Nous sommes fatigués de cette situation. [...] C'est pour cela que la Communauté a décidé de faire appel à la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Même si nous savons bien que c'est un long processus [...] Mais nous pensons qu'ils pourraient soudainement nous porter plus d'attention vu que c'est une institution internationale³⁸⁸.

D'après Schmitz, le plaidoyer ne doit pas se faire sans laisser les personnes concernées avoir leur mot à dire sur ce qui se passe. L'activisme politique transnational devrait être plus ouvert et on ne devrait pas voir les activistes comme des « victimes » mais plutôt comme un égal qui lutte pour les droits dans le monde³⁸⁹. Comme l'explique Mac Ginty, nous devrions voir au-delà « du local » où il y a des conflits et un besoin d'intervention. « Le local » est source de solutions³⁹⁰. Les défenseur·e·s savent quoi faire, comme dans le cas de Jorge López Sologaitoa qui montre qu'il a su mobiliser plusieurs ONG et leurs réseaux de solidarité :

que no somos capaz de hacer o no encontramos un camino de donde plantear. Entonces preguntamos y ellos nos han apoyado. Nosotros no podemos perder ese vínculo, esa comunicación. Y además son personas de alto nivel podemos decir. Entretien avec Gabino, Ramírez et Lotario, 07/06/2017.

³⁸⁷ *Precisamente, relacionado a la pregunta con PBI. En este caso pues, el compañero Marcos Ramírez siempre nos tiene el mayor contacto con ellos. [...] Siempre cuando tenemos una política en común. Entonces recientemente estuvimos reunión con ellos en la oficina en la capital. Pero ellos nos tienen buenas informaciones relacionadas a nuestra lucha, nuestros objetivos dentro de la comunidad. Y este caso que contaba hace rato, que pues el comité de víctima, pues con el gobierno aquí no tenemos una solución factible. Sino que a través de PBI tenemos una información ya muy relevante, en el sentido que ellos nos pasan esa información directamente con personas en la cual nos pudieran apoyar para buscar soluciones alternativas de nuestra demanda. Entretien avec Gabino, Ramírez et Lotario, 07/06/2017.*

³⁸⁸ *Estamos cansados ante esa situación. [...] Por eso la Comunidad ha decidido de llevar su proceso a la CIDH. Aunque también nosotros, sabemos que allí es un largo proceso [...] Pero consideramos que de repente, nos ponemos un poco más de atención por ser una entidad internacional. Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.*

³⁸⁹ SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... *op. cit.*, p. 4.

³⁹⁰ MAC GINTY, Roger. « Where is the local? Critical localism and peacebuilding. » *Third World Quarterly*, 2015, vol. 36, n° 5, p. 847-848.

Je me mets à parler avec les Brigades, avec Amnesty, avec Human Rights Watch, avec pleins d'organisations. Je suis parvenu à ce qu'ils m'aident. [...] J'ai fait une stratégie internationale avec l'accompagnement des Brigades de Paix et tous les autres. [...] Alors arrive le jour où je dois me présenter à la Cour et je suis arrivé avec l'accompagnement de l'ambassade de Suède, des Pays-Bas, des États-Unis, avec quelqu'un d'Amnesty International, avec les Brigades de Paix bien sûr, avec toutes les personnes d'OASIS et avec les médias de communication en plus³⁹¹.

Dans le cas de Jorge López, Amaya de Miguel Vallés explique que son travail de plaidoyer a été concluant car des représentants des ambassades étaient présents à la Cour et pendant des conférences de presse³⁹². Car ce n'est pas toujours le cas :

Ensuite c'est aussi beaucoup, des réunions qui servent à ce qu'il y ait un contact individuel qui s'établie avec les personnes. C'est un peu le but de toutes les réunions de plaidoyer. Mais là, comme ce sont des bureaux qui reçoivent énormément d'informations, en fait, il y en a beaucoup qui se perdent. Il y a plus de chances que les informations soient retenues si les personnes connaissent celle qui envoie l'information, et si elles ont déjà eu un contact avec elle. Donc voilà, l'idée c'est vraiment de faciliter ça. C'est un peu triste mais c'est comme ça³⁹³.

Le plus difficile je dirais, comme toutes les réunions de plaidoyer, c'est de donner un suivi aux réunions. Souvent il y a beaucoup d'engagement, à faire ceci ou cela, et en fait, ensuite les défenseurs rentrent chez eux et il y a rien de fait. Ça c'est un peu délicat. On essaye de systématiser ça, mais ça prend un peu de temps³⁹⁴.

Ainsi, nous avons vu que le cadrage des causes et le partage des informations avec les réseaux sont importants. Les défenseur·e·s semblent ne pas être dépendants du travail des volontaires des PBI, au contraire l'ONG cherche à leur donner tous les outils et les contacts qui pourraient leur être utiles dans leur cause. Enfin, nous avons vu que les défenseur·e·s et les PBI maintiennent une relation de dépendance l'un envers l'autre. Dans la partie suivante, nous essaierons alors de catégoriser ces relations et voir dans quelle mesure les défenseur·e·s et les

³⁹¹ *Ahí me pongo a hablar con Brigadas, con Amnesty, con Human Rights Watch, con todo un montón de entidades. Logré que me ayudaran. [...] Hice una estrategia internacional con el acompañamiento de Brigadas de Paz y con todos los demás. [...] Entonces llego el día de presentarme al juzgado y llegué con acompañamiento de la embajada de Suecia, de Holanda, de Estados Unidos, con alguien de Amnesty International creo que estaba aquí ese día, con Brigadas de Paz por supuesto, con toda mi gente de OASIS, y además con los medios de comunicación.* Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

³⁹² MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report...* op. cit., p. 12.

³⁹³ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³⁹⁴ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

PBI arrivent à influencer les normes et les politiques sur les droits humains au niveau international.

III. La contestation locale devient internationale : le rôle de la coalition transnationale formée par les PBI et les défenseur·e·s

A) Volontaires et défenseur·e·s : un exemple de coalition transnationale

L'externalisation de la contestation locale et la formation de coalitions transnationales durables sont les signes les plus forts qu'une fusion entre la contestation locale et internationale prend place³⁹⁵.

Jordan et Tuijl argumentent qu'une organisation locale ne peut comprendre ou connaître les mécanismes d'action qui ont lieu à l'international et qu'elle a probablement peu de ressources financières. Les organisations internationales, elles, n'ont peut-être pas toutes les informations sur un contexte local à leur disposition. Elles ne comprennent peut être pas bien les dynamiques de conflits. Pour les auteurs, la durée de l'engagement d'une organisation dans un endroit donné a véritablement de l'importance³⁹⁶. Les PBI, ayant une présence de long terme à la fois sur le terrain et auprès des arènes internationales, semblent chercher à combler ce vide. Comme l'explique Manon, dans le cas des Nations Unies, « ça sert à la fois à ce que les défenseurs connaissent mieux les mécaniques, soient capables de les utiliser dans le futur parce que c'est un système qui est un peu opaque de l'extérieur³⁹⁷. » De plus, elles entretiennent de fortes relations avec les défenseurs qui peuvent leur donner des informations importantes. Durant les réunions, «ce sont des personnes qui s'expriment au nom de PBI, mais en général on fait en sorte que ce soit plutôt des défenseur·e·s plutôt que moi ou un autre représentant de PBI. Ça a en général plus de poids³⁹⁸. »

³⁹⁵ *Externalization of domestic contention and the formation of durable transnational coalitions are the strongest signs that a fusion of domestic and international contention is taking place.* TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 34.

³⁹⁶ JORDAN, Lisa et al. « Political Responsibility... op. cit., p. 2054.

³⁹⁷ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

³⁹⁸ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

Les relations entre les volontaires et les défenseur·e·s pourraient être vues comme faisant parties d'un réseau transnational car il y a un échange d'informations avec divers acteurs. Pour Stewart,

Le cas du Guatemala suggère une « longue chaîne de causalité » par laquelle l'activisme transnational demande l'extension de chaînes de causalités. Celles-ci -depuis les problèmes locaux jusqu'aux acteurs globaux puissants- créeraient les conditions adéquates pour une bonne convergence d'intérêts entre les membres d'un réseau transnational³⁹⁹.

Guillaume Devin parle de chaînes de solidarité et cherche à comprendre quels sont leurs « maillons » et leur « articulation ». Ces chaînes de solidarité ont besoin de conditions politiques favorables pour que les activistes de divers pays puissent se rejoindre⁴⁰⁰, « largement dépendante des conditions établies par les États, la transnationalisation est, ensuite, le produit d'une décision des acteurs de la solidarité eux-mêmes⁴⁰¹ ». Nous pourrions aussi dire qu'il existe une coalition transnationale entre les PBI et les défenseur·e·s car ils partagent les tactiques de l'accompagnement et ils prônent la résolution non-violente des conflits. La différence entre réseau transnational ou coalition transnationale est expliquée dans le tableau suivant :

FORME	MODALITÉ DOMINANTE
Réseau transnational	Échange d'informations
Coalition transnationale (campagne)	Tactiques coordonnées
Mouvement transnational	Mobilisation commune

Tableau 1 : Réseau transnational, coalition transnationale et mouvement transnational⁴⁰².

Pour Khagram, Riker et Sikkink, une coalition transnationale demande bien plus de coordination à travers les frontières qu'un réseau. Les coalitions sont formées par des acteurs venant de divers pays et qui utilisent les mêmes stratégies pour influencer un changement. Ce sont

³⁹⁹ *The Guatemala case suggests a "long causal chain" whereby successful transnational activism requires extension of causal links from local problems to powerful global actors to create the conditions for convergence of interests among members of a transnational network.* STEWART, Julie. « When Local Troubles... *op. cit.*, p. 259.

⁴⁰⁰ DEVIN, Guillaume. *Les solidarités transnationales...*, *op. cit.*, p. 20.

⁴⁰¹ *Ibid.*, p. 21.

⁴⁰² KHAGRAM, Sanieev, *et al.* *Restructuring World Politics...* *op. cit.*, p. 9.

ces stratégies ou tactiques en commun qui sont appelées « campagnes transnationales ». Coordonner ces tactiques demande alors un contact plus formel que dans un réseau. En effet, les personnes doivent s'accorder sur les tactiques et stratégies à adopter⁴⁰³. Ainsi, le degré de coopération entre les PBI et les défenseur·e·s est important. L'ONG est une organisation « parapluie » qui supervise les arrangements, permanents, de coopération⁴⁰⁴. Comme l'explique Stephanie :

Les appels, ils en sont très reconnaissants. [...] Et je crois que c'est cela qui nous distingue d'autres organisations parce que je ne pense pas que beaucoup maintiennent des contacts avec plusieurs personnes. [...] Ils sont très reconnaissants parce qu'ils savent que nous veillons sur eux. [...] Ils peuvent nous appeler pour n'importe quel sujet, n'importe quel jour et à n'importe quelle heure⁴⁰⁵.

D'après Keck et Sikkink, les réseaux denses, comprenant de nombreux acteurs ayant de fortes connections entre eux, sont les plus efficaces⁴⁰⁶. C'est ce que ressent Manon :

Je me suis rendue compte que vraiment, la présence sur le terrain, au côté des défenseurs et l'accès à une information de première main, était fondamentale. C'est vraiment ce qui nous différencie, tout le monde nous le dit. C'est aussi ce qui nous différencie, finalement. Si je compare avec toutes les organisations qui sont présentes à Genève, qui font finalement le même travail que nous. Ici, j'ai vraiment l'impression qu'on est plusieurs à, oui, à faire le même travail, à appeler à une plus grande protection des défenseurs, plus grande prise en compte, etc. Mais ce qui nous différencie c'est vraiment que nous, on est présent, et que d'une certaine façon, même si on n'a pas le même poids au niveau international, le même poids en terme de plaidoyer, en terme de communication, etc. On a cette présence physique sur le terrain qui finalement apporte une protection, qui nous différencie des autres. Et qui, je pense du coup, que l'information qui est relayée a plus de valeur. Ou en tout cas les gens vont plus faire confiance à ce qui est envoyé⁴⁰⁷.

En effet, les PBI sont toutes aussi dépendantes de la solidarité des défenseur·e·s et de leur soutien :

⁴⁰³ *Ibid.*, p. 7.

⁴⁰⁴ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, *op. cit.*, p. 167.

⁴⁰⁵ *Las llamadas, nos lo agradecen un montón. [...] Y creo que eso nos distingue de otras organizaciones porque creo no muchos mantienen allí contactos con varias personas. [...] Ellos se sienten muy agradecidos, que saben que allí estamos pendientes de ellos. [...] Cualquiera cosa nos pueden llamar, cualquier día, cualquier hora.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

⁴⁰⁶ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 28.

⁴⁰⁷ Entretien avec Manon Yard, 19/07/2017.

Il y a deux ou trois ans, ils ont attaqué les Brigades de Paix. Ils disaient à l'organisation... Ces secteurs très conservateurs, n'est-ce pas, qui disent que les droits humains c'est défendre les délinquants et ce genre de bêtises. Mais, ils ont commencé aussi à faire des vagues, à dire que les étrangers viennent interférer dans les affaires nationales et à interférer avec la souveraineté nationale. Et ainsi, nous aussi, nous avons dû aider les Brigades de Paix quand tout cela s'est passé. Moi oui, je pense que les défenseurs et les défenseuses des droits humains, nous devons être un réseau mondial⁴⁰⁸.

Entre parenthèses, on a eu un énorme soutien de la part des défenseurs, de la communauté nationale guatémaltèque que de la part des internationaux, les autres ONG. Ils ont annulé l'annulation et ils ont pu rester. Mais ça a été un truc énorme et ils ont failli être expulsés. Ça s'est joué à deux doigts⁴⁰⁹.

Jordan et Tuijl rappellent que les ONG peuvent mobiliser, articuler et représenter les intérêts des personnes à tous les niveaux. Cependant, la qualité des relations dans les réseaux transnationaux fait la pertinence du plaidoyer d'une ONG. Notamment, elle agit sur sa capacité à articuler toutes les demandes et à veiller à respecter ses responsabilités envers les autres membres du réseau⁴¹⁰. Les PBI ont l'aspiration de protéger les défenseurs par la non-violence et de les aider à se faire entendre à l'international, elles ont une sorte de responsabilité envers eux. Les PBI ouvrent des possibilités pour les organisations et cela se ressent dans les relations entre les défenseur·e·s et les PBI : « Être avec les accompagnés qui montrent qu'ils sont reconnaissants que tu sois là. Et toi tu te dis, "Qu'est-ce que je fais, moi ? Je porte seulement le gilet et je ne fais rien". [...] Voir leur force, ça c'est aussi ce qui encourage les volontaires⁴¹¹. »

Tarrow mentionne le travail de Levi et Murphy qui proposent cinq facteurs déterminants dans la durée des coalitions⁴¹². Le premier est le cadrage, formulé autour d'une thématique en particulier. Dans notre cas d'étude, il semble que les défenseur·e·s et les PBI soient en accord dans le cadrage d'une revendication, celle de la non-violence et de la protection des vies des défenseur·e·s. Le deuxième concerne la confiance entre les deux parties. Les entretiens menés

⁴⁰⁸ *Hace unos dos o tres años, estaban atacando a Brigadas de Paz. Después diciendo a la organización... Estos sectores muy conservadores, verdad, que dicen que Derechos humanos, defendemos a delincuentes y esas tonterías. Pero, también comienzan a hacer oleadas a decir que los extranjeros vienen a interferir en los asuntos nacionales y a interferir con la soberanía nacional. Y entonces, también hemos tenido que ayudar a Brigadas de Paz cuando han sucedido esas cosas. Yo sí, pienso que defensores y defensoras de los derechos humanos tenemos que ser una red mundial.* Entretien avec Jorge López Sologaitoa, 11/05/2017.

⁴⁰⁹ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁴¹⁰ JORDAN, Lisa et al. « Political Responsibility... op. cit., p. 2051.

⁴¹¹ *Bueno, estar juntos con los acompañados que muestran que son tan agradecidos de que tu estas allí. Y tú piensas, "Que hago yo? Yo solamente llevo el chaleco y no hago nada". [...] Ver su fuerza, eso es lo que anima mucho también a los voluntarios.* Entretien avec Stephanie Brause, 20/06/2017.

⁴¹² TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 165.

avec les défenseur·e·s montrent qu'il y a un grand degré de confiance entre les deux, comme l'exprime Kim-Mai :

A PBI, tous les six mois, on faisait ce qu'on appelait les évaluations d'accompagnement. Donc on faisait des entretiens avec tous les défenseurs et les défenseuses que l'on accompagnait pour voir justement quelles sont les failles, et ce qu'on peut améliorer. D'ailleurs c'était toujours un gros challenge, parce que tout le monde disait « c'est génial, c'est incroyable ». C'était très difficile de leur faire dire des choses qui vraiment manquaient⁴¹³.

De plus, d'après le rapport externe sur le travail des PBI, tous les défenseurs ont dit des choses positives sur l'accompagnement des PBI et les volontaires⁴¹⁴. Le troisième facteur est celui de la crédibilité de l'engagement. La durée de présence des PBI sur le terrain et leurs réactions en cas d'urgences montrent aux défenseur·e·s leur crédibilité. Les PBI font preuve d'une grande estime pour les défenseur·e·s. La gestion des différences est un quatrième critère, il semble que les PBI s'adaptent aux différences culturelles de par ces volontaires qui viennent de divers pays et qui ont, pour la majorité, déjà vécu en Amérique latine. De plus, la non-ingérence est un principe qui permet aux défenseur·e·s et aux volontaires de ne pas avoir de conflits quant à la structure organisationnelle de la coalition. Enfin, le dernier facteur est celui des motivations et l'assurance que l'organisation obtient des bénéfices de cette coopération. Les volontaires obtiennent des témoignages importants et les défenseur·e·s bénéficient d'un accompagnement physique et d'aide pour se faire entendre au-delà de leur pays.

Les défenseur·e·s et les PBI forment-ils un réseau ou une coalition ? Cette étude de cas est particulière car ces deux acteurs forment une coalition. En effet, leurs actions sont régies par des actions coordonnées sur la base du principe de la non-violence, ils se battent pour l'amélioration de la situation des droits humains dans leur pays. Les défenseur·e·s luttent pour la défense des droits humains et de l'environnement, menacés principalement par l'État, les volontaires les accompagnent pour les protéger, dans la mesure du possible. Cette coalition entre les défenseur·e·s et les PBI dépend des réseaux de solidarités transnationaux de l'ONG. Elle échange des informations sur la situation sur le terrain, ces informations de première main sont données par les défenseur·e·s eux-mêmes à travers leurs témoignages. Les PBI cherchent également à inclure les défenseur·e·s dans ces réseaux pour qu'ils puissent eux aussi les solliciter. Il nous reste à répondre à une dernière question, est-ce que la mobilisation de ces

⁴¹³ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁴¹⁴ MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report... op. cit.*, p. 17.

réseaux de solidarités est efficace pour influencer les normes et politiques du pays ainsi qu'à l'international ?

B) Mobilisation des réseaux de solidarités transnationaux et tentatives d'influence des normes et politiques des États et organisations internationales

*Nos gouvernements jouent avec notre dignité, ils jouent avec nos droits. Et ça, je pense que la communauté internationale doit avoir les yeux rivés sur cela*⁴¹⁵.

D'après Tarrow, l'internationalisme et l'internationalisation d'institutions telle que les Nations Unies, a permis l'établissement de relations intergouvernementales en dehors des négociations entre États. Ainsi, des alliances régionales se créent, par exemple, entre l'Union européenne et les réseaux informels composés d'ONG. Ces espaces permettent l'activisme politique et social mais le régule également⁴¹⁶. L'internationalisme ouvre un espace où les acteurs locaux peuvent rencontrer d'autres activistes et former des coalitions au-delà des frontières⁴¹⁷. C'est aussi là où les États et les autres acteurs peuvent apprendre et partager des informations⁴¹⁸. Les membres de réseaux et de coalitions transnationaux sont des personnes qui ont en commun le désir de changer une situation donnée. Pour Khagram, Riker et Sikkink, cela veut dire que même si les ONG et les mouvements sociaux sont les acteurs les plus importants, des représentants d'États et des organisations intergouvernementales, tout comme d'autres acteurs non-étatiques, peuvent en faire partie⁴¹⁹. L'Union européenne, les Nations Unies et d'autres organisations internationales acceptent et reconnaissent le travail non-violent des PBI :

Ce que me disent plusieurs personnes, c'est que dans le milieu diplomatique, c'est quand même très reconnu. C'est vraiment une organisation connue et pour les gens du ministère c'est quand même très intéressant de rencontrer des défenseurs du terrain parce que, du coup, ça leur donne une impression de ce qui se passe et c'est vraiment toujours intéressant pour eux. C'est pour ça qu'ils n'ont encore jamais refusé un rendez-vous, et que c'est toujours

⁴¹⁵ *Nuestros gobiernos juegan con nuestra dignidad, juegan con nuestros derechos. Y eso pienso que la comunidad internacional debe poner muchos ojos en esto.* Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.

⁴¹⁶ TARRROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 8.

⁴¹⁷ *Ibid.*, p. 25.

⁴¹⁸ *Ibid.*, p. 26.

⁴¹⁹ KHAGRAM, Sanieev, et al. *Restructuring World Politics...* op. cit., p. 9. Et GREADY, Paul. *Fighting for Human Rights*. Abingdon : Routledge, 2004, p. 18-19.

intéressant pour eux d'avoir le discours de la société civile sur place. On a souvent des bonnes relations.

Après le discours... C'est le discours du ministère, quoi, c'est un discours pas forcément en accord avec ce que disent les défenseurs mais bon c'est intéressant quand même d'échanger. Ce n'est pas toujours très productif on va dire mais c'est intéressant quand même. [...] Nous, nos actions marchent parce qu'il y a un réseau diplomatique derrière, parce qu'il y a les ambassades, parce qu'il y a le ministère, parce qu'il y a des députés/sénateurs qui peuvent signer des lettres. [...] C'est vraiment parce que PBI est reconnu dans ce milieu-là, le monde diplomatique, que les choses peuvent avancer et pas autrement. Donc c'est vrai que c'est hyper important d'avoir de bonnes relations avec ces acteurs-là⁴²⁰.

Ces acteurs sont donc d'une importance centrale dans les réseaux transnationaux d'une ONG, car ils peuvent apporter des aides financières, entre autres. Leur soutien peut s'avérer déterminant⁴²¹. Les acteurs non-gouvernementaux transnationaux n'ont pas beaucoup de pouvoir mais ils font jouer leur influence par le partage d'informations⁴²².

L'effet « boomerang » est caractérisé par un mouvement qui dépasse l'État national, il repose sur la pression exercée par d'autres États, grâce à un mouvement transnational. Le but ultime étant la prise en considération des demandes par le gouvernement⁴²³. Comme mentionné précédemment, le travail des PBI est un exemple de réseau de plaidoyer transnational⁴²⁴. Keck et Sikkink parlent de la manière dont les campagnes changent la notion de souveraineté des États, cela se traduit de deux manières. D'une part, l'effet « boomerang » qui implique que des activistes locaux cherchent des pairs internationaux pour faire pression sur leur propre gouvernement. D'autre part, le fait qu'ils produisent des informations en opposition aux déclarations de l'État. Les ONG sont alors des sources alternatives d'informations⁴²⁵. Tarrow note que les relations décrites par Keck et Sikkink sont bilatérales et non pas multilatérales, notre cas d'étude confirme les assomptions de Tarrow⁴²⁶. Les PBI utilisent des réseaux dans plusieurs pays, ce qui signifie que les pressions exercées contre le Guatemala proviennent, d'une part de plusieurs pays européens et nord-américains, d'autre part, de diverses institutions telles que l'Union européenne et les Nations Unies. Ce phénomène est expliqué dans le schéma suivant :

⁴²⁰ Entretien avec Camille Bossé, 17/01/2017.

⁴²¹ KHAGRAM, Sanieev, et al. *Restructuring World Politics...* op. cit., p. 10.

⁴²² *Ibid.*, p. 11.

⁴²³ GUIDRY, John, KENNEDY, Michael et ZALD, Mayer. *Globalizations and Social Movements* p. 1.

⁴²⁴ COY, Patrick. *Consensus Decision Making...*, op. cit., p. 86-87.

⁴²⁵ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, op. cit., p. 36.

⁴²⁶ TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, op. cit., p. 146.

d'influences comptent, il ne faut pas négliger les logiques de l'économie politique internationale⁴³⁰.

D'après Keck et Sikkink, les activistes ne cherchent pas à faire changer de position les gouvernements mais ils veillent à ce que les États respectent leur mandat⁴³¹. Le but est de montrer du doigt les manquements en matière de droits humains et le non-respect des accords signés⁴³². Arriver à influencer les politiques des États demande un réseau fort et dense. Ainsi, trois points sont cruciaux : l'écho du problème, la densité des réseaux et la vulnérabilité de la cible⁴³³. Lorsque les demandes concernent des attaques physiques contre des individus vulnérables ou innocents, une chaîne de causalité claire, qui pointe du doigt le responsable, est essentielle⁴³⁴. D'après les auteures, la plupart des politiques des gouvernements sur les droits humains ont été adoptées à la suite de pressions de la part d'organisations provenant de réseaux pour les droits humains. Ces réseaux ont plus d'impact lorsqu'ils s'associent avec d'autres gouvernements et acteurs importants⁴³⁵ :

Le travail des ONG a exposé les pratiques répressives des États, ce qui a amené d'autres États à répondre en demandant des explications. Et les États répressifs ont à leur tour donné des justifications. La combinaison entre l'évolution des normes internationales, les informations convaincantes, les procédures institutionnelles d'actions et les campagnes ciblées de lobbying et de pression a suscité une prise de conscience et a souvent amené les États à modifier leurs pratiques en matière de droits humains. Lorsqu'un État reconnaît la légitimité des interventions internationales et modifie ses comportements en réponse à la pression internationale, il reconstitue la relation entre l'État, ses citoyens et les acteurs internationaux⁴³⁶.

Hans Peter Schmitz argumente également que la mobilisation pour les droits humains est plus forte dans les études de cas où les interactions entre activistes transnationaux, alliés

⁴³⁰ *Ibid.*, p. 270.

⁴³¹ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 26.

⁴³² SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... » *op. cit.*, p. 9.

⁴³³ [...] *issue resonance, networks density, and target vulnerability. Idem.*

⁴³⁴ *Ibid.*, p. 27.

⁴³⁵ *Ibid.*, p. 102.

⁴³⁶ *The work of NGOs exposed state repressive practices, causing other states to respond by demanding explanations, and repressive states in turn produced justifications. The combination of changing international norms, compelling information, institutional procedures for action, and targeted lobbying and pressure campaigns created awareness and often caused states to modify their human rights practices. When a state recognizes the legitimacy of international interventions and changes its domestic behaviors in response to international pressure, it reconstitutes the relationship between the state, its citizens, and international actors. Ibid.*, p. 37.

locaux et agences gouvernementales sont clairement identifiables⁴³⁷. Rebecca Evans explique que les individus et les acteurs non étatiques peuvent faire une différence⁴³⁸, même si les ONG n'ont pas autant de pouvoir, ni autant de ressources matérielles, que les États⁴³⁹. Elle argumente que les réseaux de plaidoyer pour les droits humains ont une certaine force qui provient de leur capacité à changer les opinions et à exercer une pression sur les gouvernements⁴⁴⁰.

Les réseaux peuvent utiliser ces positions et leur commande d'information pour exposer la distance entre le discours et la pratique. Ce qui est embarrassant pour de nombreux gouvernements, qui vont peut-être essayer de sauver leur image en comblant la distance [entre discours et réalité]⁴⁴¹.

La communauté internationale aurait alors suffisamment de pouvoir pour « désigner et blâmer » ceux qui violent les droits humains même si la décision de changer les choses reste entre les mains du gouvernement⁴⁴².

Enfin, quand est-il de la diffusion transnationale de la stratégie de la résistance non-violente⁴⁴³ ? Un principe si cher aux PBI car central dans leur travail. D'après Schmitz, « cela pourrait prendre plus de temps pour compléter un processus de socialisation non-violent par des institutions internationales et des réseaux transnationaux⁴⁴⁴ ». Si le Guatemala ne prend pas de mesures concrètes pour l'amélioration de la situation des droits humains, les PBI resteront sur leur sol tant que leurs réseaux de solidarités transnationaux continueront à les soutenir.

⁴³⁷ SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... *op. cit.*, p. 13.

⁴³⁸ EVANS, Rebecca. « The Promise and Limitations of International Human Rights Activism. » *Human Rights & Human Welfare*, 2005, vol. 5, p. 92.

⁴³⁹ SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... *op. cit.*, p. 5.

⁴⁴⁰ EVANS, Rebecca. « The Promise and Limitations... *op. cit.*, p. 92.

⁴⁴¹ KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders...*, *op. cit.*, p. 24.

⁴⁴² EVANS, Rebecca. « The Promise and Limitations... *op. cit.*, p. 89.

⁴⁴³ Voir : TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism...*, *op. cit.*, p. 106-107.

⁴⁴⁴ *It will take more time to complete a nonviolent, incremental socialization process driven by international institutions and transnational networks.* SCHMITZ, Hans Peter. « Transnational Human Rights Networks... *op. cit.*, p. 23.

Conclusion

Comme mentionné dans l'introduction, nous cherchions à comprendre a) ce qui motive les volontaires à réaliser un travail difficile physiquement et psychologiquement, b) pour quelles raisons les défenseur·e·s font appel à l'accompagnement physique des Brigades de Paix Internationales, c) dans quelle mesure l'accompagnement politique et informatif permet de mobiliser les réseaux de solidarité transnationaux et d) comment les Brigades de Paix Internationales cherchent à utiliser ces réseaux pour influencer les normes et politiques des États et des organisations internationales sur les droits humains.

Les volontaires passent par un long processus de sélection avant de pouvoir partir sur le terrain. Leur formation commence plusieurs mois avant leur départ et continue durant leurs premières semaines sur le terrain. Ces volontaires sont en majorité des jeunes européens qui décident d'accompagner les défenseur·e·s pendant un an. Malgré les dangers liés à ce genre d'activités, ce sont surtout des femmes qui s'engagent. Une fois sur place, ce sont les principes et les valeurs prônées par les PBI qui leur permettent, en partie, de justifier leur présence dans le pays. Les volontaires sont en contacts avec divers acteurs agissant aux niveaux local, national et international. Être volontaire avec les PBI n'est pas chose facile, le travail demandé est conséquent et les répercussions sur la santé physique et mentale des volontaires sont quasiment inévitables. Mahony et Eguren pensent que cette année dédiée à l'accompagnement des DDH est une expérience marquante à vie.

Une fois rentrés chez eux, les volontaires sont souvent plus impliqués à travailler dans leurs propres communautés pour la justice, la paix et les droits humains. Chacun d'entre eux est une ressource, une personne avec une expérience unique de première main à partir de laquelle les autres peuvent apprendre et s'inspirer. En fait, il est assez courant que les volontaires de retour chez eux apportent des changements substantiels au niveau de leur plan de vie et de leur carrière afin de garder un engagement à long terme, pour l'aide envers autrui⁴⁴⁵.

⁴⁴⁵ *Returned volunteers often get more deeply involved in working in their own communities for justice, peace and human rights. Each of them is a resource, a person with a unique first-hand experience from which others can learn and be inspired. In fact, it is quite common for returned volunteers to make substantial changes in their life plans and careers in order to sustain greater life-long commitment to service.* MAHONY, Liam. *Human Rights Defenders.*, op cit., p. 18.

*L'impact profond de l'expérience de l'accompagnement sur les volontaires a également des ramifications politiques. Dans de nombreux cas, cela a été une expérience qui a changé la vie des volontaires, les encourageant à s'engager à long terme en faveur de la solidarité internationale et des droits humains et à lutter contre la violence dans leurs propres communautés*⁴⁴⁶.

Les défenseur·e·s des droits humains guatémaltèques font face à des menaces, à de l'intimidation et des assassinats. La vie au quotidien est compliquée et la continuité de leur travail peut être mise à l'épreuve. Au cours de chaque entretien avec les défenseur·e·s, ces derniers mentionnent « la fois de trop », ce moment durant lequel elles et ils ont décidé de faire appel à l'accompagnement des Brigades de Paix. L'accompagnement physique offert par l'ONG leur permet de continuer plus ou moins librement leurs activités. Les PBI cherchent à préserver l'indépendance des défenseur·e·s, en suivant leur principe de non-ingérence. L'accompagnement joue parfois un rôle complémentaire aux mécanismes de protection de l'État ou d'autres organisations. Enfin, cette présence des PBI incarnée par les volontaires est une ressource pour les DDH et leur apporte un soutien moral non négligeable.

L'accompagnement physique, politique et informatif permet de dénoncer ce qui se passe au Guatemala. Selon Eguren :

*Cela donne de la crédibilité à l'engagement de la communauté internationale, car l'accompagnement est l'incarnation de la préoccupation internationale pour une situation spécifique. C'est une sorte de mesure physique de cette préoccupation. Cela donne du pouvoir parce que les observateurs peuvent devenir des témoins directs ou même des victimes de harcèlement ou d'attaques. Ainsi, les observateurs acquièrent un poids moral devant les transgresseurs potentiels et les acteurs externes. Cela apporte de la clarté, parce que la présence physique à côté d'une personne ou dans un endroit précis indique très clairement quel est l'objet des préoccupations*⁴⁴⁷.

⁴⁴⁶ *The profound impact of the experience of accompaniment on the volunteers themselves also has political ramifications. In many cases it has been a life-changing experience for the volunteers, inspiring them to a long-term commitment to international solidarity and human rights and to working against violence in their own communities.* MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment.*, op cit., p. 4-5.

⁴⁴⁷ *It provides the international community's commitment with credibility, because accompaniment is literally the embodiment of the international concern about a specific situation, a sort of physical measure of this concern. It provides power, because the observers may become direct witnesses or even victims of any harassment or attacks, and in this way the observers gain a moral weight before the potential transgressors and external actors; and it provides clarity, because the physical presence beside a person or in an specific place points out very clearly which is the object of concern.* EGUREN, Luis Enrique. *Field Protection...*, op. cit., p. 3.

Les PBI et les défenseur·e·s comptent sur le réseau d’alerte et les acteurs rencontrés durant les tournées de plaidoyer pour alerter les décideurs locaux. Comme l’explique Marcos le 17 mars 2017 à Paris :

Nous nous battons pour que la communauté internationale fasse pression sur notre gouvernement afin qu’il essaie d’accomplir ce qui est écrit dans les Accords de paix. Et de cette façon, si un jour nous avons notre terre, un logement, une route, l’électricité, si nous sommes en bonne santé et éduqués, à la mesure de nos besoins en tant qu’être humain. Là, on pourra parler de paix. Parce que s’il n’y a pas cela, nous ne pouvons pas parler de paix. Parce que cela va toujours être un problème. Donc ce n’est pas que nous voulons nous battre contre notre gouvernement, mais c’est que nous avons des droits⁴⁴⁸.

Face à des menaces, les deux groupes d’acteurs sont solidaires. Les volontaires agissent en respectant le principe de non-violence, entre autres, et les défenseur·e·s peuvent continuer leurs activités, avec les PBI à leurs côtés. Comme fréquemment mentionné au cours de cette étude, les défenseur·e·s ne sont pas dans une position de dépendance vis-à-vis des volontaires. Les défenseur·e·s et les volontaires travaillent alors ensemble pour la défense des droits humains.

Il restait alors à savoir comment les PBI utilisent leurs réseaux pour influencer les normes et les politiques des États et des organisations internationales sur les droits humains. D’après Henderson, « l’intervention, comprise ainsi, est plus performative et transformative qu’elle est protective ou préservative⁴⁴⁹. » De plus, selon Eguren, « l’observation internationale ne peut pas directement vraiment “menacer”. Sa présence est plus un rappel qu’une série de conséquences peut avoir lieu, en fonction des décisions prises par les acteurs⁴⁵⁰. » La limite de cette étude provient de la difficulté à savoir si la présence de volontaires sur le terrain aide véritablement à prévenir les attaques. Comme l’explique Kerstin, « bien sûr, jamais tu ne vas pouvoir mesurer si une personne a été emprisonnée ou assassinée ou pas grâce à une visite. S’il

⁴⁴⁸ *Estamos peleando de que la comunidad internacional debe presionar a nuestro gobierno para que ellos tratan de cumplir lo que está escrito en los Acuerdos de paz. Y de esta manera, si un día se cumple digamos, que tenga su tierra, vivienda, carretera, luz, salud, educación, al nivel que necesitamos como ser humano. Ahí vamos a poder hablar de paz. Porque si no hay eso, no podemos hablar de paz. Porque siempre va a ser un problema, verdad. Entonces no es que queremos pelear con nuestro gobierno pero es que tenemos derechos.* Entretien avec Marcos Ramírez Vargas, 17/03/2017.

⁴⁴⁹ *Intervention, thus understood, is as much performative and transformative as it is protective or preservative.* HENDERSON, Victoria. « Citizenship... » *op. cit.*, p. 970.

⁴⁵⁰ *Thus the international observation cannot directly “threaten” very much. Its presence is more of a reminder that a series of consequences may occur, depending on decisions by other players.* EGUREN, Luis Enrique. *Field Protection...*, *op. cit.*, p. 2-3.

ne se passe rien, tu ignores si c'était parce que tu as fait quelque chose ou pas⁴⁵¹. » Marco, un ancien volontaire, pense que : « Il n'y a pas, comme tu dis, un impact que tu peux mesurer en chiffres. Ce sont des avancements. Il y a des améliorations réelles mais c'est lent, c'est un processus très long et lent⁴⁵². » Kim-Mai semble d'accord lorsqu'elle mentionne qu' : « Après, la dissuasion, en fait on n'aura jamais la possibilité vraiment de la mesurer. C'est difficile à dire. C'est vraiment difficile de savoir si vraiment il y a moins d'attaques grâce à nous, grâce à PBI⁴⁵³. »

« Au moins... on dérange », comme le dit Kim-Mai au cours de l'entretien. Le cas de la campagne de diffamation auxquelles ont dû faire face les PBI indique que leur présence, quoi que tolérée, attire l'attention et gêne :

Et puis là du coup, il y a eu une campagne extrêmement forte de diffamation contre nous... Bon déjà, en général, en tout cas durant cette année, il y a eu un gouvernement très, très, hostile à la présence des ONG étrangères. Toujours en accusant la communauté internationale d'être ingérante, de se mêler des affaires, spécialement les organisations de droits humains, les affaires qui ne les concernent pas. Ça c'était assez normal, chaque semaine, au moins, il y avait un ou deux articles qui sortaient comme ça, une colonne. Et puis, là, après cet événement, il y a eu une campagne intense contre PBI. Chaque jour, il y avait trois, quatre journaux et des articles qui sortaient de partout. Avec des photos des volontaires, « ces internationaux ! » Il faut savoir aussi que les médias au Guatemala ne sont pas vraiment indépendants. Mais c'était vraiment très ciblé contre nous et contre les deux membres du personnel. Là, du coup, c'était vraiment une grosse attaque contre nous. Mais au fond, ils nous attaquaient pour qu'on ne soit plus là et qu'on arrête d'accompagner les défenseurs. La cible finale, c'était vraiment les défenseurs, pour qu'ils aient moins d'appuis et moins de soutien. Je pense que ça c'était une preuve que l'on dérangeait⁴⁵⁴.

Passons outre le problème lié à l'efficacité de l'accompagnement des PBI qui ne peut véritablement être mesurée. Cette étude -basée sur des entretiens semi-directifs avec des défenseur·e·s des droits humains, des volontaires (actuellement présents sur le terrain ou des ancien·e·s volontaires) et des salariées- met en valeur un cas particulier de travail d'une ONG. Pourtant souvent décriées comme étant une forme de néo-colonisation qui étouffent les

⁴⁵¹ Claro, nunca vas a poder medir si una persona fue metida en la cárcel o asesinada o no por una visita. Si no pasa nada, no sabes si fue si hiciste algo o no. Entretien avec Kerstin Reemtsma, 10/08/2017.

⁴⁵² No hay así, como dices, un impacto que puedes medir en cifras. Son avances. Hay avances de verdad pero son lentos, es un proceso muy largo, va lento. Entretien avec Marco Baumgartner, 27/07/2017.

⁴⁵³ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

⁴⁵⁴ Entretien avec Kim-Mai Vu, 22/07/2017.

personnes et organisations locales, les PBI, par l'application de principes et de valeurs particuliers, souhaitent aider les défenseur·e·s sans intervenir dans leur travail. C'est alors une forme de coalition entre ces deux groupes d'acteurs que nous pouvons observer. Cette coalition repose sur les réseaux de solidarités transnationaux qui sont des contacts privilégiés pour le partage d'informations. Les PBI en sont bien conscientes et utilisent les « réactions affectives⁴⁵⁵ » qui découlent des narrations et témoignages qu'elles partagent. Ces réseaux, lorsque alertés, peuvent prévenir, voir empêcher, des représailles de la part des acteurs étatiques guatémaltèques. Peu de recherches sont consacrées à l'analyse de ces types d'acteurs et ces réseaux, il serait intéressant d'étudier d'autres cas de coalitions transnationales et de réseaux de solidarité transnationaux pour établir des comparaisons et mieux comprendre ces mécanismes.

Pour conclure ce travail, il est important de rappeler qu'il reste encore beaucoup à faire pour la défense des droits humains au Guatemala et dans le monde car « les normes internationales en matière de droits humains n'ont pas connu une augmentation constante et continue de leur pouvoir et leur légitimité, mais elles ont subi des variations, parfois à la hausse et parfois à la baisse, dans le contexte international⁴⁵⁶. »

⁴⁵⁵ TRAÏNI, Christophe. « Registres émotionnels... op. cit., p. 21.

⁴⁵⁶ [...] *international human rights norms have not experienced a steady, continuous increase in power and legitimacy but have waxed and waned with variations in the international context.* EVANS, Rebecca. « The Promise and Limitations... op. cit., p. 95.

Bibliographie

Sources primaires

Liste des entretiens informels réalisés :

Guillermo López Lone, juge hondurien. 04/12/2016, Paris.

Bruno et Johny, volontaires des PBI Honduras. 30/03/2017, Tegucigalpa.

Silvia Weber, appui aux missions des PBI Guatemala. 06/04/2017, ville de Guatemala.

Miguel Angel, ancien guérillero. 10/06/2017, Cooperativa Nuevo Horizonte.

Liste des entretiens semi-directifs réalisés :

Camille Bossé, ancienne coordinatrice des PBI France. 17/01/2017, Paris, 36 min.

Cyril Benoit, ancien coordinateur et ex-volontaire du Collectif Guatemala. 17/01/2017, Paris, 26 min.

Nuria Frey, ex-volontaire des PBI Honduras. 10/02/2017, par Skype, 55 min.

Berenice Celeita, défenseure des droits humains colombienne et

Marcos Ramirez Vargas, défenseur des droits humains guatémaltèque. 17/03/2017, Paris, 1h05.

Jorge López Sologastoa, de OASIS. 11/05/2017, ville de Guatemala, 2h33.

Ruben Samayoa, du CPK. 01/06/2017, Santa Cruz del Quiché, 1h30.

Florentina Pol, du CPK. 02/06/2017, Santa Cruz del Quiché, 58 min.

Carlos Morales, de la UVOC. 05/06/2017, Santa Cruz Verapaz, 57 min.

Sandra Calel, de la UVOC. 05/06/2017, Santa Cruz Verapaz, 30 min.

Gabino, Ramírez et Lotario, du Consejo Coordinador Primavera del Ixcán. 07/06/2017, Comunidad Primavera del Ixcán, 1h58.

Miguel Angel, ancien guérillero. 10/06/2017, Cooperativa Nuevo Horizonte, 33 min.

Jan Michael Sabbe, volontaire des PBI Guatemala. 20/06/2017, ville de Guatemala, 50 min.

Andreas Lo Grasso, volontaire des PBI Guatemala. 20/06/2017, ville de Guatemala, 1h20.

Stephanie Brause, volontaire des PBI Guatemala. 20/06/2017, ville de Guatemala, 1h04.

Jorge Luis Morales, avocat de la UVOC. 23/06/2017, ville de Guatemala, 1h37.

Manon Yard, coordinatrice plaidoyer des PBI à Genève, 19/07/2017, par Skype, 44 min.

Kim-Mai Vu, ex-volontaire des PBI Guatemala, 22/07/2017, par Skype, 59 min.

Marco Baumgartner, ex-volontaire des PBI Guatemala, 27/07/2017, par Skype, 1h52.

Corsin Blumenthal, ex-volontaire des PBI Guatemala, 02/08/2017, par Skype, 39 min.

Tamara Castro Pousa, ex-volontaire des PBI Guatemala, 04/08/2017, par e-mail.

Kerstin Reemtsma, représentante des PBI à l'Union européenne, 10/08/2017, par Skype, 51 min.

Observations participantes :

- Week-end de formation sur l'intervention civile de paix avec Cécile Dubernet, maîtresse de conférences. Le 10 et 11 décembre 2017 à Paris. 10h27 d'enregistrements.
- Interventions de Marcos Ramirez Vargas et Berenice Celeita. Le 16 mars 2017 à l'IHEAL. 35 min d'enregistrements.
- Conférence de Marcos Ramirez Vargas et Berenice Celeita. Le 16 mars 2017 à Amnesty International France. 1h56 d'enregistrements.

Sites internet et blogs :

Blog de la Comunidad Primavera del Ixcán : <https://coasevir.jimdo.com>

Site des PBI France : <http://www.pbi-france.org>

Site des PBI Guatemala : <http://www.pbi-guatemala.org>

Site des PBI international : <http://www.peacebrigades.org>

Présentation :

MAISON, Cyrielle. Présentation lors de la conférence *Partir en terrain de recherche : conseils pour enquêter en milieux difficiles* avec CALDERONI, Giulia, GIRALDO, Santiago et LEBEAUPIN, Léa. Le 19 octobre 2017, à l'IHEAL, Paris.

Publications de Brigades de Paix Internationales et des enquêtés.e.s :

BRIGADAS INTERNACIONALES DE PAZ. « La protección de los defensores y el acompañamiento de Brigadas Internacionales de Paz en Guerrero. » *El Cotidiano*, 2008, vol. 23, n° 150, p. 115-122.

BRIGADAS INTERNACIONALES DE PAZ. PROYECTO GUATEMALA. « Criminalización de la protesta social. » *Boletín popular*, 2015, n° 3, 16 p.

CONAVIGUA. *Chirij ri qakamisaxik, niqajotayij ri qak'aslem. Del genocidio a la sobrevivencia a protagonistas de una historia propia*. Ciudad de Guatemala : Editorial Maya' Wuj, 2013, 386 p.

LA COMUNIDAD PRIMAVERA DEL IXCÁN. « Historia de la Comunidad. » *Coasevir*, [S.d.] Disponible sur : <https://coasevir.jimdo.com> [Consulté le 14 juillet 2017]

MAHONY, Liam. *Human Rights Defenders Under Attack. 25 Years of Safeguarding the Rights to Defend Human Rights*. Londres : Peace Brigades International, [S. d.], 20 p.

MAISON, Cyrielle. « Interview avec Berenice Celeita et Marcos Ramírez Vargas. » *PBI-France.org*, 2017. Disponible sur : <http://www.pbi-france.org/grupos-nacionales/pbi-france/projets/guatemala/nouvelles-du-projet-guatemala/?L=1.%2F> [Consulté le 19 septembre 2017]

MAISON, Cyrielle. « Être une femme défenseure au Guatemala. » *Présence internationale* n° 106. Paris : Brigades de Paix Internationales, 2017, p. 6.

MIGUEL VALLÉS, Amaya de. *Final Report: 2011 External Evaluation of the PBI Guatemala Project*. [S. l.], 2011, 51 p.

PBI FRANCE. *Le mandat de PBI*. [S.d.] Disponible sur : <http://www.pbi-france.org/country-groups/pbi-france/le-mandat/> [Consulté le 23 août 2017]

PBI GUATEMALA. *Informe anual 2016*. Guatemala : PBI Guatemala, 2017, 37 p.

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL, *Rapport annuel 2015*. Londres : Peace Brigades International, [S.d.], 16 p. Disponible sur : http://www.pbi-france.org/fileadmin/user_files/groups/france/files/Rapport_annuel/Rapport_annuel_2015.pdf [Consulté le 26 juillet 2017]

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *About PBI*. [S.d.] Disponible sur : <http://www.peacebrigades.org/en/about-pbi> [Consulté le 26 septembre 2017]

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *PBI's History*. [S.d.] Disponible sur : <http://www.peacebrigades.org/en/about-pbi/pbi-history> [Consulté le 26 septembre 2017]

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Nonpartisanship, Independence, and Noninterference*. [S.d.] Disponible sur : <http://www.peacebrigades.org/en/about-pbi/principles-mandate/nonpartisanship> [Consulté le 23 août 2017]

PEACE BRIGADES INTERNATIONAL. *Volunteer in the field*. [S.d.] Disponible sur : <http://www.peacebrigades.org/en/get-involved/volunteer-field> [Consulté le 21 août 2017]

Sources secondaires

AGUIRRE TOBÓN, Katherine. « Analizando la violencia después del conflicto: el caso de Guatemala en un estudio sub-nacional. » *Revista Mexicana de Ciencias Políticas y Sociales*, 2014, vol. 59, n° 220, p. 191-234.

AMNESTÍA INTERNACIONAL. *Defendemos la tierra con nuestra sangre*. Londres : Amnesty International, 2016, 68 p.

AMNESTY INTERNATIONAL. *Rapport 2016/2017. La situation des droits humains dans le monde*. Londres : Amnesty International, 2017, 487 p.

— *Deadly but Preventable Attacks. Killings and Enforced Disappearances of Those Who Defend Human Rights*. Londres : Amnesty International, 2017, 45 p.

AUBERT, Émilie. *Construction de la paix et société civile : Le rôle de l'accompagnement international au Chiapas*. Mémoire de master. Genève : Institut des Hautes Études Internationales et du Développement, 2009, 75 p.

BEAUD, Stéphane et WEBER, Florence. *Guide de l'enquête de terrain. Produire et analyser des données ethnographiques*. Paris : La Découverte, 2010 (4^{ème} éd.), 336 p.

BECKER Selwyn et EAGLY, Alice. « The Heroism of Women and Men. » *American Psychologist*, 2004, vol. 59, n° 3, p. 163-178.

BELLIER, Irène. « Autochtone. » *EspacesTemps.net*, 2009. Disponible sur : <http://www.espacestemp.net/articles/autochtone/> [Consulté le 15 août 2017]

BERGERON, Nicolas. *En toute solidarité. L'accompagnement international au Guatemala* [DVD]. Québec : Productions réalités cachées, 2006.

BIZEUL, Daniel. « Le récit des conditions d'enquête : exploiter l'information en connaissance en cause. » *Revue française de sociologie*, 1998, vol. 39, n° 4, p. 751-787.

BOCŞE, Alexandra-Maria. « Understanding transnational advocacy networks: how the political opportunity structure impacts their emergence. » [En ligne] 2011, p.121-134. Disponible sur : <http://www.drcsummerschool.eu/static/designs/drcsummerschool/portlets/portlet.application.DocumentStorage/getFile.jsp?order=getFile&id=170&returnUri=/proceedings&returnOrder=getLinks&returnCategoryId=61> [Consulté le 31 août 2017]

BOUMAZA, Magali et CAMPANA Aurélie. « Enquêter en milieu "difficile". Introduction.» *Revue française de science politique*, 2007, vol. 57, n° 1, p. 5-25.

BROQUA, Christophe. « L'ethnographie comme engagement : enquêter en terrain militant. » *Genèses*, 2009, vol. 2, n° 75, p. 109-124.

BURROWES, Robert. « Cross-border nonviolent intervention: a typology. » In : MOSER-PUANGSUWAN, Yeshua et WEBER Thomas. *Nonviolent Intervention Across Borders. A Recurrent Vision*. Honolulu : University of Hawai'i Press, 2000, p. 45-69.

CHECA HIDALGO, Diego. « Noviolencia en zonas de conflicto. Brigadas Internacionales de Paz. » *Convergencia, Revista de Ciencias Sociales*, 2008, n° 48, p. 137-161.

COMISIÓN PARA EL ESCLARECIMIENTO HISTÓRICO. *Guatemala, memoria del silencio*. Guatemala : Oficina de Servicios para Proyectos de las Naciones Unidas, 1999, 4383 p.

COMITÉ POUR UNE INTERVENTION CIVILE DE PAIX. « Tournées de Défenseurs des droits humains. » *Comité ICP*, [S.d.] Disponible sur : <http://www.interventioncivile.org/spip.php?article166> [Consulté le 4 septembre 2017]

CORBALIS, Tony. « Focus On: Peace Brigades International. » *Peace, Conflict and Development: An Interdisciplinary Journal*, 2002, vol. 1.

COY, Patrick. « Shared Risks and Research Dilemmas on a Peace Brigades International Team in Sri Lanka. » *Journal of Contemporary Ethnography*, 2001, vol. 30, n° 5, p. 575-606.

— *Consensus Decision Making, Northern Ireland and Indigenous Movements*. Kidlington : Elsevier Science, 2003, 432 p.

— « The Privilege Problematic in International Nonviolent Accompaniment's Early Decades. Peace Brigades International Confronts the Use of Racism. » *Journal of Religion, Conflict, and Peace*, 2011, vol. 4, n° 2.

CULLATHER, Nick. *Secret History. The CIA's Classified Account of Its Operations in Guatemala, 1952-1954*. Stanford : Stanford University Press, 2006, 240 p.

DEVIN, Guillaume. *Les solidarités transnationales*. Paris : L'Harmattan. 2004, 210 p.

DUBERNET, Cécile. *Manuel de formation à l'intervention civile de paix*. [S.l.] [S.d.], 33 p.

DUDOUE, Veronique. *Transitions from Violence to Peace*. Berlin : Berghof Research Center for Constructive Conflict Management, 2006, 88 p.

EGUREN, Luis Enrique. « Who Should Go Where? Examples from Peace Brigades International. » In : REYCHLER, Luc et PAFFENHOLZ, Thania. *Peacebuilding: A Field Guide*. Boulder : Lynne Rienner Publishers, 2001, p. 28-34.

— *Field Protection for Human Rights Defenders: Accompaniment by International Observers. A case study of Peace Brigades International*. 2002, 9 p. Disponible sur : <http://protectionline.org/files/2012/07/Field-protection-for-human-rights-defenders-accompaniment-by-international-observers.pdf> [Consulté le 7 août 2017]

EVANS, Rebecca. « The Promise and Limitations of International Human Rights Activism. » *Human Rights & Human Welfare*, 2005, vol. 5, p. 89-99.

FELDMAN, Ilana. « Ad Hoc Humanity: UN Peacekeeping and the Limits of International Community in Gaza. » *American Anthropologist*, 2010, vol. 112, n°3, p. 416-429. Mentionné dans : FURNARI, Ellen. *Understanding Effectiveness in Peacekeeping Operations: Exploring the Perspectives of Frontline Peacekeepers*. Thèse Études de la paix et du conflit. Dunedin : University of Otago, 2014, p. 118.

FURNARI, Ellen. *Understanding Effectiveness in Peacekeeping Operations: Exploring the Perspectives of Frontline Peacekeepers*. Thèse Études de la paix et du conflit. Dunedin : University of Otago, 2014, 295 p.

— « Relationships Are Critical for Peacekeeping. » *Peace Review*, 2015, vol. 27, n° 1, p. 25-30.

FURNARI, Ellen, JULIAN, Rachel et SCHWEITZER, Christine. « Unarmed Civilian Peacekeeping: Effectively Protecting Civilians Without Threat of Violence. » *Bund für Soziale Verteidigung*, 2016, n° 52, 24 p.

FURNARI, Ellen, OLDENHUIS, Huibert et JULIAN, Rachel. « Securing Space for Local Peacebuilding: the Role of International and National Civilian Peacekeepers. » *Peacebuilding*, 2015, vol. 3, n° 3, p. 1-17.

GALTUNG, Johan. « Violence, Peace, and Peace Research. » *Journal of Peace Research*, 1969, vol. 6, n°3, p. 167-191.

— « Cultural Violence. » *Journal of Peace Research*, 1990, vol. 27, n° 3, p. 291-305.

GÁLVEZ BORRELL, Víctor. *Política y conflicto armado: cambios y crisis del régimen político en Guatemala (1954-1982)*. Guatemala: Editorial de ciencias sociales, 2008, 182 p.

GREADY, Paul. *Fighting for Human Rights*. Abingdon : Routledge, 2004, 212 p.

GUIDRY, John, KENNEDY, Michael et ZALD, Mayer. *Globalizations and Social Movements. Culture, Power, and the Transnational Public Sphere*. Ann Arbor : University of Michigan Press, 2000, 432 p.

HENDERSON, Victoria. « Citizenship in the Line of Fire: Protective Accompaniment, Proxy Citizenship, and Pathways for Transnational Solidarity in Guatemala. » *Annals of the Association of American Geographers*, 2009, vol. 99, n° 5, p. 969-976.

HENNIDA, Citra. « The Spiral and Boomerang Model on Transadvocacy Networks Case: The Sarayaku Ecuador. » [En ligne] 2015, p. 54-59. Disponible sur : http://www.worldresearchlibrary.org/up_proc/pdf/98-144828170054-59.pdf [Consulté le 31 août 2017]

JASPER, James. « A Strategic Approach to Collective Action: Looking for Agency in Social-Movement Choices. » *Mobilization : An International Journal*, 2004, vol. 9, n° 1, p. 1-16.

— *Protest. A Cultural Introduction to Social Movements*. Cambridge : Polity Press, 2014, 216 p.

JORDAN, Lisa et TUIJL, Peter van. « Political Responsibility in Transnational NGO Advocacy. » *World Development*, 2000, vol. 28, n° 12, p. 2051-2065.

JULIAN, Rachel et SCHWEITZER, Christine. « The Origins and Development of Unarmed Civilian Peacekeeping. » *Peace Review: A Journal of Social Justice*, 2015, vol. 27, n°1, p. 1-8.

KAHLER, Miles. *Networked Politics. Agency, Power, and Governance*. Ithaca : Cornell University Presse, 2009, 288 p.

KECK, Margaret et SIKKINK, Kathryn. *Activists beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*. Ithaca : Cornell University Press, 1998, 240 p.

KHAGRAM, Sanieev, RIKER, James et SIKKINK Kathryn. *Restructuring World Politics. Transnational Social Movements, Networks and Norms*. Minneapolis : University of Minnesota Press, 2002, 384 p.

LANGER, Stephan. « Les réseaux transnationaux des ONG et le rôle joué par le facteur “savoir” dans la contestation menée contre les multinationales : l’exemple de la Coordination contre les risques de Bayer (CRB). » *Annales de géographie*, 2009, vol. 4, n° 668, p. 414-429.

LEFRANC, Sandrine. « Du droit à la paix. La circulation des techniques internationales de pacification par le bas. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2008, vol. 4, n° 174, p. 48-67.

LOVEMAN, Mara. « High-Risk Collective Action: Defending Human Rights in Chile, Uruguay, and Argentina. » *American Journal of Sociology*, 1998, vol. 104, n° 2, p. 477-525.

MAC GINTY, Roger. « Where is the local? Critical localism and peacebuilding. » *Third World Quarterly*, 2015, vol. 36, n° 5, p. 840-856.

MAHONY, Liam. « Side by Side: Protecting and encouraging threatened activists with unarmed international accompaniment. » *New Tactics in Human Rights*. Minneapolis : Center for Victims of Torture, 2004, p. 8-9. In : SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping. Preventing Violence and Making Space for Democracy*. Uppsala : Life & Peace Institute, 2006, p. 46.

— *Proactive Presence. Field Strategies for Civilian Protection*. Genève : Henry Dunant Centre for Humanitarian Dialogue, 2006, 160 p.

MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment for the Protection of Human Rights: Scenarios, Objectives, and Strategies*. Fairfax : Institute for Conflict Analysis and Resolution, George Mason University, 1996, 65 p.

— *Unarmed Bodyguards. International Accompaniment for the Protection of Human Rights*. West Hartford : Kumarian Press, 1997, 300 p.

MAHROUSE, Gada. *Conflicted Commitments: Race, Privilege, and Power in Transnational Solidarity Activism*. Montréal : McGill-Queen's University Press, 2014. In : ROY GRÉGOIRE, Etienne et HAMILTON, Karen. « International Accompaniment, Reflexivity and the Intelligibility of Power in Post-Conflict Guatemala. » *Journal of Genocide Research*, 2016, vol. 18, n° 2-3, p. 192.

MULLER, Jean-Marie. *Dictionnaire de la non-violence*. Paris : Éditions du Relié, 2005, 407 p.

NATIONS UNIES. DROITS DE L'HOMME. HAUT-COMMISSARIAT. « Qui sont les défenseurs des droits de l'homme ? » ohchr.org, [S.d] Disponible sur : <http://www.ohchr.org/FR/Issues/SRHRDefenders/Pages/Defender.aspx> [Consulté le 8 septembre 2017]

RISSE, Thomas, ROPP, Stephen et SIKKINK, Kathryn. *The Power of Human Rights. International Norms and Domestic Change*. Cambridge : Cambridge University Press, 1999, 336 p.

RISSE-KAPPEN, Thomas. *Bringing Transnational Relations Back In. Non-State Actors, Domestic Structures and International Institutions*. Cambridge : Cambridge University Press, 1995, 344 p.

ROCHA, Armando. *Observation internationale des droits humains au Chiapas : Comment les observateurs voient-ils leur travail dans les communautés indigènes ?* Mémoire de master. Genève : Université de Genève, 2010, 147 p.

ROY GRÉGOIRE, Etienne. Interview dans : BERGERON, Nicolas. *En toute solidarité. L'accompagnement international au Guatemala* [CD-ROM]. Québec : Productions réalités cachées, 2006.

ROY GRÉGOIRE, Etienne et HAMILTON, Karen. « International Accompaniment, Reflexivity and the Intelligibility of Power in Post-Conflict Guatemala. » *Journal of Genocide Research*, 2016, vol. 18, n° 2-3, p. 189-205.

SCHIRCH, Lisa. *Civilian Peacekeeping. Preventing Violence and Making Space for Democracy*. Uppsala : Life & Peace Institute, 2006, 115 p.

SCHLESINGER, Stephen et KINZER, Stephen. *Bitter Fruit. The Story of the American Coup in Guatemala*. Harvard: David Rockefeller Center for Latin American Studies, 2005, 330 p.

SCHMITZ, Hans Peter. *Transnational Mobilization and Domestic Regime Change. Africa in Comparative Perspective*. New York : Palgrave Macmillan, 2006, 226 p.

— « Transnational Human Rights Networks: Significance and Challenges. » 2010, 35 p. Disponible sur :

http://www.isacomps.com/info/samples/transnationalhumanrightsnetworks_sample.pdf

[Consulté le 25 septembre 2017]

SCHWEITZER, Christine. « Civilian Peacekeeping: How Civilian International Interventions at Grassroots Level Contribute to Human Security and Stability. » [S.d.], p. 155-161.

Disponible sur : <http://eeas.europa.eu/archives/ifs/publications2006->

[2009/articles/book2/book_vol2_part2_chapter21_civilian_peacekeeping_christine_schweitzer.pdf](http://eeas.europa.eu/archives/ifs/publications2006-2009/articles/book2/book_vol2_part2_chapter21_civilian_peacekeeping_christine_schweitzer.pdf) [Consulté le 7 août 2017]

SHARP, Gene. *Making Europe Unconquerable: the Potential of civilian-based deterrence and defence*. Cambridge : Harper & Row, 1985, 250 p. In : MAHONY, Liam et EGUREN, Luis Enrique. *International Accompaniment for the Protection of Human Rights: Scenarios, Objectives, and Strategies*. Fairfax : Institute for Conflict Analysis and Resolution, George Mason University, 1996, p. 17.

SIMÉANT, Johanna. « 6. La transnationalisation de l'action collective. » In : FILLIEULE, Olivier, AGRIKOLIANSKY, Éric et SOMMIER Isabelle. *Penser les mouvements sociaux. Conflits sociaux et contestations dans les sociétés contemporaines*. Paris : La Découverte, 2010, p.121-144.

SLAUGHTER, Anne-Marie. « International Relations, Principal Theories. » In : WOLFRUM, Rüdiger. *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*. Oxford : Oxford University Press, 2011.

STEWART, Julie. « When Local Troubles Become Transnational: The Transformation of a Guatemalan Indigenous Rights Movement. » *Mobilization: An International Journal*, 2004, vol. 9, n° 3, p. 259-278.

TARROW, Sidney. *The New Transnational Activism*. Cambridge : Cambridge University Press, 2005, 278 p.

TECÚ OSORIO, Jesús. *Memoir of the Río Negro Massacres*. Guatemala : Editorial Maya' Wuj, 2012, 200 p.

TOVAR VELÁZQUEZ, Nuria et GARCÍA ALBERT, Inés. « Género y voluntariado. » *Estudios de Juventud*, 1999, n° 45, p. 143-150.

TRAÏNI, Christophe. *Émotions... Mobilisation !* Presses de Sciences Po, 2009, 300 p.

— « Registres émotionnels et processus politiques. » *Raisons politiques*, 2017, vol. 1, n°65, p. 15-29.

UDEFEGUA. *Guatemala. “Más pequeños que David”: La lucha de los defensores y defensoras de Derechos humanos.* Guatemala : OMCT, 2015, 50 p.

UNITED NATIONS. HUMAN RIGHTS. OFFICE OF THE HIGH COMMISSIONER.
« Special Rapporteur on the situation of human rights defenders. » ohchr.org, [S.d] Disponible sur : <http://www.ohchr.org/EN/Issues/SRHRDefenders/Pages/SRHRDefendersIndex.aspx>
[Consulté le 7 septembre 2017]

Table des matières

Sigles utilisés	5
Introduction	6
CHAPITRE 1 - Les volontaires internationaux : une sociologie des engagements dans un environnement dangereux	26
I. Les volontaires internationaux : qui sont-ils ?.....	26
A) Un long processus de sélection et une formation approfondie pour un terrain dangereux	26
B) Les caractéristiques sociales des volontaires internationaux.....	32
II. Les principes de non-violence et non-ingérence comme moyens de justification de l'intervention	36
A) L'intervention civile de paix ou les stratégies employées pour justifier leur présence	36
B) Une application de la théorie de la dissuasion <i>via</i> l'établissement de relations avec divers acteurs locaux et nationaux	42
III. Les volontaires internationaux : un engagement périlleux	48
A) Une importante charge de travail : missions confiées et conditions de vie.....	48
B) L'impact psychologique d'un volontariat pas comme les autres.....	54
CHAPITRE 2 - L'intervention civile de paix : accompagner les défenseur·e·s des droits humains guatémaltèques menacé·e·s	62
I. Défendre les droits humains, une activité à haut risque	62
A) (Sur)vivre au quotidien avec les menaces	62
B) « La fois de trop » : demander un accompagnement lorsque la situation n'est plus supportable	69
II. L'accompagnement de défenseur·e·s des droits humains : une présence internationale dans un contexte local.....	73
A) L'accompagnement physique des défenseur·e·s	73
B) Le principe d'impartialité : être accompagné·e et garder son indépendance	79
III. Faire face aux manquements de l'État guatémaltèque	84
A) Un complément aux mécanismes de protection défailants	84
B) Un soutien moral pour les défenseur·e·s des droits humains	88
CHAPITRE 3 - Défenseur·e·s locaux et volontaires internationaux : une coalition transnationale pour la défense des droits humains	93
I. L'accompagnement politique et informatif : le rôle des acteurs internationaux et du partage des informations.....	93
A) Mobilisation des réseaux de réponse urgente et de solidarité des PBI	93
B) Les tournées de plaidoyer : rencontres des défenseur·e·s avec des acteurs internationaux.....	99
II. L'accompagnement : une intervention extérieure non-violente	104
A) Le rôle des volontaires dans la création d'un espace politique sécurisé	104
B) L'ouverture d'arènes politiques internationales à des activistes locaux	109
III. La contestation locale devient internationale : le rôle de la coalition transnationale formée par les PBI et les défenseur·e·s	115
A) Volontaires et défenseur·e·s : un exemple de coalition transnationale.....	115
B) Mobilisation des réseaux de solidarités transnationaux et tentatives d'influence des normes et politiques des États et organisations internationales.....	120
Conclusion	125
Bibliographie	130
Table des matières	143
Table des illustrations	144
Table des encadrés	145
Annexes	146
Table des annexes	148

Table des illustrations

Illustration 1 : Entrée de la Comunidad Primavera del Ixcán.	7
Illustration 2 : « Ce que fait PBI. ».....	15
Illustration 3 : Les accompagné·e·s des PBI Guatemala.....	18
Illustration 4 : Miguel Angel et l’auteure, au musée de la Cooperativa Nuevo Horizonte. ...	21
Illustration 5 : Processus de sélection et de formation de PBI Guatemala en 2016.	28
Illustration 6 : Deux volontaires des PBI Guatemala portent les gilets rouges de l’organisation.	41
Illustration 7 : « La solitude d’un jour typique d’accompagnement. ».....	51
Illustration 8 : L’espace politique de l’activiste : effet de l’accompagnement.....	74
Illustration 9 : Comment faire face à la criminalisation.	87
Illustration 10 : Rendez-vous des défenseur·e·s durant une tournée de plaidoyer à Paris. ..	102
Illustration 11 : Le model « boomerang ».	122

Table des encadrés

Encadré 1 : Un exemple d'une semaine de travail comme volontaire avec les PBI Guatemala.	52
Encadré 2 : Un exemple de tournée de plaidoyer à Paris	101

Annexes

Annexe n°1 : Nationalité des volontaires aux PBI Guatemala de 2013 à 2017.

	Europe	Canada / États-Unis	Amérique latine
2017*	Allemagne (2) Belgique (1) Italie (1) Royaume-Uni (2)	(0)	Colombie (2)
2016	Allemagne (2) Espagne (6) France (1) Italie (1) République Tchèque (1) Royaume-Uni (1) Suisse (2)	Canada (1)	Chili (1) Mexique (1)
2015	Allemagne (1) Autriche (1) Espagne (5) France (1) Italie (1) Norvège (1) Pays-Bas (1) Portugal (1) Royaume-Uni (1) Suisse (2)	Canada (1)	Chili (1) Colombie (1) Mexique (2)
2014	Allemagne (2) Autriche (1) Espagne (3) Italie (2) Norvège (1) Pays-Bas (2) Portugal (1) Royaume-Uni (1) Suisse (1)	États-Unis (1)	Chili (1) Mexique (1)
2013	Allemagne (4) Espagne (3) Irlande (1) Italie (1) Pays-Bas (2) Royaume-Uni (1) Suisse (1)	États-Unis (1)	Argentine (2) Chili (1) Pérou (1)

*Informations valables au mois de septembre 2017. Elaboré par l'auteure, voir publications des PBI Guatemala.

Annexe n°2 : Extrait de l'entretien avec Marco. Texte original en espagnol.

Todos los domingos teníamos una reunión. Trabajamos cinco días de lunes a viernes, más el domingo. Seis días de la semana en total. A veces el sábado, no, a veces. Una persona siempre trabajaba el sábado para preparar la reunión del domingo. Una reunión muy larga, porque como ya sabes, PBI... La idea es que todo funcione, este decidido por el consenso.

Al final, la vida en general, una persona siempre tiene que estar en la casa. Y una persona en la mañana limpia y al mismo tiempo contesta a los correos, recibe llamadas. Y en la tarde es otra persona que va al mercado a comprar alimentos, al supermercado. Y cocinan para el equipo. Y los demás trabajan, tienen diferentes tareas. En general, todo se decide el domingo. Todos hacen un poco de todo o hace mucho de todo. Por ejemplo, el domingo tienes la reunión. ¿A qué hora empezamos? A las 9 creo 9, a veces hasta la 6/7 de la tarde.

[...] Entonces, por ejemplo, el lunes por la mañana, preparas una reunión con el embajador o la embajadora de Francia. Entonces, dos personas juntas. Por la tarde, van a la reunión. Y después tienes que escribir un informe, si puedes en el mismo día. Muchas veces no lo hacíamos porque tenías otra reunión porque algo cambio, hay que rediscutir muchas cosas.

Por ejemplo, el martes en la mañana, tienes dos horas para preparar un acompañamiento físico. Te vas a un lugar que está a 4 por ejemplo o 3 horas en bus. Tienes que ir a la parada del bus. Preparas las reuniones que vas a tener allá en el viaje, reservas el hotel, gestionas el dinero. Tienes que asegurarte que tienes el chaleco, el móvil, el móvil con crédito. Tienes que apuntar los números de teléfono. Bueno, hay todo un protocolo para todo. Al final, preparas eso con otra persona. Después, vas a la parada del autobús, bueno, en taxi normalmente. Íbamos allá. Después llegas, allá, también el viaje está un poco cansado, hace tal vez mucho calor.

Llegas allá. Si todavía tienes tiempo, tal vez tienes una reunión con una persona de la organización que acompañamos. Después te quedas en la sede de la organización o en un hotel. Por ejemplo, el miércoles por la mañana tienes una reunión con el alcalde. Y por la tarde, por ejemplo, una reunión con el procurador de los Derechos humanos. Porque ya es tarde, ya no puedes volver. Porque de noche, nunca viajábamos. Entonces, te quedas otra noche. Tal vez tienes tiempo durante el día para tener otra reunión con una persona que acompañas. O por ejemplo, hay una manifestación por la tarde. En la mañana, tienes una reunión con, por ejemplo, el Procurador de los Derechos humanos. Y en la tarde acompañas la manifestación, o el día después por ejemplo.

Siempre intentábamos de combinar muchas cosas para aprovechar todo el viaje. Entonces, vuelves por ejemplo el jueves por la mañana. Ya tienes tres informes para escribir o cuatro, por cada reunión y por cada acompañamiento físico. Por ejemplo, imagínate, una reunión con el alcalde, una reunión con el procurador de los Derechos humanos y una reunión grande tal vez con la organización que acompañas, más la manifestación. Entonces, la idea es escribir ese informe para tener la información el domingo. Pero eso, muchas veces era un poco difícil. Por eso, decidimos que siempre la información más clave tiene que estar en el diario. Nosotros teníamos un documento donde todos y todas escribían todo lo que pasaba. Entonces es un documento muy largo pero importante.

Entonces, por ejemplo, el jueves en el medio día escribes tus informes. El viernes por la mañana, tienes que ir a limpiar la casa y contestar a los correos y leer un poco lo que ha pasado. Porque tú siempre estabas a fuera. Y el viernes por la tarde, tal vez tienes por ejemplo una reunión. O si estas en el subcomité de las finanzas, tal vez tienes que trabajar medio día en las finanzas por ejemplo.

Table des annexes

Annexe n°1 : Nationalité des volontaires aux PBI Guatemala de 2013 à 2017.

Annexe n°2 : Extrait de l'entretien avec Marco. Texte original en espagnol.